

PROGRAMME DU PARTI  
2015–2019

# UDC – le parti de la Suisse



## **Mentions légales**

Programme politique de l'Union démocratique du centre  
2015 – 2019

Tirage: 70'000 exemplaires

Crédits photos:

Belmundo AG, Compagnia Rossini, Dreamstime, Ex-Press AG,  
Fotolia LLC, Goal AG, ImagePoint AG, iStockphoto,  
KEYSTONE AG, Marcus Gyger, Markus Hutter, Stefan  
Marthaler, REDOG, Remo Nägeli, Stadler Rail AG, VSMR

UDC Suisse, Secrétariat général, Case postale 8252, 3001 Berne,  
[info@udc.ch](mailto:info@udc.ch), [www.udc.ch](http://www.udc.ch)

# PROGRAMME DU PARTI 2015–2019

## Table des matières

- 4** Notre programme
- 8** Sauvegarder les piliers du succès suisse
- 10** Politique extérieure
- 16** Finances, impôts et redevances
- 22** Place économique suisse
- 26** Propriété
- 30** Politique à l'égard des étrangers
- 36** Politique d'asile
- 42** Sécurité
- 46** Armée
- 50** Formation
- 54** Institutions sociales
- 58** Santé
- 62** Agriculture
- 66** Transports
- 70** Energie
- 74** Environnement
- 78** Médias
- 82** Sport
- 86** Politique culturelle
- 90** Religions
- 94** L'être humain, la famille et la communauté

# Notre programme pour une Suisse libre, indépendante

## POLITIQUE EXTÉRIEURE

### Indépendance et autodétermination

L'UDC se bat pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le bradage de la souveraineté et de l'autodétermination par les élites politiques doit être stoppé. Il faut que cessent les efforts visant à intégrer insidieusement notre pays dans des organisations internationales comme l'UE. L'UDC s'engage, sur la base de la neutralité, pour une politique crédible de l'aide humanitaire et des bons offices.

#### Nos points forts:

- ▶ L'UDC combat l'adhésion insidieuse à l'UE
- ▶ L'UDC veille à l'autodétermination de la Suisse avec l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers»
- ▶ L'UDC exige que l'attribution de l'aide publique au développement soit liée à la réadmission de requérants d'asile refusés

C'EST MOI  
QUI DÉCIDE!



## POLITIQUE À L'ÉGARD DES ÉTRANGERS

### Limiter l'immigration

La Suisse a toujours employé de manière contrôlée de la main-d'œuvre étrangère et offert des perspectives professionnelles aux immigrants. Au cours de plusieurs votations, le peuple suisse a fait comprendre qu'il souhaitait une immigration contrôlée avec des règles claires valables pour tous, pour les nationaux comme pour les immigrants. Les personnes qui souhaitent vivre en Suisse doivent respecter le régime légal de ce pays, s'intégrer et assurer elles-mêmes leur subsistance.

#### Nos points forts:

- ▶ L'UDC exige l'application fidèle de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» que le souverain a approuvée (contingents et principe de la priorité des travailleurs résidents) dans le but de réduire sensiblement l'immigration
- ▶ L'UDC demande la réintroduction des contrôles frontaliers pour empêcher l'entrée d'immigrants clandestins

GARDER LE SENS DE  
LA MESURE, AUSSI  
POUR L'IMMIGRATION



# et souveraine – vue d'ensemble

## SÉCURITÉ

### Punir les criminels au lieu de les chouchouter

La Suisse était autrefois un des pays les plus sûrs au monde. Une politique négligente, une application laxiste des lois en vigueur et l'ouverture des frontières avec l'adhésion à l'espace Schengen ont eu pour conséquence que la Suisse compte désormais parmi les pays d'Europe connaissant un taux de criminalité élevé. Cela ne peut pas continuer ainsi – ce développement dangereux doit être stoppé! Pour cela, les tribunaux doivent punir selon le droit et la loi et les jugements doivent être exécutés rigoureusement.



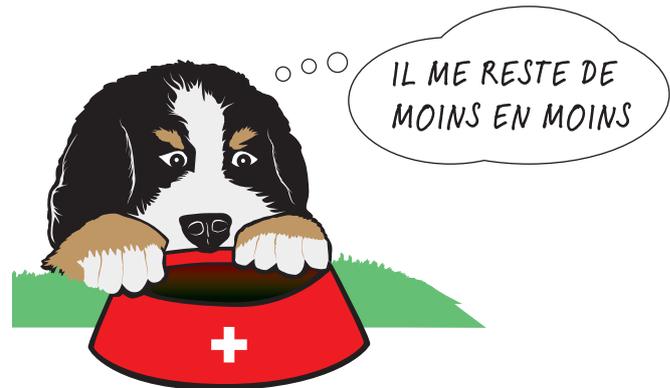
### Nos points forts:

- ▶ L'UDC exige l'expulsion systématique des étrangers criminels
- ▶ L'UDC demande que les tribunaux accordent plus d'attention aux intérêts des victimes qu'à ceux des délinquants
- ▶ L'UDC veut une intervention ferme contre les touristes criminels

## FINANCES, IMPÔTS ET REDEVANCES

### Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

L'Etat ne cesse de proliférer. Depuis 1990, les dépenses de la Confédération ont doublé. L'autorité politique n'ayant pas la volonté de contrôler l'explosion des dépenses, les impôts, les taxes et les redevances augmentant constamment et la classe moyenne est la première à passer à la caisse. Ce gaspillage d'argent à la charge des citoyennes et des citoyens doit cesser, car la prospérité du pays dépend avant tout d'une classe moyenne prête à faire des efforts.



# Notre programme pour une Suisse libre, indépendante

## PROPRIÉTÉ

### Contre l'expropriation, pour la protection de la sphère privée

La protection de la propriété privée est une des tâches les plus importantes d'un Etat démocratique et libéral. L'UDC se bat pour que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et idéels qu'ils ont acquis. La population doit avoir la certitude que l'Etat ne cherche pas toujours et partout à lui prendre son argent. La défense de la sphère privée devient aussi de plus en plus importante. Il faut absolument éviter qu'on en arrive en Suisse au «citoyen transparent».

## ARMÉE

### Pour la sécurité du pays et de ses habitants

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, l'indépendance et la prospérité. Une armée de milice adaptée aux besoins de la Suisse garantit cette sécurité aussi en temps de crise. La guerre fait rage à quelques heures d'avion de notre pays nonobstant la politique prétendument pacifiante de l'UE. Des attentats terroristes sont possibles toujours et partout. Nous voulons donc donner à l'armée les moyens nécessaires pour assurer la défense nationale – afin que le pays et ses habitants puissent vivre en sécurité et en liberté. L'UDC s'engage pour une armée de milice parfaitement formée et disposant d'un équipement moderne pour sauvegarder l'indépendance, la liberté et la neutralité de la Suisse.

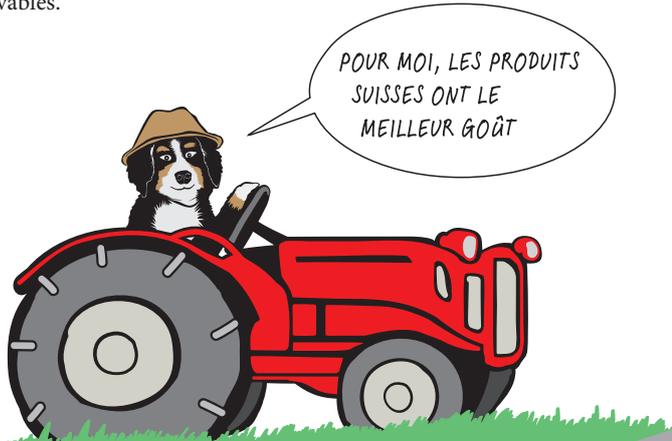


# et souveraine – vue d'ensemble

## AGRICULTURE

### Pour une production indigène

L'UDC s'engage pour une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines, produites près des consommateurs. Les familles paysannes qui assurent ces prestations importantes au service de la communauté méritent un revenu raisonnable garantissant leur existence. La sécurité de planification et la force novatrice d'une agriculture fondée sur les principes de la gestion d'entreprise doivent être renforcées. Il faut à cet effet ramener à une mesure raisonnable une écologisation aujourd'hui outrancière. Une grande attention doit être accordée à la conservation des terres cultivables.



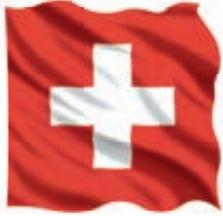
## TRANSPORTS

### Se déplacer librement sans obstacle chicanier

Une infrastructure de transport conforme aux besoins, bien aménagée et entretenue est essentielle à la prospérité du pays. Il ne faut plus désavantager la route par rapport au rail. Chaque mode de transport doit bénéficier des moyens financiers qu'il génère. La redistribution, les subventions croisées et les détournements de fonds par rapport à l'affectation première doivent cesser, tout comme les rapines organisées contre les automobilistes sous la forme d'augmentations constantes des impôts, des redevances et des amendes.



# Sauvegarder les piliers du succès suisse



**Pays petit et peu gâté par la nature, la Suisse, autrefois une des régions les plus pauvres d'Europe, s'est développée pour se classer aujourd'hui parmi les Etats les plus riches et les plus performants du monde. Elle doit ce succès principalement à la forme particulière de son Etat dont les piliers sont l'indépendance, la démocratie directe, la neutralité et le fédéralisme. Ce fondement constitue le «cas particulier suisse» et garantit la liberté et la prospérité de ce pays. Ces piliers du succès suisse ont permis à notre pays de se hisser aux premiers rangs en termes économiques; ils assurent la liberté et la prospérité et placent les citoyennes et les citoyens – et non pas les politiques et les fonctionnaires – au cœur de l'Etat.**

## **Attaque contre les piliers de l'Etat**

Hormis l'UDC, tous les autres partis défendent une position inverse. Ils minent et détruisent ces piliers de l'Etat. Ils poussent la Suisse sous la domination étrangère, c'est-à-dire vers l'adhésion à l'UE; ils veulent imposer du droit et des juges étrangers pour faire perdre à la Suisse son indépendance. Ils suppriment progressivement la démocratie directe en

refusant d'appliquer les décisions du peuple. Les autres partis ont plus de respect pour les lois étrangères que pour le droit suisse. Ils veulent compliquer le lancement d'initiatives et de référendums. Ils violent en permanence la neutralité en prenant position sur des conflits étrangers et en cherchant à faire entrer la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ainsi qu'ils attirent la guerre sur le sol suisse. Les autres partis méprisent le fédéralisme en déplaçant de plus en plus de compétences des cantons et des communes vers la Berne fédérale – au détriment de nos enfants, de nos familles, de nos écoles.

## **L'indépendance en péril**

Les piliers de l'Etat ancrés dans la Constitution fédérale ont apporté à la Suisse une ouverture exemplaire au monde. Parallèlement, la Suisse a su conserver son indépendance et empêcher toute intervention de tiers. La sauvegarde de l'indépendance est l'objectif premier de l'Etat suisse. Les sept conseillers fédéraux et tous les élus du peuple ont fait serment ou promis de respecter la Constitution. Mais l'UDC est le seul parti qui s'engage systématiquement pour l'indépendance, pilier du succès suisse qui garantit la liberté et la prospérité de notre pays. Le Conseil fédéral, la majorité du Parlement et l'administration font juste l'inverse: ils soutiennent l'adhésion à l'UE. Ils parlent d'«accords-cadres» ou de «rattachements institutionnels», mais ils songent en réalité à imposer à la Suisse du droit étranger et des décisions de juges étrangers.

## **La démocratie directe est minée**

Le droit de participation politique des citoyens est un autre élément du cas particulier suisse. Depuis 1848 il y a eu plus d'élections et de votations en Suisse que dans tous les autres pays du monde réunis. Les Suisses peuvent voter et élire plus souvent en une seule année que, par exemple, les Britanniques durant toute leur vie. La démocratie directe place les citoyennes et les

citoyens au cœur de l'action. Les Suissesses et les Suisses peuvent non seulement élire, mais aussi trancher des questions politiques concrètes. Ce système empêche les politiciens de décider sans tenir compte de l'avis du peuple. L'UDC est le seul parti à défendre sans concession la démocratie directe alors que les autres partis cherchent à la restreindre et refusent d'appliquer les décisions du peuple en plaçant le droit étranger – même non impératif – au-dessus du droit suisse. Les autres partis cherchent à compliquer le lancement d'initiatives et de référendums en imposant un examen préalable, en refusant des initiatives ou en les assortissant d'une mise en garde.

### **Destruction de la neutralité**

Pour un petit Etat ouvert au monde comme la Suisse, la neutralité permanente et armée est le concept de sécurité le plus efficace. Notre pays en a fait la preuve durant des siècles: ne se mêlant pas de conflits étrangers, la Suisse n'attire pas la guerre sur son territoire et ne se crée pas inutilement des ennemis. La conséquence est une grande ouverture au monde qui permet à la Suisse d'avoir des relations amicales avec tous les Etats du globe sans pour autant abandonner sa souveraineté. Voilà pourquoi la Suisse n'a pas connu de guerre depuis deux siècles. Cette neutralité impose de la retenue aux autorités suisses dans leurs prises de position sur des conflits internationaux. Le Conseil fédéral ne tient pas compte de ces principes, si bien que la neutralité suisse perd de son crédit. Il se mêle de tout et de n'importe quoi, prenant ainsi des risques considérables. L'UDC est le seul parti à soutenir sans réserve la neutralité helvétique qui est la meilleure garante de la sécurité et de l'ouverture au monde tout en permettant à la Suisse d'offrir ses bons offices au service de la paix.

### **Le fédéralisme est miné**

Résultant de l'union de minorités culturelles, notre Etat fédéral vit du fédéralisme des cantons et des communes. Le fédéralisme offre aux ci-

toyens la plus grande participation possible dans un cadre à dimensions humaines alors que les systèmes centralisés, où l'on décide sans se préoccuper de l'avis du peuple, génèrent de la résignation, de l'abstentionnisme et de la mauvaise gestion. Plus les décisions politiques sont prises en communion avec les citoyens, plus les deniers publics sont gérés avec prudence et parcimonie. Mais les autres partis cherchent à restreindre le fédéralisme et à déléguer de plus en plus de compétences à la centrale UE à Bruxelles et à la centrale fédérale à Berne. Ils veulent neutraliser le plus possible la concurrence entre les cantons et les communes. Ils veulent centraliser et diriger d'en haut l'école, l'éducation des enfants, le logement et les impôts.

Les citoyennes et les citoyens qui tiennent à l'indépendance, à la démocratie directe, à la neutralité et au fédéralisme votent pour l'Union démocratique du centre. Les représentantes et les représentants de l'UDC aux niveaux fédéral, cantonal et communal s'engagent à défendre et à sauvegarder de toutes leurs forces les piliers du succès suisse.

**Voilà notre engagement!**  
**Votre UDC**



WILLY DIT:



## Indépendance et autodétermination

L'UDC se bat pour la sauvegarde d'une Suisse indépendante et neutre. Le minage de la souveraineté et de l'autodétermination par les élites politiques doit être stoppé. Il faut que cessent les efforts visant à intégrer insidieusement notre pays dans des organisations internationales comme l'UE. L'UDC s'engage, sur la base de la neutralité, pour une politique crédible des bons offices, de la médiation et de l'aide humanitaire.

### Violation de la Constitution

L'objectif de la politique extérieure suisse est défini à l'article 2 de la Constitution fédérale: «La Confédération suisse protège la liberté et les droits du peuple et elle assure l'indépendance et la sécurité du pays.» Le peuple en tant que souverain décide librement et indépendamment de l'avenir de la Suisse. Les valeurs ancrées dans la Constitution fédérale, la liberté, l'autodétermination, l'indépendance et la neutralité, sont systématiquement minées par le Conseil fédéral et l'administration fédérale, mais aussi par les tribunaux et divers professeurs de droit.

### La neutralité vidée de son sens

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ne se préoccupe plus d'adopter une position neutre et impartiale face à des conflits. Les diplomates helvétiques et les conseillers fédéraux préfèrent se pavaner sous les feux de l'actualité en adoptant sans aucune gêne les positions de l'une ou l'autre grande puissance dans des litiges internationaux alors que le souci de servir de médiateur crédible et d'offrir une aide humanitaire efficace exigerait une prise de position globalement neutre. C'est aussi une violation crasse de la neutralité que de revendiquer un siège au Conseil de



**OUI** à l'initiative pour l'autodétermination

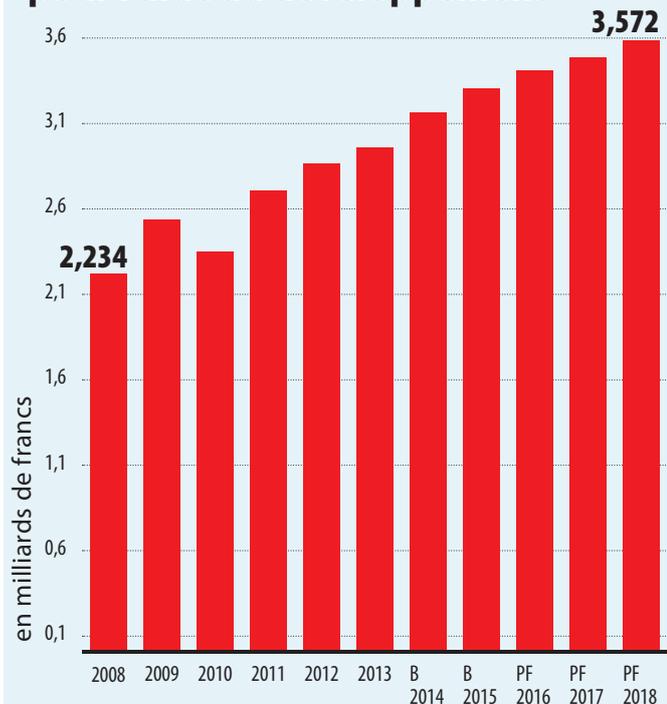
**+**

**« Car ici,  
c'est nous qui  
décidons »**

The banner features three individuals standing side-by-side with their arms crossed against a red background. From left to right: an older man with a white beard wearing a green polo shirt, a younger man in a blue and white plaid shirt, and a woman with blonde hair wearing a dark blue blazer.

Plus d'infos sous: [www.initiative-autodetermination.ch](http://www.initiative-autodetermination.ch)

## Plus de 3 milliards de francs par an pour l'aide au développement



Source: documentation supplémentaire du DFAE pour le budget 2015

B = budget PF = plan financier

sécurité de l'ONU. Mais, il s'agit bien là d'une ambition de la classe politique fédérale. Faut-il donc rappeler que le Conseil de sécurité décide de ladite «paix mondiale» et qu'il impose des actes de guerre ou des sanctions? Une attitude neutre dans un tel organe est un non-sens. La Suisse n'a absolument pas besoin de se mêler de cette âpre lutte pour le pouvoir et la renommée. C'est même dangereux pour elle.

### La priorité donnée au droit international

Le droit international est aujourd'hui ouvertement priorisé par rapport aux lois adoptées par le parlement et le peuple. Preuve en est notamment que de plus en plus d'initiatives populaires ne sont pas appliquées ou ne sont pas appliquées fidèlement. Le rapport fréquemment établi entre le droit international et le droit humanitaire est trompeur. Au fil des ans, les droits humanitaires sont devenus un instrument politique servant à accroître le pouvoir et l'influence de l'Etat. On est loin de leur signification initiale. Aujourd'hui, cette notion est abusée à des fins idéologiques pour imposer des idées centralistes, étatistes et socialistes. Le développement et l'interprétation de la charte des droits de l'homme par la Cour européenne des droits de l'homme se sont fortement éloignés des intentions des auteurs de cette convention. Les tribunaux internationaux font de moins en moins preuve de réserve en se mêlant du droit national des pays. Ils ignorent les constitutions nationales, minant l'autodétermination et l'indépendance juridiques des Etats.

### Adhésion insidieuse à l'UE

Le projet de rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE constitue la violation la plus grave des valeurs suisses. Le Conseil fédéral et l'UE veulent que la Suisse se soumette au développement dynamique du droit et de la jurisprudence de l'UE. Non seulement la Suisse serait contrainte de reprendre des lois étrangères et d'accepter des condamnations par des juges étrangers, mais elle devrait aussi admettre que des fonctionnaires UE contrôlent l'application du droit européen sur son territoire.

Un accord-cadre coiffant tous les accords bilatéraux réglerait ce rattachement institutionnel et la Suisse serait contrainte de se soumettre obligatoirement à la démesure législative de l'UE. Le flot régulateur de Bruxelles emporterait également notre pays. Pour faire bonne mesure, la Cour européenne de justice serait appelée à régler tout litige entre la Suisse et l'UE. Il faut empêcher ce projet qui fait de notre pays une colonie obéissante de Bruxelles. La Suisse doit garder son indépendance pour pouvoir défendre sa prospérité et son succès économique.

### **Limiter l'aide à l'étranger**

L'histoire de l'aide au développement est une succession de déceptions et d'échecs. Nonobstant les contributions énormes que le monde occidental a versées pendant des décennies, le continent africain va plus mal que jamais. Des guerres civiles, la corruption et la déchéance de l'Etat menacent de nombreux pays. Les flux migratoires du sud vers le nord s'amplifient. Il n'y a qu'une seule conclusion à tirer de cette situation: les onéreux programmes d'aide, mis en place par les Etats occidentaux durant des décennies, ont raté leur objectif. Non seulement des deniers publics sont gaspillés, mais ils servent de surcroît à maintenir en place des régimes dictatoriaux et corrompus. Il est hors de question d'augmenter les fonds d'aide au développement, mais il faut au contraire les cibler sur l'essentiel et sur des projets réellement efficaces. L'accent doit être mis sur l'aide humanitaire dans la bonne tradition suisse.

### **Bons offices**

L'engagement de la Croix-Rouge, les interventions humanitaires de la Suisse et la Genève internationale contribuent à la renommée de la Suisse et confirment son attitude impartiale et ouverte à tous. Ce rôle utile peut être comparé à celui d'un secouriste en bordure de terrain de jeu, toujours prêt à offrir une aide rapide, non bureaucratique, discrète et impartiale. Des efforts diplomatiques discrets en faveur de la réconciliation et de la paix sont toujours préférables aux bruyantes déclarations faites dans le

cadre de l'habituel "tourisme conférencier". Alors que l'engagement humanitaire doit être maintenu, l'aide au développement doit subir une remise en ordre énergique. Par exemple, le versement de fonds d'aide au développement doit être lié à des accords de réadmission de requérants d'asile refusés. Ou encore: au lieu d'augmenter sans cesse les crédits pour l'aide au développement, il faut encourager les dons privés par des facilités fiscales.

### **L'impartialité est payante**

Le Conseil fédéral doit revenir au principe d'une neutralité permanente, armée et globale. Neutralité globale ne signifie pas seulement neutralité juridique et militaire (conformément au droit strict de la neutralité), mais implique également une neutralité vécue (politique de la neutralité) qui impose l'impartialité et la non-immixtion dans tous les actes de politique extérieure du gouvernement. Cette exigence comprend aussi la capacité de se défendre moyennant une armée de milice disposant de suffisamment de personnel, de moyens financiers et de matériel pour donner un réel crédit à l'indépendance et à la neutralité. La Confédération n'a pas à soutenir une politique de sanction unilatérale (aux niveaux diplomatique, financier et économique), même si elle est décrétée par l'ONU, l'UE ou l'OSCE.

### **Relations avec le monde entier**

La Suisse doit de surcroît intensifier ses efforts dans le but d'entretenir des relations commerciales avec tous les Etats et toutes les cultures du monde au lieu de se focaliser sur l'UE. Cette universalité de la politique commerciale extérieure comprend notamment la diversification moyennant des accords de libre-échange équilibrés avec le plus grand nombre possible d'Etats, car le commerce est la meilleure base de relations amicales et d'une paix durable. Les liens économiques sont aussi l'expression d'intérêts communs. Pour établir des liens économiques, nul besoin d'institutions et d'organisations politiques, ni de tentatives de rattachement.

### Succès suisse grâce au refus de l'EEE

C'est à juste titre que la bureaucratie bruxelloise est régulièrement critiquée à cause de son éloignement des citoyens et de ses déficits démocratiques. La Suisse dépasse largement l'UE dans tous les classements internationaux: attractivité de la place économique, prospérité, système social,



Le site international de Genève – en photo, le siège de l'ONU – contribue à notre renommée internationale positive et illustre la position impartiale et ouverte de la Suisse.

endettement et même degré de bonheur des citoyennes et des citoyens. Si la Suisse n'est aujourd'hui pas membre de l'UE, elle ne le doit certainement pas aux élites arrogantes de la politique, de l'économie, de la société et des médias, mais uniquement à sa démocratie directe, au droit de participation de son peuple. C'est aussi un mérite de l'UDC que de se battre depuis plus de deux décennies aux côtés de la population contre l'adhésion à l'EEE et à l'UE. L'économie se portait au contraire aux pronostics mieux que jamais depuis les années nonante – précisément parce que ce pays a su garder son originalité et son indépendance. Il est d'autant plus surprenant qu'on remette aujourd'hui le vieux disque fêlé à propos des rapports avec l'UE: sans rattachement à l'UE et sans nouveaux accords avec Bruxelles, la Suisse va tomber dans la pauvreté, clament à nouveau l'administration et les fonctionnaires des associations économiques. Il est évident qu'il n'y a aucune raison de croire, ni hier, ni aujourd'hui, ces oiseaux de mauvais augure dont l'unique but est de semer la peur.

### Non au rattachement à l'UE

La Suisse a certes besoin de bonnes relations économiques et amicales avec l'UE, mais il n'est absolument pas nécessaire de conclure à cet effet un accord de rattachement institutionnel qui ferait de notre pays un sujet de Bruxelles. Oui aux relations et accords bilatéraux sauvegardant les intérêts des deux parties, mais non à une politique d'intégration dont le but final est l'adhésion à l'UE ou l'alignement systématique et insidieux de la Suisse sur l'UE. L'autodétermination et l'indépendance de la Suisse, de même que ses droits démocratiques doivent au contraire être renforcés. Les adaptations et alignements doivent être stoppés. La question tombe sous le sens: pourquoi devrions-nous adopter un système manifestement inefficace, car marqué par le chômage des jeunes, la pauvreté, le clivage entre la politique et les citoyens, la bureaucratie et le centralisme? Les valeurs qui ont fait le succès de la Suisse, la liberté, l'indépendance, la neutralité, la démocratie directe, le fédéralisme et l'économie de marché, doivent être défendues inlassablement.

## POSITIONS

## L'UDC

- combat l'adhésion insidieuse à l'UE. L'autodétermination est en opposition avec le rattachement institutionnel à l'UE qui implique la reprise dynamique de droit et la reconnaissance de juges étrangers;
- s'engage pour que le droit suisse prime le droit international et étranger;
- garantit grâce à l'initiative populaire «Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)» l'autodétermination de la Suisse en matière législative et veille à ce que les décisions du peuple soient à nouveau appliquées;
- exige que les objectifs suprêmes de la politique étrangère suisse soient le renforcement de la liberté, de l'autodétermination, des droits démocratiques, de l'indépendance et de la neutralité;
- combat le minage de la neutralité permanente et armée alors que ces principes doivent au contraire être renforcés;
- exige que la Suisse, en tant que petit Etat, se concentre sur les bons offices qui ont fait la preuve de leur efficacité. Elle doit recourir à la diplomatie, au CICR et au Corps suisse d'aide humanitaire au lieu de se donner des airs de grande puissance et de se livrer à des condamnations partiales;

## POSITIONS

## L'UDC

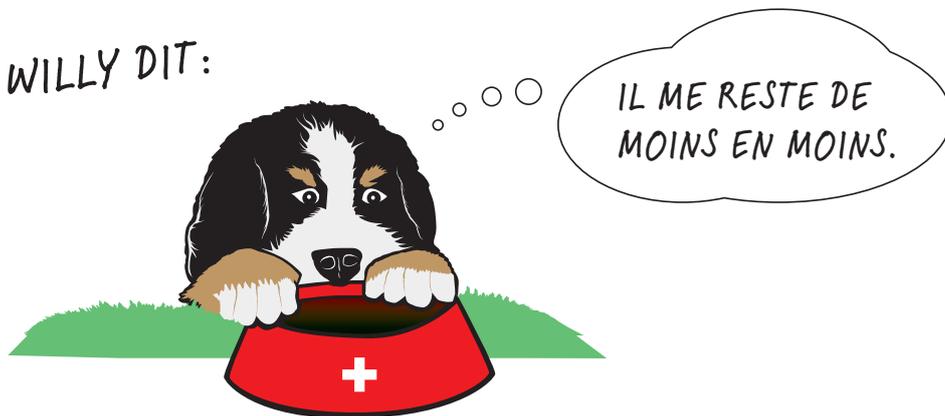
- s'oppose à l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU;
- exige que l'attribution de l'aide publique au développement soit liée à la réadmission de requérants d'asile refusés;
- veut établir des relations avec tous les Etats du monde sur la base d'accords de libre-échange classiques en lieu et place d'une fixation sur l'UE.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique:**

- ✓ comme citoyen, j'ai la garantie que je pourrai décider à l'avenir également des règles valables dans mon pays;
- ✓ comme chef d'entreprise, je bénéficie de bonnes relations avec le monde entier;
- ✓ comme contribuable, j'ai la certitude de ne pas devoir payer la facture de la mauvaise gestion des autres pays;
- ✓ comme citoyen, j'ai un gouvernement qui défend les intérêts de la Suisse et de ses habitants au lieu de se pavaner sous les feux de l'actualité.

WILLY DIT:



## Plus pour la classe moyenne, moins pour l'Etat

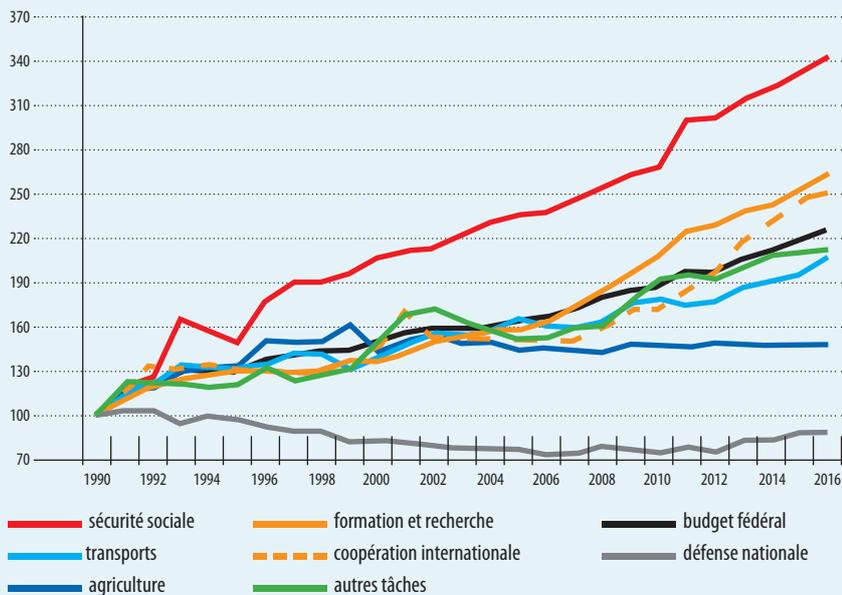
L'Etat ne cesse de croître. Depuis 1990, les dépenses de la Confédération ont plus que doublé. Les pouvoirs publics assument de plus en plus de tâches. L'autorité politique manquant de volonté de contrôler l'explosion des dépenses, les impôts, taxes et redevances augmentent constamment et la classe moyenne est la première à passer à la caisse. Cette dynamique doit être brisée, car la prospérité d'un pays dépend avant tout d'une classe moyenne vivante, dynamique et saine. Chaque franc dépensé doit d'abord être gagné.

### Une politique dépensière à outrance

Nonobstant des comptes aux soldes positifs, les finances fédérales sont en mauvais état à cause d'une politique excessivement dépensière. Les dépenses de la Confédération ont passé de 32 milliards en 1990 à 64 milliards

en 2013. Elles ont donc doublé. Pour 2018, le Conseil fédéral annonce dans son plan financier des dépenses de 73 milliards de francs. Il s'agit toujours de l'argent des contribuables.

## Développement malsain des dépenses de la Confédération



Source: DFF

### Solutions de facilité

Alors qu'on impose des économies massives à l'agriculture et à l'armée, les dépenses croissent continuellement dans d'autres secteurs. Le social forme aujourd'hui la principale position du budget fédéral en accaparant un tiers des moyens financiers de l'Etat. Contrairement à la rengaine de la gauche parlant de «démontage social» et d'«économies détruisant l'Etat», la branche sociale est florissante. Les dépenses à ce titre ont augmenté de 50% depuis le début de ce millénaire en passant de 14 milliards de francs en 2000 à 21 milliards en 2013. L'Etat dépense plus pour le secteur social que pour la formation, les transports et la défense nationale réunis.

### Tout le monde paie l'expansion des administrations publiques

L'administration fédérale a connu elle aussi une expansion rapide ces dernières années. Alors que les dépenses de personnel de la Confédération se montaient encore à 4,5 milliards de francs en 2007, elles étaient déjà de 5,5 milliards en 2014, ce qui équivalait à une hausse de 20% en seulement sept ans. La moitié de cette différence, soit 520 millions de francs, est due à la création de 1200 nouveaux postes et aux changements de fonction. Aujourd'hui, plus de 33 000 personnes travaillent à la Confédération.

### Halte au terrorisme des amendes

A côté des impôts, taxes et redevances qui ont été augmentés ces dernières années à divers niveaux (TVA, taxe sur le CO<sub>2</sub>, pour-cent de solidarité dans l'assurance-chômage, taxes d'élimination des déchets et des eaux usées, etc...), les pouvoirs publics font rentrer de plus en plus d'argent via les amendes. De nombreux cantons ont fort discrètement, mais continuellement augmenté leurs recettes par ce biais. Les amendes et redevances revêtent de plus en plus un caractère fiscal. L'objectif premier d'une amende, c'est-à-dire punir une personne ou accroître la sécurité, passe au second plan. On comprend pourquoi l'autorité choisit ce moyen: grâce aux amendes, elle peut puiser confortablement dans le porte-monnaie des citoyens, alors qu'une hausse des impôts exige généralement l'accord préalable du peuple.

### Afin qu'il reste davantage pour vivre

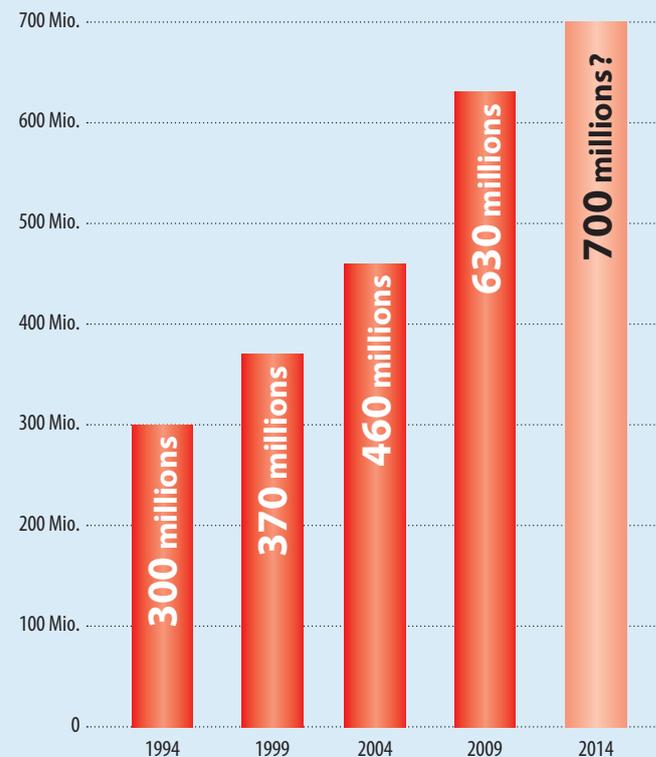
Pour sauvegarder la prospérité et l'emploi, il est indispensable que les citoyens et les entreprises puissent disposer plus librement de leur argent. Aujourd'hui, nous devons travailler presque six mois par an pour payer les prélèvements obligatoires de l'Etat (impôts, primes, taxes et redevances). La charge des impôts et redevances doit être sensiblement réduite pour relancer les investissements privés, la consommation, donc la croissance économique ainsi que la création d'emplois et de places d'apprentissage. L'UDC combat tous les nouveaux impôts, taxes et redevances et exige au contraire des allègements fiscaux. Les questions d'interprétation doivent être réglées en faveur des contribuables, des citoyens et des entreprises.

### Etat svelte

L'UDC s'engage pour un Etat peu coûteux et svelte. L'effort d'économie doit viser avant tout les dépenses et les structures. Il faut que l'Etat cesse de chercher constamment de nouvelles ressources fiscales pour financer son expansion. Pour l'UDC, la première urgence consiste à reprendre le contrôle de l'explosion des charges sociales auxquelles la Confédération

## Halte au terrorisme des amendes

(augmentation choquante des amendes entre 1994 et 2014)



Source: routesuisse, estimation prudente

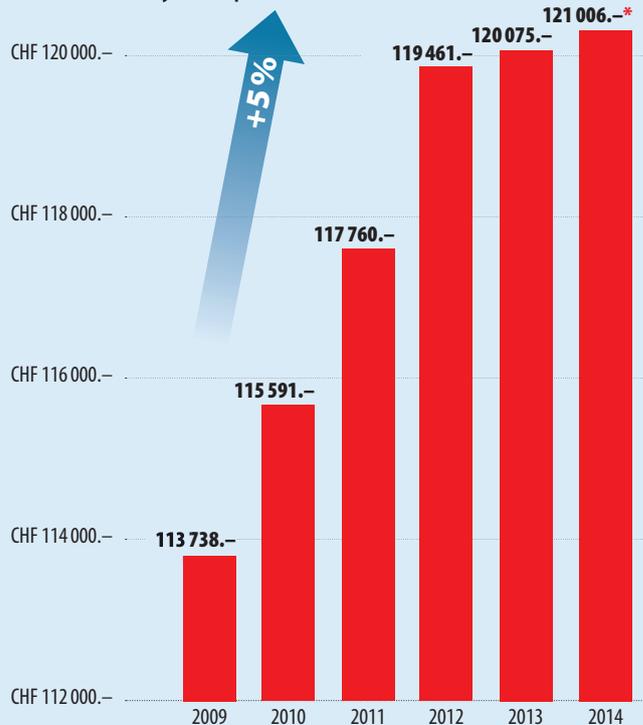
consacre aujourd'hui un franc sur trois. Il est indispensable de prendre des mesures structurelles pour sauvegarder nos acquis sociaux et il est hors de question d'étendre encore l'État social. La hausse massive des dépenses pour l'aide à l'étranger et au développement doit également être limitée.



La classe moyenne, qui doit tout payer, est la principale victime.

## Augmentation incroyable des salaires à l'État (2009 – 2014)

Salaire brut moyen du personnel de l'État



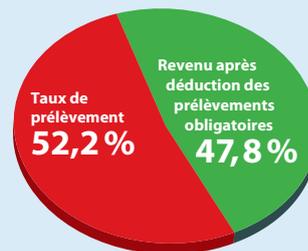
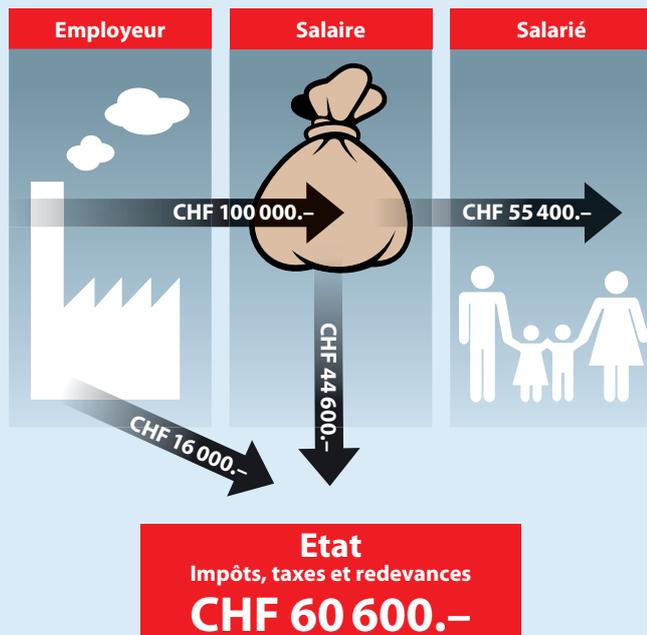
Sources: OFS (2015), sans primes de performance / allocations, \*Extrapolation 1<sup>er</sup> – 3<sup>ème</sup> trimestre

### Conserver la concurrence fiscale

L'UDC est le parti du fédéralisme, donc aussi de la souveraineté fiscale des cantons et des communes. Voilà la seule manière d'assurer la concurrence et d'obliger des gouvernements devenus paresseux à concevoir leur politique fiscale selon les intérêts des contribuables et non pas en fonction des

souhaits de l'administration. La Suisse doit résister aux pressions étrangères sur son système fiscal. Les réglementations fiscales spéciales adoptées dans la précipitation ne doivent être appliquées en Suisse que si elles sont compensées par des allègements fiscaux dans d'autres domaines. L'UDC s'engage en faveur d'une fiscalité suisse compétitive pour toutes les entreprises.

## Un couple avec deux enfants travaille six mois et six jours par an juste pour l'Etat!



Revenu effectif du couple:	116 000.00 francs
Pourcentage employeur (AVS, AI, APG, AC, caisse de pension, assurance-accident professionnel et non professionnel, allocations familiales)	- 16 000.00
Pourcentage salarié	- 14 000.00
Primes d'assurance-maladie	- 9 000.00
Impôt sur le revenu (moyenne nationale)	- 8 700.00
Impôt fédéral direct	- 900.00
TVA sur les dépenses de consommation (denrées alimentaires, vacances, restaurant, téléphone, vêtements, meubles, abonnements journaux, etc.) pour environ 5400 francs	- 4 000.00
Impôts sur les véhicules à moteur et sur les huiles minérales, vignette autoroutière, droit de douane sur la voiture	- 1 400.00
Impôt sur le tabac (1 paquet de cigarettes par jour)	- 1 600.00
Diverses taxes et redevances (taxes déchets et eaux usées, droit de timbre, assurance-maladie complémentaire, impôt sur les billets, impôts sur l'alcool, impôt pour le chien, franchises dans les coûts de la santé, etc.)	- 5'000.00
<b>Revenu après déduction des prélèvements obligatoires</b>	<b>55 400.00 francs</b>
<b>Taux de prélèvement</b>	<b>52,2%</b>

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage en faveur d'impôts, taxes et redevances modérés pour tous et rejette tout nouveau prélèvement fiscal ;
- se bat à tous les niveaux du pouvoir public afin que l'Etat ne dépense pas plus qu'il n'encaisse et que les dépenses soient fixées en fonction des recettes et non inversement ;
- exige que l'Etat ne croisse pas plus rapidement que l'économie ;
- demande la réduction de l'effectif du personnel fédéral au niveau de 2007 (2007 : 32 105 ; 2014 : 33 678) et une baisse massive des dépenses de personnel ;
- revendique une imposition compétitive des entreprises au niveau international ;
- refuse toute nouvelle augmentation de la TVA, tout comme un taux de TVA unique qui réduit le prix de biens de luxe, mais renchérit les produits alimentaires de base ;
- exige la réduction de l'impôt grevant la fortune des entreprises à raison sociale individuelle ;
- combat toute forme d'impôt sur les successions ;
- demande la suppression d'une fiscalité qui pénalise le mariage ;
- exige que l'on cesse d'abuser des amendes en les considérant comme une ressource confortable des caisses publiques.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique :**

- ✓ comme salarié, il me reste plus d'argent à la fin du mois et ma place de travail est plus sûre ;
- ✓ comme consommateur, je bénéficie de prix moins élevés ;
- ✓ comme automobiliste, je suis moins victime du terrorisme des amendes et je bénéficie de carburants à un prix modéré ;
- ✓ comme chef d'entreprise, il me reste plus d'argent pour investir dans l'avenir.



## Plus de liberté économique et moins de bureaucratie

L'UDC se bat pour une plus grande liberté entrepreneuriale, donc contre la multiplication des lois et des interdictions limitant le développement des entreprises. Il faut mettre fin aux tendances de ces dernières années à réglementer de plus en plus un marché du travail initialement libéral, à renchérir l'énergie et les transports et à alourdir les contraintes bureaucratiques. Les nombreuses petites et moyennes entreprises, mais aussi les grandes sociétés domiciliées en Suisse méritent notre sollicitude. L'UDC défend la qualité suisse et se bat pour que l'économie suisse bénéficie de conditions-cadres avantageuses pour assurer l'emploi en Suisse.

### **Epoque difficile pour une politique économique libérale**

Créer des emplois est une attitude éminemment sociale. Car le travail est le moyen le plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Voilà qui explique pourquoi les économies libérales sont historiquement et mondialement les régimes les plus efficaces et comportent le moins de pauvreté. En comparaison internationale, notamment avec les pays de l'UE, la Suisse est certes encore en bonne position économique. Sa productivité est toutefois stagnante et notre pays n'a cessé de reculer depuis 1980 au classement du revenu par habitant. Les entreprises ne créent des emplois, donc de la prospérité, que si elles bénéficient de conditions favorables encourageant les investissements.

### **Le secteur public croît constamment**

Depuis quelques années, l'emploi ne progresse presque plus que dans le secteur public, l'administration, la santé et le social. Entre 2008 et 2014, deux nouveaux emplois sur trois ont été créés par les pouvoirs publics. Ce grand nombre de fonctions publiques nouvellement créées charge non seulement les contribuables, mais aussi les entreprises. Une augmentation du nombre de fonctionnaires conduit forcément à plus de bureaucratie et d'activisme étatiques. Le marché libre et la concurrence sont remplacés par des prescriptions, l'interventionnisme de l'Etat et l'égalitarisme international qui évincent des entreprises du marché. Des monopoles inutiles comme la Poste, la Suva ou la SSR renchérissent les prestations de service et étouffent la concurrence.

### **Place financière attaquée en permanence**

A ces difficultés s'ajoute la tendance navrante à considérer comme immorale l'obligation naturelle de tout employeur et de tout artisan de faire des bénéfices. Or, des entrepreneurs efficaces et des artisans performants sont les véritables travailleurs sociaux. Depuis quelque temps, la pression se fait particulièrement forte sur la place financière. Les banques, les assurances et le secteur financier réalisent pourtant 22% de la performance écono-

mique de la Suisse. La jalousie internationale et des Etats étrangers proches de la faillite ont fait de cette branche une cible privilégiée d'attaques qui, malheureusement, bénéficient d'alliances complaisantes en Suisse jusqu'au niveau du Conseil fédéral. Le secret protégeant les clients étrangers des banques a été largement levé, la sphère financière privée est violée et les atouts de l'économie suisse ont été abandonnés sous le prétexte des standards internationaux ou de la protection des consommateurs.

### **Pression sur le tourisme**

Le secteur touristique et ses nombreux emplois sont également d'une importance capitale pour l'économie suisse. L'attraction qu'exercent les beautés uniques du paysage suisse est cependant compromise par la cherté du franc, par des coûts élevés ou encore des structures vieillissantes. Les entreprises touristiques peuvent certes régler elles-mêmes de nombreux problèmes, mais elles ont besoin de conditions-cadres favorables pour obtenir un retour sur investissement intéressant. L'UDC demande l'abaissement de la TVA pour l'hôtellerie et la restauration au taux réduit.

### **Renforcer les petites et moyennes entreprises**

Les deux tiers des salariés suisses (67,9% en 2013) travaillent dans de petites et moyennes entreprises (PME), donc offrant au maximum 250 emplois. C'est dire si les PME sont la colonne vertébrale de l'économie nationale. Les conseillères nationales et conseillers nationaux de l'UDC ont soutenu le plus efficacement les PME, comme le confirme une enquête de l'Union suisse des arts et métiers (USAM): une analyse de 215 votes du Conseil national entre 2011 et 2014 sur 169 objets intéressant les PME révèle que 41 membres de l'UDC figurent parmi les 50 premiers conseillers nationaux. Au Conseil des Etats, les représentants de l'UDC occupent les quatre premières places. Aucun autre parti de Suisse ne défend aussi systématiquement l'économie et les arts et métiers que l'UDC.

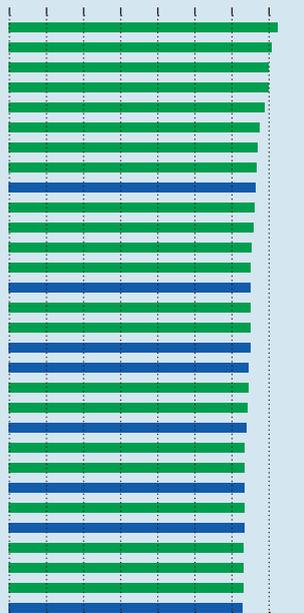
## Revenir aux valeurs libérales

L'Etat ne doit ni concurrencer, ni entraver l'économie, mais se contenter de mettre en place les conditions permettant une activité économique

### Les conseillers nationaux UDC occupent 41 des 50 premières places au classement PME

#### INDICE DE SOUTIEN AUX ARTS ET MÉTIERS

1. Pierre-François Veillon
2. Roland F. Borer
3. Thomas Müller
4. Jean-François Rime
5. Ulrich Giezendanner
6. Ernst Schibli
7. Gregor A. Rutz
8. Hans Egloff
9. Christian Wasserfallen
10. Oskar Freysinger
11. Thomas Hurter
12. Luzi Stamm
13. Heinz Brand
14. Walter Müller
15. Toni Bortoluzzi
16. Sebastian Frehner
17. Petra Gössi
18. Albert Vitali
19. Thomas Matter
20. Christoph Mörgele
21. Bruno Pezzatti
22. Guy Parmelin
23. Andrea M. Geissbühler
24. Sylvie PerrinJaquet
25. Adrian Amstutz
26. Andrea Caroni
27. Max Binder
28. Alfred Heer
29. Natalie Rickli
30. Daniela Schneeberger



Source : classement PME 2011 – 2014 de l'Union suisse des arts et métiers

aussi libre que possible. Une bureaucratie foisonnante entrave forcément l'activité économique et les coûts de la régulation explosent. La marche à vide bureaucratique imposée par l'Etat nuit aux entreprises, donc à toute la Suisse. L'UDC se bat pour que la responsabilité individuelle retrouve la place qui lui revient face à l'activisme croissant de l'Etat.

Un marché du travail flexible et un partenariat social solidement ancré sont parmi les principaux atouts de l'économie suisse. Plus les conditions de travail sont libérales, plus l'économie peut assurer le plein-emploi. Il s'agit aussi de sauvegarder la formation professionnelle duale, système exceptionnel qui constitue la meilleure protection contre le chômage des jeunes.

### Sauvegarder le secret protégeant les clients des banques

L'UDC s'oppose à toutes les tentatives de lever le traditionnel secret protégeant les clients des banques et la sphère privée financière des citoyennes et des citoyens. Cette réglementation a été créée dans l'intérêt des clients des banques, et non pas dans celui des établissements financiers. Empêchant la conclusion en Suisse de nombreuses affaires intéressantes, le droit de timbre doit être supprimé. Au niveau de la législation européenne et globale, l'UDC se bat pour que la Suisse ne reprenne que les «standards internationaux» qui sont réellement indispensables pour accéder au marché global.

### Commercer avec le monde entier

Dans le domaine de l'économie extérieure, l'UDC veut que la Suisse entretienne de bonnes relations commerciales avec le monde entier. La Suisse ne doit pas seulement se concentrer sur l'UE, mais chercher à s'ouvrir de nouveaux marchés qui affichent les taux de croissance les plus élevés. Des accords de libre-échange qui respectent les intérêts des deux parties participent à l'épanouissement d'une économie suisse ouverte au monde.

## POSITIONS

**L'UDC**

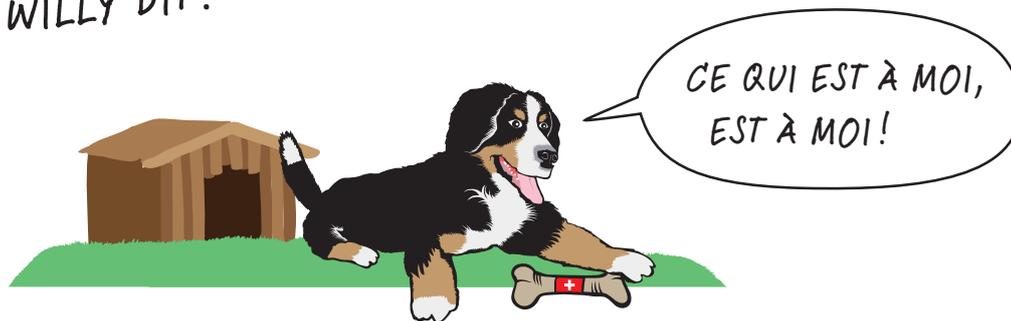
- s'engage pour les petites et moyennes entreprises, mais aussi les grandes sociétés qui sont à la base de la prospérité de la Suisse;
- exige plus de liberté entrepreneuriale et n'accepte pas de nouvelles prescriptions ou interdictions à moins qu'un nombre équivalent de réglementations ne soient supprimées;
- s'oppose aux quotas féminins, à la police des salaires, à la responsabilité solidaire et à d'autres contraintes nuisibles mises en place par l'Etat au détriment des entreprises;
- demande que l'Etat ne concurrence et n'entrave pas l'économie;
- veut que le franc suisse reste une monnaie indépendante;
- soutient la place financière suisse et s'engage pour le secret protégeant les clients des banques;
- demande l'abaissement de la TVA pour l'hôtellerie et la restauration au taux réduit;
- exige que les exploitations offrant moins de 50 emplois à temps complet soient libérées des obligations statistiques et que celles-ci soient réduites à un minimum pour les autres entreprises;
- demande que le seuil soit élevé pour les conventions collectives de travail ayant un caractère obligatoire général.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique:**

- ✓ comme salarié, une place de travail sûre;
- ✓ comme chef d'entreprise, davantage de moyens pour les investissements;
- ✓ comme artisan et agriculteur producteur, une réduction de la bureaucratie et de la paperasse;
- ✓ comme hôtelier et gastronome, un plus grand nombre de clients.

WILLY DIT:



## Contre l'expropriation, pour la protection de la sphère privée

La protection de la propriété privée est une des tâches les plus importantes d'un Etat démocratique et libéral. L'UDC se bat pour que les citoyens puissent disposer librement des biens matériels et idéels qu'ils ont acquis. Dans ce même ordre d'idées, l'Etat doit laisser un maximum d'argent à la libre disposition des citoyens et contribuables. A notre époque, il est de plus en plus important de défendre également la sphère privée des gens. Il faut absolument éviter que l'on en arrive au «citoyen transparent».

### Non à la redistribution voulue par la gauche

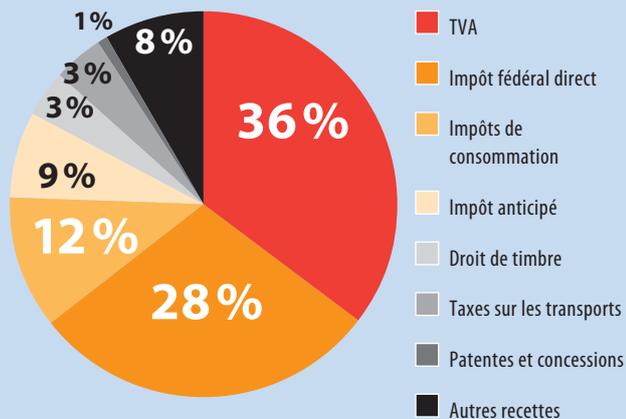
Les personnes qui travaillent et qui mettent de l'argent de côté pour pouvoir en profiter plus tard ont toutes les raisons de se méfier de la politique de la gauche. Toutes les interventions de la gauche visent en effet à mettre la main sur le porte-monnaie des gens, à saisir la propriété d'autrui pour la redistribuer. Le raisonnement socialiste est le plus matérialiste et le plus égoïste qui soit. Il vise systématiquement à résoudre tous les problèmes avec l'argent des autres. Qu'il s'agisse de l'intégration des étrangers, des

retraites anticipées, des homes d'accueil, des crèches pour enfants, des écoles de jour, du congé parental, des logements sociaux – pour la gauche, tout est affaire d'argent; d'argent dont doit disposer la classe politique pour le redistribuer à sa guise.

### Expansion constante de l'Etat

L'Etat n'a cessé de croître ces dernières années. Conséquences: une forte augmentation de la densité régulatrice et une progression massive de la quote-part fiscale (somme des impôts et redevances par rapport au produit intérieur brut). Nous travaillons de plus en plus longtemps juste pour payer les impôts, taxes et redevances. L'Etat accapare un nombre croissant de tâches qui étaient autrefois de la responsabilité du privé. Les Suissesses et les Suisses devaient consacrer 50% de leur revenu aux impôts et redevances. C'est dire que nous travaillons six mois par an pour l'Etat. La Suisse se place ainsi au-dessus de la moyenne des pays membres de l'OCDE.

## 63,5 milliards de francs d'impôts par an pour la Confédération



Source: compte d'Etat 2014

### Plus de liberté pour l'acquisition d'un logement

La propriété des Suisses est menacée par la charge croissante des impôts et des redevances. Même l'acquisition d'un logement à usage personnel est entravée par une foule de prescriptions et de restrictions étatiques. Cette politique nuit également aux locataires: les investissements, la construction et la rénovation doivent être financièrement intéressants pour que se créent des logements en suffisance et à des prix raisonnables. Or, la surréglementation que provoque l'actuel droit du bail affecte sensiblement le bon fonctionnement du marché du logement.

### De moins en moins d'espace privé

La gauche et les autres partis étatistes ne se contentent pas de s'attaquer à la propriété des gens: ils veulent aussi leur enlever leur sphère privée. Suppression du secret protégeant les clients des banques, restriction des affaires au comptant, surveillance des faits et gestes de chacun – l'Etat intervient avec un sans-gêne croissant dans la sphère privée des citoyens dans

le but de les éduquer et de tirer un maximum d'argent de leur poche. L'UDC refuse cette politique.

La sphère privée des citoyennes et des citoyens doit être respectée et protégée. Par conséquent, l'UDC soutient les efforts visant à inscrire dans la Constitution fédérale un article sur la protection de la sphère privée. Elle se bat avec autant de détermination pour la sauvegarde du secret protégeant les clients des banques en Suisse et contre la tendance des autorités à intervenir de plus en plus dans la sphère privée des citoyens en surveillant leurs faits et gestes.

### **Renforcer la protection de la propriété**

L'UDC se bat de toutes ses forces pour que les citoyennes et citoyens puissent disposer des biens matériels et idéels qu'ils ont acquis en toute légitimité. Faute d'une garantie constitutionnelle de la propriété, ni le droit de l'individu à disposer de ses biens, ni une société libérale et prospère ne sont possibles. L'histoire en témoigne maintes fois: lorsqu'un Etat ne garantit plus la propriété de ses citoyens, voire les prive de leur propriété, l'intégrité physique et la vie de ces mêmes citoyens sont également menacées. L'UDC s'oppose notamment à l'interdiction de prélever une partie du capital vieillesse épargné au titre du deuxième pilier pour financer un logement personnel ou pour fonder une petite entreprise. Cette interdiction équivaut à une expropriation pure et simple des citoyennes et des citoyens.

### **Moins de redistribution ordonnée par l'Etat**

L'UDC s'engage aussi contre une redistribution sans cesse croissante. Dans un Etat libéral qui mise sur la responsabilité individuelle des citoyennes et des citoyens, ceux-ci doivent pouvoir se servir de leur propriété et de leur argent aussi librement que possible et non pas comme l'administration le juge utile. L'UDC refuse un Etat qui prend l'argent durement gagné de ses citoyens pour le redistribuer, même si l'intention qui justifie cette action est apparemment bonne. Chaque citoyen sait très bien lui-même comment il doit utiliser son argent et en assume la responsabilité.

Miner ce principe, c'est ouvrir la voie à un Etat socialiste qui saisit la propriété des citoyens pour l'utiliser à ses propres fins.

### **Moins de bureaucratie dans le droit de la construction**

Dans le secteur immobilier, l'UDC réclame un assouplissement du droit du bail, notamment en ce qui concerne les prescriptions d'exploitation et le contrôle des loyers. La construction d'appartements et de maisons, habités par leurs propriétaires, doit être encouragée par des facilités fiscales. Le système actuel de l'imposition de la valeur locative décourage l'accès à la propriété du logement et il doit donc être supprimé. L'UDC s'oppose à la construction de logements sociaux par l'Etat. La construction de logements sociaux provoque toujours des distorsions de la concurrence qui ont des effets négatifs sur les investissements privés.



Le citoyen doit pouvoir disposer librement de ses biens matériels et immatériels. L'Etat doit protéger la propriété.

## POSITIONS

**L'UDC**

- accorde une grande importance à la protection de la propriété privée, elle combat les tendances à restreindre l'utilisation d'argent liquide et à l'Etat de mettre la main sur l'épargne et les fonds des caisses de retraite;
- s'engage contre les réglementations hostiles à la propriété privée dans le droit du bail et dans le secteur immobilier;
- soutient la suppression de l'impôt sur la valeur locative, système qui restreint l'accès à la propriété du logement, mais exige le maintien de la déductibilité des frais d'entretien et des intérêts sur la dette pour encourager les investissements;
- refuse des taux de progression déraisonnables dans l'imposition;
- défend la propriété intellectuelle qui est essentielle à la recherche scientifique et à l'industrie suisse;
- s'engage pour la protection de la sphère privée et contre une surveillance excessive de l'Etat.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique:**

- ✓ comme citoyen, le droit à l'autodétermination;
- ✓ ma famille dispose de plus de moyens pour vivre;
- ✓ comme actif ou rentier, je suis moins chargé par les impôts et redevances;
- ✓ comme propriétaire de mon logement, j'ai la garantie de ma propriété;
- ✓ comme client d'une banque, ma sphère privée est protégée;
- ✓ comme chef d'entreprise, je bénéficie du juste rendement de mes développements et de mes innovations.

WILLY DIT:



GARDER LE SENS DE  
LA MESURE, AUSSI POUR  
L'IMMIGRATION.

## Limiter l'immigration

La Suisse a toujours accueilli généreusement, mais de manière contrôlée des travailleurs étrangers en leur offrant des perspectives de développement professionnel. Au cours de plusieurs votations, le peuple suisse a fait comprendre qu'il souhaitait une immigration contrôlée avec des règles claires valables pour tous. Les personnes qui souhaitent vivre en Suisse doivent respecter le régime légal de ce pays, s'intégrer et assurer elles-mêmes leur subsistance. Seuls les immigrants qui remplissent ces conditions doivent avoir la possibilité de se naturaliser après un certain temps.

### La Suisse est attractive

Il vaut la peine d'immigrer en Suisse pour des raisons économiques, politiques et sociales. Son système politique, sa stabilité, sa sécurité, son régime économique libéral, mais aussi ses beautés naturelles projettent régulièrement la Suisse aux premières places des classements internationaux selon la qualité de la vie. Bref, l'immigration en Suisse est une alternative très séduisante pour les étrangers. Mais cette immigration aura des conséquences pénibles pour les Suisses s'ils n'en reprennent pas rapidement le contrôle afin de la limiter.

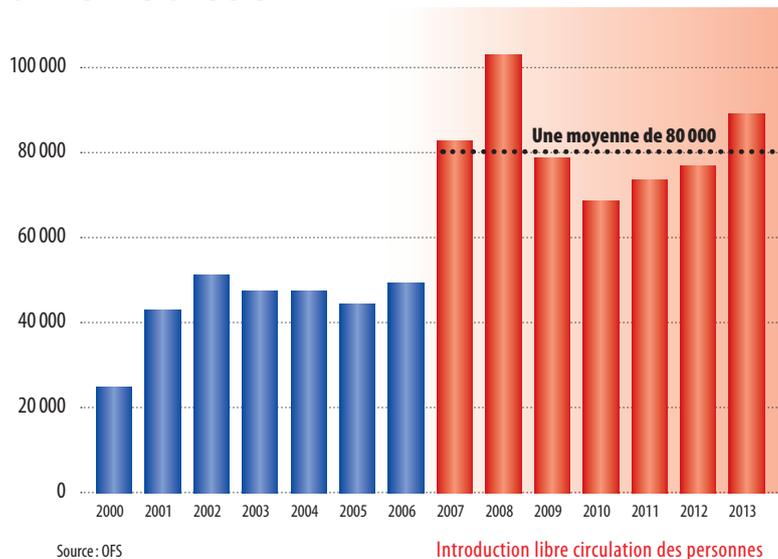
### Explosion démographique à cause de l'immigration

Depuis 2007, le nombre d'immigrants en Suisse dépasse chaque année de 80 000 celui des émigrants. En 2013, le solde migratoire a dépassé 85 000 personnes (un peu plus de 155 000 immigrants pour environ 70 000 émigrants). Il en résulte, année après année, une augmentation du nombre d'habitants résidents à hauteur de la population de la Ville de Lucerne, en deux ans de celle de Genève ou de Bâle. La surface de logement s'étend chaque année de l'équivalent de 4 560 terrains de football. 8,2 millions de personnes vivaient en Suisse fin 2014, dont deux millions d'étrangers. Faute d'un pilotage efficace de l'immigration, la Suisse franchira le cap de 10 millions d'habitants dans 20 ans environ.

### L'immigration démesurée a des conséquences pour tous

Les conséquences de ce développement funeste sont perceptibles au quotidien pour tous : augmentation du chômage (taux de chômage de 9,2% chez les étrangers au début 2014), trains bondés, routes bouchées, hausse des loyers et des prix du terrain, perte de précieuses terres cultivables,

## Plus de 80 000 immigrants net par an en Suisse



bétonnage des paysages, pression sur les salaires, phénomène d'éviction sur le marché du travail, changements culturels dans les directions des entreprises, proportions excessivement élevées et onéreuses d'étrangers vivant aux frais des assurances et de l'assistance sociale. La démesure qui marque actuellement l'immigration menace notre liberté, notre sécurité, le plein-emploi, nos paysages et finalement notre prospérité.

### Augmentation constante du nombre d'étrangers

L'immigration massive de ces dernières années entraîne une augmentation constante de la part des étrangers par rapport à la population totale. Alors qu'en 1950 les étrangers représentaient encore 6% de la population, cette proportion a passé à 14,4% en 1980, puis à 23,8% en 2013, alors que plus d'un million d'étrangers ont été naturalisés depuis 1960.

La Suisse affiche la plus forte proportion d'étrangers en comparaison internationale. Aucun Etat européen comptant au moins un million d'habitants, n'annonce une proportion d'étrangers plus élevée que la Suisse.

### Naturalisations nombreuses depuis des années

La gauche tente d'expliquer cette forte proportion d'étrangers par une pratique de naturalisation restrictive. Les statistiques disent exactement le contraire: depuis 2002, la Suisse naturalise chaque année entre 35 000 et 45 000 personnes, un chiffre très élevé en comparaison internationale compte tenu de la population de la Suisse. En 2011, 4,6 étrangers pour 1000 habitants ont été naturalisés. Au niveau européen, seul le petit Etat du Luxembourg dépasse la Suisse. A relever que depuis la réforme de ses critères de naturalisation en 2008, ce pays distribue sa nationalité dans une mesure excessive.

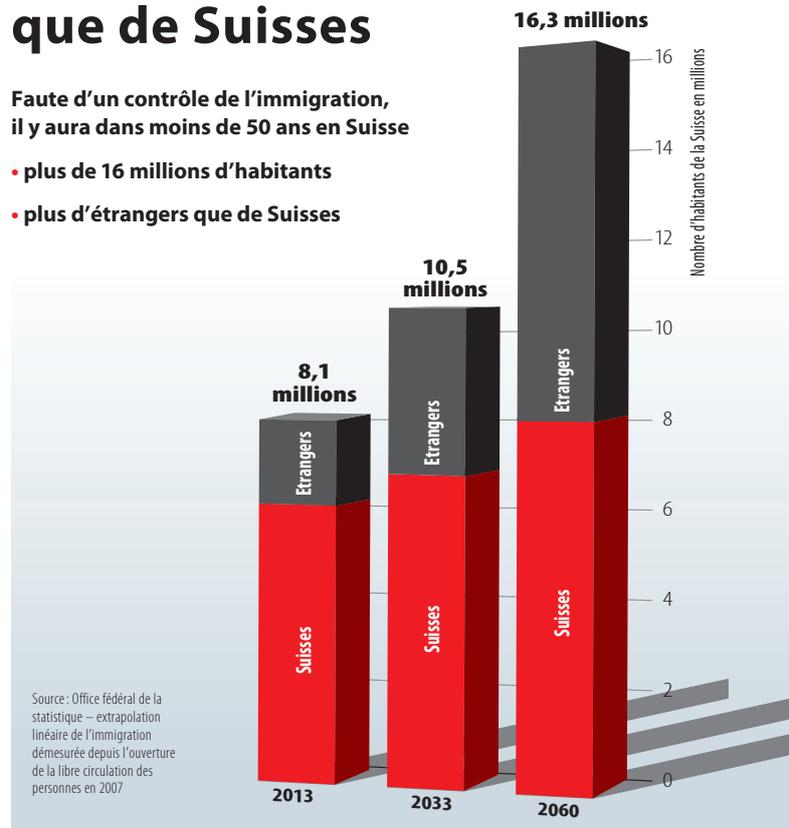
### Les problèmes sont «naturalisés»

Les naturalisations en masse de ces dernières années ont eu pour effet que de nombreuses personnes ont reçu le passeport suisse sans être intégrées. Une proportion notable de ces nouveaux Suisses ne parlent aucune langue nationale, ne reconnaissent pas les us et coutumes suisses ou tombent dans la délinquance peu de temps après leur naturalisation. Dans les statistiques cependant, ils passent pour des Suisses. C'est dire que les autorités ont tout simplement «naturalisé» les problèmes liés aux étrangers. Or, la naturalisation devrait être logiquement la dernière étape d'une

## Bientôt plus d'étrangers que de Suisses

Faute d'un contrôle de l'immigration, il y aura dans moins de 50 ans en Suisse

- plus de 16 millions d'habitants
- plus d'étrangers que de Suisses



intégration réussie et elle ne devrait être accordée qu'à des personnes qui ont eu un comportement correct, qui ont leurs propres moyens d'existence et qui maîtrisent au moins une langue nationale.

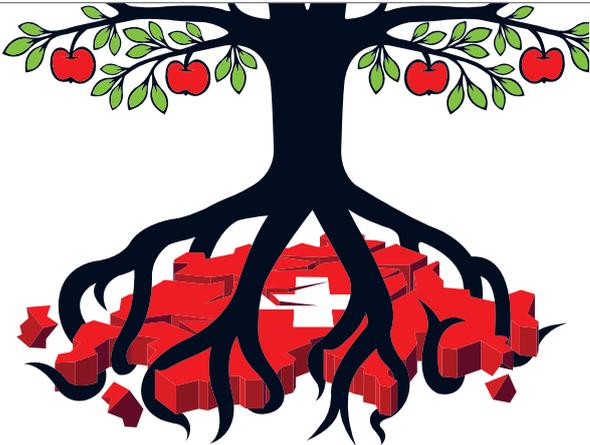
### La recette miracle : les programmes d'intégration étatiques

L'intégration est l'affaire des immigrants. Une personne qui souhaite émigrer vers un autre pays doit avoir la volonté de s'y intégrer. Mais la démarche politique va à sens contraire: les autorités doivent faire un effort pour que les étrangers s'intègrent. On achète avec l'argent des contribuables la volonté des étrangers de s'intégrer en leur offrant gracieusement d' coûteux programmes. Nous assistons à une situation absurde qui favorise le développement d'une juteuse industrie d'intégration. Sans réfléchir un seul instant au fait qu'une intégration ne peut réussir que si l'immigrant la veut réellement; une armée de travailleurs sociaux, d'enseignants, de thérapeutes et de directeurs de cours inutiles se sont emparés de l'intégration pour en vivre fort confortablement.

### Le peuple en a assez

Les dysfonctionnements qui marquent l'immigration inquiètent de plus en plus les citoyennes et citoyens suisses. La conséquence est que le 9 février 2014 le peuple et les cantons ont approuvé l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». L'application rigoureuse de ce projet sera une des principales revendications de l'UDC dans sa politique d'immigration de ces prochaines années.

La nouvelle disposition constitutionnelle donne à la Suisse les moyens de reprendre le contrôle de l'immigration sur son territoire par des contingents et l'application du principe de la préférence nationale. Cette initiative permet un pilotage mesuré de l'immigration sans effet négatif pour l'économie et en accord avec la souveraineté cantonale. Le Conseil fédéral et le Parlement ont le devoir de mettre en place rapidement le dispositif de politique intérieure permettant d'appliquer l'initiative.



# La démesure nuit à la Suisse

**Stopper l'immigration massive OUI**



Il faut enfin appliquer le mandat constitutionnel découlant de l'initiative contre l'immigration de masse acceptée le 9.2.2014.

### **Limiter les prestations sociales et le regroupement familial**

Une limitation stricte du regroupement familial et des prestations sociales permettrait de réduire d'emblée le nombre d'étrangers incapables d'assurer leur subsistance et venant en Suisse dans le seul but de vivre aux frais de l'Etat. Pour atteindre cet objectif, il faudrait, par exemple, accorder les indemnités de chômage uniquement aux personnes qui ont cotisé au moins deux ans à l'assurance-chômage. Des délais de ce genre doivent également être introduits dans toute la Suisse pour le droit aux prestations de l'assistance sociale. Le regroupement familial ne doit être accordé qu'aux personnes qui peuvent effectivement assumer les frais d'entretien des membres de leur famille et qui peuvent financer un logement assez grand à cet effet. Une telle réduction des droits aux prestations publiques réduirait sensiblement l'immigration sans que l'économie suisse ne soit privée de la possibilité de recruter de la main-d'œuvre spécialisée à l'étranger.

### **La libre circulation des personnes est terminée**

Lorsque le processus d'application de l'initiative en politique intérieure sera terminé, le Conseil fédéral devra négocier une adaptation de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE. Si Bruxelles refuse d'entrer en matière sur une révision de cette réglementation alors que la Suisse n'est pas membre de l'UE, l'accord de libre circulation des personnes devra être résilié. L'UDC a préparé une nouvelle initiative populaire dans ce sens. Elle la lancera au cas où le Conseil fédéral et le Parlement refusent d'appliquer fidèlement la nouvelle disposition constitutionnelle.

### **Politique rigoureuse également à l'égard des clandestins**

La Suisse doit enfin intervenir sévèrement contre l'immigration et le séjour clandestins sur son territoire. Des personnes qui n'ont pas d'autorisation de séjour, lesdits «sans-papier», doivent immédiatement quitter la Suisse, car elles sont en situation illégale. Cet aspect est d'ailleurs clairement réglé par la législation sur les étrangers que certaines autorités re-

fusent cependant d'appliquer. Des réglementations nouvellement introduites, qui permettent aux clandestins de fréquenter l'école et de suivre un apprentissage, violent la loi et sont un affront à l'égard des étrangers qui s'efforcent d'obtenir légalement un droit de séjour en Suisse. Toute personne ne possédant pas de permis de séjour valable en Suisse doit être expulsée. Les contrôles frontaliers doivent être rétablis pour empêcher les entrées clandestines sur le territoire suisse.

### **L'intégration est l'affaire des immigrants**

Il faut exiger des immigrants qu'ils fassent l'effort de s'intégrer. Une personne qui ne veut pas s'intégrer ne le fera pas non plus si on lui offre des cours gratuits. L'intégration ne fonctionne que si l'immigrant en a la volonté. On est en droit d'attendre un effort dans ce sens de toute personne qui immigré dans un pays étranger. Les Suisses qui s'établissent à l'étranger doivent eux aussi chercher à s'intégrer, apprendre la langue ainsi que les us et coutumes de leur pays hôte, respecter les lois et assumer leur subsistance. Conclusion évidente: l'intégration est avant tout l'affaire des immigrants et cet effort peut être exigé d'eux. Un immigrant qui refuse d'apprendre une langue nationale, qui ne respecte pas les lois suisses ou qui est incapable d'assurer sa propre subsistance doit quitter la Suisse.

### **La naturalisation est la dernière étape de l'intégration**

Seule une personne qui a réussi son intégration et qui maîtrise une langue nationale doit avoir la possibilité de se naturaliser. L'UDC exige que la naturalisation redevienne un acte politique sans possibilité de recours. Elle s'oppose donc à toute facilité supplémentaire dans ce domaine, notamment en faveur des conjoints. Il s'agit dans tous les cas d'éviter que des anciens criminels ou des assistés sociaux soient naturalisés. Pour éviter les cas où les naturalisés tombent dans la délinquance peu de temps après avoir reçu le passeport suisse, il faut introduire la naturalisation à l'essai. Un naturalisé devra ainsi prouver pendant plusieurs années qu'il respecte la loi suisse avant de recevoir définitivement le passeport rouge à croix blanche.

## POSITIONS

## L'UDC

- exige l'application fidèle et immédiate de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» via des contingents et le principe de la préférence nationale dans le but de réduire sensiblement l'immigration;
- exige la limitation du regroupement familial et des prestations sociales pour les immigrants;
- lancera une initiative populaire exigeant la résiliation de l'accord de libre circulation des personnes avec l'UE au cas où le Conseil fédéral et le Parlement saperaient l'application de l'initiative «contre l'immigration de masse»;
- exige que tous les étrangers respectent les règles, les us et coutumes de la Suisse;
- combat la multiplication onéreuse des mesures d'intégration subventionnées par l'Etat;
- s'oppose à toute nouvelle facilité pour la naturalisation;
- combat la naturalisation de criminels et de personnes vivant à charge de l'aide sociale;
- exige un système de naturalisation à l'essai afin que les personnes qui tombent dans la criminalité juste après leur naturalisation puissent être déchues de la nationalité suisse;
- s'oppose à toutes les formes de droit de vote et d'éligibilité pour les étrangers;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige que la législation sur les étrangers soit strictement appliquée, aussi aux personnes en séjour clandestin et aux sans-papiers;
- demande la réintroduction des contrôles frontaliers pour empêcher l'entrée d'immigrants clandestins.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, une Suisse intacte où il fait bon vivre;
- ✓ comme salarié, moins de pression sur les salaires et sur le marché du travail;
- ✓ comme chômeur, plus de chances par rapport à la main-d'œuvre bon marché venue de l'étranger;
- ✓ comme pendulaire, moins de routes bouchées et de trains bondés;
- ✓ comme locataire, plus de logements à prix raisonnable;
- ✓ comme citoyen, la certitude que l'Etat ne tolère pas les abus.

WILLY DIT:

METTRE UN TERME  
AUX AGISSEMENTS  
DES PASSEURS!



## Régler enfin le chaos dans le secteur de l'asile

Conséquence du chaos qui règne dans le secteur de l'asile et du fort pouvoir d'attraction que la Suisse exerce sur les faux réfugiés, les demandes d'asile ont massivement augmenté ces dernières années. La Suisse fait partie des pays recevant le plus de requérants d'asile par habitant. L'UDC combat cette mauvaise politique d'asile et ses conséquences: l'explosion des coûts, la hausse de la criminalité et les problèmes dus au logement des requérants.

### **Humaine, mais pas naïve**

Depuis toujours la Suisse accueille des hommes et des femmes persécutés et menacés dans leur pays. Notre tradition humanitaire est bien plus ancienne que toutes les conventions des droits de l'homme et sur les réfugiés. Mais respecter et poursuivre une tradition humanitaire, ce n'est pas se laisser tromper. De plus en plus de personnes viennent en Suisse sans visa, ni autorisation de séjour et tentent de s'y incruster via l'asile pour vivre à la charge de l'Etat, donc des contribuables suisses.

### **Progression du nombre de demandes d'asile unique au monde**

Ce phénomène se répercute sur les statistiques de l'asile. Alors que durant la période de fonction du conseiller fédéral UDC Christoph Blocher le nombre de demandes d'asile est tombé à un peu moins de 10 000 par an, ce chiffre a plus que doublé depuis. Un retour à la baisse est improbable, car cela n'est pas un objectif de la conseillère fédérale responsable de ce dossier. Si, d'une part, on observe le nombre absolu de demandes d'asile et si, d'autre part, on met ce chiffre en relation avec le nombre d'habitants et la surface du pays, on constate qu'en 2013 aucun pays au monde n'a enregistré des chiffres plus élevés à ces trois niveaux. Et cela bien que la Suisse soit entourée d'Etats sûrs qui, conformément à l'accord de Dublin, devraient enregistrer les requérants d'asile arrivant sur leur territoire et leur appliquer la procédure prévue.

### **Le système d'asile suisse est trop attractif**

Une personne entrant illégalement en Suisse et déposant une demande d'asile est prise en charge par l'Etat dès le premier jour. Elle bénéficie de soins médicaux gratuits et elle peut se déplacer librement. Son arrivée est saluée joyeusement par les avocats de l'asile et les œuvres d'entraide qui la conseillent et la soutiennent avec entrain. Car cette «industrie de l'asile» qui vit confortablement du chaos régnant dans ce secteur et des demandes d'asile constamment reportées n'a évidemment aucun intérêt à déconseiller à ses protégés de déposer des recours sans chance de succès ou à les

encourager à rentrer dans leur pays. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les procédures se prolongent fréquemment à l'infini et que des personnes dont on savait d'emblée qu'elles n'étaient pas persécutées dans leur pays peuvent rester en Suisse pendant des années, voire toute leur vie.

### **Les accords de Schengen / Dublin ont échoué**

La hausse du nombre de demandes d'asile est aussi liée aux accords de Schengen/Dublin qui interdisent à la Suisse de contrôler systématiquement ses frontières, car l'immigration clandestine serait, prétendument, stoppée aux frontières extérieures de l'espace Schengen. Or, aujourd'hui il se passe exactement l'inverse dans la région méditerranéenne: le concept adopté par l'UE ne retient personne à tenter la traversée de la mer. Bien au contraire, il encourage l'immigration clandestine. Des bandes de passeurs sans scrupule et de trafiquants d'êtres humains en profitent.

Les migrants arrivant en Europe ne sont enregistrés que partiellement par l'Italie, l'Espagne et d'autres Etats méditerranéens, ce qui constitue une violation claire de l'accord de Dublin. Se déplaçant librement et sans être enregistrés, les migrants se rendent ensuite en Europe du Nord et, plus particulièrement en Suisse, pour y déposer leur première demande d'asile. De ce fait, les accords d'association de Schengen et de Dublin coûtent non seulement beaucoup plus cher à la Suisse que ce qu'avait annoncé le Conseil fédéral aux citoyens, mais ils ont de surcroît un effet inverse à celui qui était souhaité: au lieu de réduire le nombre de requérants d'asile et d'accroître la sécurité, ces accords apportent à la Suisse plus d'immigration clandestine et de criminalité.

### **Les coûts de l'asile augmentent massivement**

La hausse constante du nombre de demandes d'asile a forcément des effets sur les coûts. La Confédération a budgétisé pour 2015 plus d'un milliard de francs à cet effet. Ce montant ne comprend pas les coûts à charge des cantons et des communes. Bien qu'on ne dispose pas de chiffres officiels à

ce sujet, on peut estimer de manière réaliste que les dépenses des cantons et des communes dans ce domaine sont aussi élevées que celles de la Confédération.

### **Taux de criminalité disproportionné chez les requérants d'asile**

La lutte contre la criminalité et l'exécution des peines coûte extrêmement cher aux cantons, car les requérants commettent proportionnellement beaucoup plus de délits pénaux que les Suisses et les étrangers résidents. Alors que les personnes du secteur de l'asile représentent 0,6% de la population, en moyenne (2011–2014) 9% de toutes les violations du Code pénal peuvent leur être imputées. Il est évident que des gens qui violent aussi grossièrement les lois de leur pays d'accueil ne sont pas menacés chez eux, faute de quoi ils ne risqueraient pas de mettre en jeu leur refuge en Suisse par des comportements criminels. Conclusion: des requérants d'asile délinquants et récalcitrants doivent être placés dans des centres fermés avant d'être expulsés.

### **Les problèmes d'exécution aggravent la situation**

Le chaos qui règne dans le secteur de l'asile est aggravé par une exécution déficiente des décisions de renvoi. De moins en moins de requérants d'asile dont la demande a été refusée sont réellement renvoyés, soit parce qu'ils refusent de se procurer des documents de voyage, soit parce qu'ils disparaissent dans la nature, ou encore parce que la Suisse n'insiste pas suffisamment sur le respect des engagements internationaux auprès des pays signataires du traité de Dublin. Or, si les décisions de renvoi ne sont pas exécutées, la politique d'asile perd tout crédit.

### **La volonté politique est décisive**

Le fait que le nombre de demandes d'asile et les coûts de l'asile ont notablement baissé sous la direction du conseiller fédéral Christoph Blocher prouve à l'évidence qu'une politique d'asile rigoureuse et l'application stricte des lois en vigueur permettent d'obtenir de bons résultats. Or, ces conditions ne sont pas réunies à la direction actuelle du département res-

pensable. Au lieu de s'attaquer réellement aux problèmes, on multiplie les déclarations grandiloquentes et on refile la patate chaude aux cantons et aux communes qui doivent régler des difficultés de logement et de sécurité qui, en fait, ne devraient pas exister avec une politique sérieuse.

Il est urgent que la Confédération réduise l'attractivité que la Suisse exerce sur les faux réfugiés et les migrants économiques. Cela commence par des mesures visant à éviter que ces personnes entrent en Suisse. D'autre part, il faut rendre plus efficaces les procédures et l'exécution des décisions pour améliorer durablement la situation. La Suisse pourra ainsi à nouveau accueillir les personnes véritablement persécutées et renvoyer rapidement chez eux les individus qui cherchent à abuser du droit d'asile.

### **Mesures contre les entrées clandestines**

Le moyen le plus efficace et en principe le plus simple de régler les problèmes de l'asile est de veiller à ce que les faux réfugiés ne parviennent pas à entrer en Suisse. Le contrôle des frontières extérieures de l'espace Schengen ne fonctionnant pas de toute évidence et divers Etats membres de l'UE ne respectant pas l'accord de Dublin, la Suisse doit rétablir une surveillance systématique de ses frontières. Le Corps suisse des gardes-frontière doit être équipé de moyens techniques modernes de surveillance et bénéficier du soutien des polices cantonales.

### **Entrée exclue en provenance d'Etats sûrs**

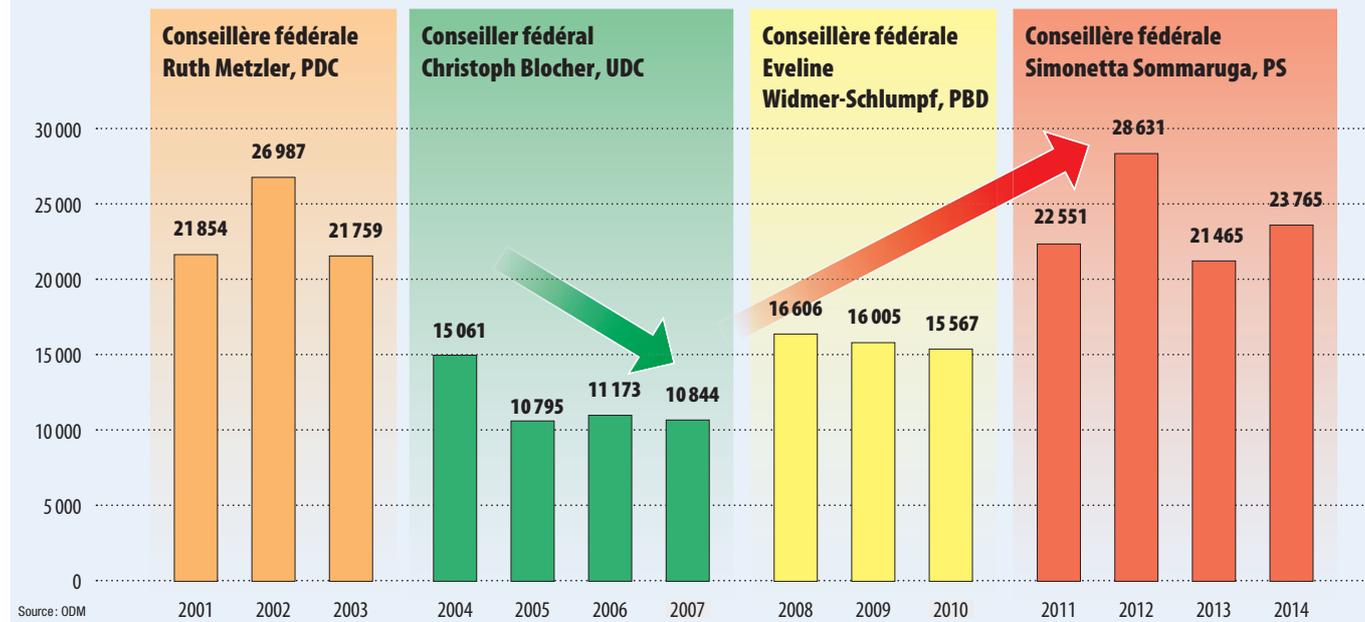
L'entrée et le séjour illégaux en Suisse, mais aussi l'assistance des clandestins doivent être sévèrement poursuivis. Une personne entrant en Suisse en provenance d'un Etat sûr n'a par principe aucun droit à l'asile, car il aurait pu trouver protection dans le premier pays. Cette règle, sur laquelle repose également l'accord de Dublin, doit enfin être appliquée. S'agissant des réfugiés de la guerre, l'accent doit être mis sur une aide dans le contexte géographique immédiat des personnes en fuite. La Suisse participe à cet effet à plusieurs initiatives internationales comme celles du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (UNHCR).

### Raccourcir les procédures et réduire l'attractivité

Il ne faut pas seulement agir contre les entrées clandestines, mais aussi faire en sorte qu'il ne vaille plus la peine pour les faux réfugiés de déposer une demande d'asile en Suisse. L'attractivité du système d'asile suisse doit être massivement abaissée: d'une part, les procédures doivent être forte-

ment accélérées par la réduction des moyens de recours qui, dans leur forme actuelle, ouvrent grandes les portes aux abus, d'autre part, les prestations sociales doivent être réduites pour inciter les réfugiés reconnus à travailler. Durant cette procédure, les requérants doivent être placés dans des centres contrôlés et ne recevoir qu'une aide d'urgence en nature. Une

## Demandes d'asile annuelles 2001 – 2014: Une question d'autorité

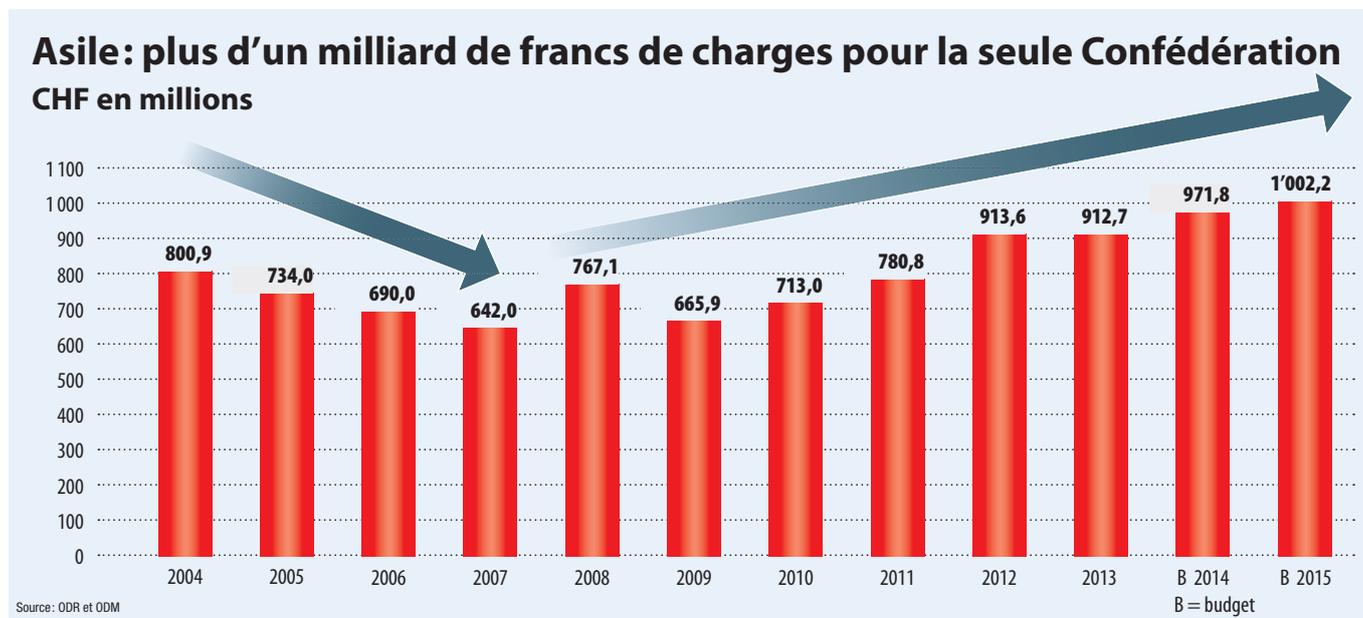


personne impliquée dans une procédure doit être à disposition pour pouvoir être interrogée. Les requérants qui ne respectent pas ces règles ou qui violent le régime légal suisse doivent être placés dans des centres fermés le temps que dure la procédure.

### Mesures simplifiant l'exécution

La solution aux problèmes de l'asile est étroitement liée à l'exécution des

décisions, donc au renvoi effectif des requérants d'asile déboutés. Les personnes dont la demande d'asile a été refusée doivent retourner le plus rapidement possible dans leur pays. Jusqu'à leur sortie de Suisse, elles ne recevront qu'une aide d'urgence en nature. Si elles s'opposent à leur renvoi, elles devront être expulsées de force. Les conditions bureaucratiques et administratives pour l'exécution du renvoi doivent être simplifiées.



Plus d'un milliard de francs de charges pour la seule Confédération. Ce chiffre ne comprend pas les coûts à long terme des cantons et communes, par exemple pour l'aide sociale, soit sans doute encore un milliard de francs par an, tendance à la hausse.

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour une politique d'asile qui renvoie systématiquement les faux réfugiés et les migrants économiques afin de pouvoir aider les personnes réellement persécutées;
- exige que le Conseil fédéral s'emploie à faire respecter l'accord de Dublin et que, par conséquent, les personnes provenant d'un Etat tiers sûr ne bénéficient pas d'une procédure d'asile;
- exige que les requérants d'asile refusés soient immédiatement renvoyés, si nécessaire par des mesures de contrainte;
- exige que les procédures soient limitées à des décisions de première instance avec une possibilité de recours en lieu et place de la procédure actuelle avec de multiples voies de recours qui ouvrent grandes les portes aux abus;
- n'accepte pas que les cantons versent une aide sociale à des personnes sous le coup d'une décision définitive de renvoi, donc qui auraient dû quitter la Suisse depuis longtemps;
- exige une réduction de l'aide d'urgence accordée aux personnes dont la demande d'asile a été refusée;
- veut que les contrôles frontaliers – notamment à la frontière italienne – soient intensifiés pour stopper l'immigration clandestine;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige la suppression du statut de personne provisoirement admise et demande en lieu et place une vérification sérieuse de la qualité de réfugié;
- exige des centres contrôlés pour les requérants faisant l'objet d'une procédure d'asile et des centres fermés pour les requérants d'asile récalcitrants et délinquants;
- s'engage à ce que les réfugiés de la guerre reçoivent avant tout une assistance sur place.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, un surcroît de sécurité;
- ✓ comme contribuable, un moins grand nombre de faux réfugiés vivant à mes frais;
- ✓ comme habitant d'une commune, moins de problèmes avec des requérants d'asile criminels;
- ✓ comme citoyen, la garantie que la Suisse poursuit sa tradition humanitaire;
- ✓ comme véritable réfugié, la garantie que le système ne soit pas engorgé par des faux réfugiés.

LA SÉCURITÉ  
D'ABORD!



## Punir les criminels au lieu de les chouchouter

La Suisse était autrefois un des pays les plus sûrs du monde. Une politique négligente, une application laxiste des lois en vigueur et l'ouverture des frontières avec l'adhésion à l'espace Schengen ont eu pour conséquence que la Suisse compte désormais parmi les pays d'Europe connaissant un taux de criminalité élevé. Pour éviter que la Suisse devienne définitivement l'eldorado des criminels, les peines doivent être durcies et l'exécution du droit pénal doit être plus rigoureuse.

### **Insécurité croissante**

Toutes les huit minutes en Suisse, des cambrioleurs pénètrent dans un appartement ou une maison. On compte 932 cambriolages sur 100 000 habitants. La Suisse est devenue la destination européenne favorite des bandes criminelles et des voleurs. Ce développement provoque un profond sentiment d'insécurité chez les citoyennes et les citoyens.

### **Les élus refusent de faire leur travail**

La criminalité des étrangers augmente constamment. Le 28 novembre 2010, les citoyennes et les citoyens ainsi que la majorité des cantons ont donc approuvé l'initiative populaire pour le renvoi des étrangers criminels. Mais au lieu de respecter et d'appliquer rapidement la volonté du peuple, le parlement a attendu quatre ans et demie pour présenter un projet d'application qui, de surcroît, se base sur le contreprojet gouvernemental inapte que le souverain a explicitement refusé. Résultat : depuis l'acceptation de l'initiative, des milliers de délinquants étrangers n'ont pas pu être expulsés ou frappés d'une interdiction d'entrer en Suisse. Aussi, l'UDC a-t-elle été contrainte de déposer en décembre 2012 une initiative de mise en œuvre pour forcer la classe politique de la Berne fédérale à agir enfin. Il faudra sans doute que le peuple lui indique une fois de plus la voie à suivre.

### **Droit pénal trop mou**

Le Code pénal révisé prévoit trois types de peine en cas de délit ou d'infraction : peine privative de liberté, peine pécuniaire et travail d'intérêt général. Toutes ces peines peuvent être prononcées avec ou sans sursis. Cette révision du droit pénal a introduit des peines pécuniaires et, avec le consentement du délinquant, du travail d'intérêt général pour remplacer les courtes peines privatives de liberté prononcées jusque-là. Elle a eu pour principal effet que les délinquants ne ressentent même plus la sanction pénale, car celle-ci peut être assortie du sursis. Les trafiquants de drogues, les voleurs et même les délinquants violents sont remis en liberté après un

bref interrogatoire par la police pendant que d'honnêtes gens de la classe moyenne se font arnaquer par de lourdes amendes, par exemple dans le trafic routier.

### **Les jeunes gens en danger**

Le système pénal suisse est affecté par de nombreuses déficiences. Les peines prononcées sont généralement beaucoup trop douces, notamment quand il s'agit de crimes violents. Nombre de juges n'exploitent pas la totalité de la marge que leur donne le droit pénal. Cette excessive clémence et l'exécution molle des peines suppriment tout effet dissuasif. Les procédures parfois excessivement longues sont un autre problème. Notre droit pénal est de plus en plus complaisant à l'égard des malfaiteurs et cherche en priorité à les aider. La thérapie devient plus importante que l'effet dissuasif que doivent avoir les punitions. La victime, elle, passe au second plan. Cette attitude est particulièrement choquante lorsqu'il s'agit de crimes violents. Le droit pénal des mineurs doit lui aussi être durci. Les milieux du crime organisé ont bien compris que les jeunes de 17 ans bénéficient de peines et de sanctions beaucoup plus douces que les adultes, si bien qu'ils recrutent de plus en plus d'adolescents pour commettre des délits.

### **L'absence de frontières pose problème**

L'accord de Schengen vise à favoriser le libre trafic des voyageurs par la suppression des contrôles personnels systématiques et en l'absence de suspicion aux frontières intérieures. Mais des frontières ouvertes signifient aussi la voie libre aux touristes criminels et à l'immigration clandestine. Des bandes étrangères de voleurs organisent de véritables rapines dans la Suisse. En 2013, 75 % des 10 982 délinquants condamnés en Suisse pour vol étaient des étrangers. Seul un sur cinq de ces étrangers avait un domicile fixe en Suisse ou un permis d'établissement B ou C. Les frontières extérieures de l'espace Schengen sont également problématiques parce qu'elles sont de véritables passoires.

### Appliquer les décisions du peuple

Avec son initiative de mise en œuvre, l'UDC a fait comprendre comment devait être appliquée l'initiative sur le renvoi. Le fait que l'UDC ait été obligé de lancer une deuxième initiative illustre l'absence de respect du Parlement pour les décisions du peuple. L'initiative de mise en œuvre mentionne deux types de délit : l'auteur d'un délit grave (par exemple homicide intentionnel, meurtre, lésions corporelles graves, brigandage, trafic d'êtres humains, viol, etc...) est expulsé de Suisse; une personne condamnée pour un délit de gravité moyenne (par ex., incendie volontaire, séquestre, violence et menaces à l'égard d'agents de la fonction publique, etc...) est expulsée s'il s'agit d'un récidiviste. Ce projet respecte le principe de la proportionnalité et il aurait dû être appliqué depuis longtemps.

### Tolérance zéro en cas de violence

L'UDC demande un durcissement sensible des peines pour les actes de violence, notamment dans les cas où des agents de la police et fonctionnaires sont agressés. Dans le droit pénal, seules des sanctions sévères ont un effet dissuasif. Il faudra donc multiplier les peines minimales imposées pour restreindre la marge de manœuvre des juges. Autre urgence : le renforcement du droit pénal des mineurs. La justice doit avoir la possibilité d'appliquer le droit pénal des adultes également aux mineurs lorsque les circonstances le commandent. Il faut en outre mettre fin aux onéreux excès thérapeutiques dans l'exécution pénale. Une peine d'emprisonnement n'est pas un séjour wellness.

### Contrôler les frontières

La Suisse doit réintroduire les contrôles frontaliers appliqués avant son adhésion à l'espace Schengen. Un pays qui ouvre ses frontières sans contrôle abandonne un élément essentiel de sa souveraineté. Le système des frontières ouvertes de la Pologne jusqu'au Portugal et de la Roumanie jusqu'en Belgique affecte gravement la sécurité de la Suisse. Il est évident qu'il n'est pas possible de contrôler chaque mètre des frontières natio-

nales. Cependant, le fait de devoir s'attendre à un contrôle à chaque passage frontalier a un effet dissuasif non négligeable. La Suisse doit également reprendre sous son autorité l'attribution des visas et ne plus accepter aveuglément les visas Schengen.

## Développement des actes pénaux 2000 – 2014



Source : statistique policière criminelle 2014

## POSITIONS

## L'UDC

- exige que les intérêts des victimes aient toujours la priorité sur ceux des délinquants;
- exige l'application rigoureuse de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels. Elle a indiqué la voie à suivre avec son initiative de mise en œuvre;
- demande, dans l'intérêt de la sécurité de la population, une intervention rapide et sévère contre les délinquants violents;
- exige la réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois sans sursis;
- demande la suppression des peines pécuniaires avec sursis;
- demande que les délinquants puissent être condamnés à un travail d'intérêt général même sans leur consentement. Les condamnés qui refusent ce travail doivent subir une peine privative de liberté deux fois plus longue;
- exige que les peines minimales sanctionnant des délits contre l'intégrité physique soient alourdies et invite les juges à exploiter la marge de manœuvre qui leur est donnée par le Code pénal pour prononcer des peines plus longues;
- demande la conception d'un casier judiciaire dans lequel les délits graves ne sont pas radiés afin de prévenir les récidives;

## POSITIONS

## L'UDC

- soutient un durcissement des peines et une action plus rapide des tribunaux, notamment dans le droit pénal des mineurs;
- exige une interdiction de se voiler le visage dans l'espace public;
- exige une réorientation de l'exécution des peines: moins de thérapie, plus de travail et de participation aux coûts occasionnés;
- demande que les statistiques criminelles de la Confédération annoncent les doubles nationaux et les personnes issues de la migration;
- exige des mesures efficaces contre les touristes criminels, notamment aux frontières;
- demande la réintroduction des contrôles frontaliers et à moyen terme la sortie de la Suisse de l'espace Schengen.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, une meilleure protection contre les cambriolages et les vols;
- ✓ comme jeune femme ou jeune homme, moins d'agressions, aussi d'ordre sexuel, lors de mes sorties;
- ✓ comme victime d'un acte de violence, la certitude que mon agresseur soit mis hors d'état de nuire;
- ✓ comme juge ou agent de police, une base légale me permettant d'agir plus efficacement contre les criminels.

WILLY DIT:

MOI AUSSI JE VEUX  
M'ENGAGER POUR  
LA SUISSE!



## Pour la sécurité du pays et de ses habitants

La sécurité est une condition indispensable à la liberté, l'indépendance et la prospérité. Parfaitement adaptée aux besoins de la Suisse, une armée de milice crédible garantit cette sécurité aussi en temps de crise. La sécurité n'est pas gratuite. Aujourd'hui, la guerre fait rage à quelques heures d'avion de notre pays et des attentats terroristes sont partout toujours possibles. Nous sommes contraints de continuer de donner à l'armée et à la défense nationale les moyens nécessaires afin que le pays et ses habitants puissent vivre en sécurité et en liberté.

### L'armée est une assurance

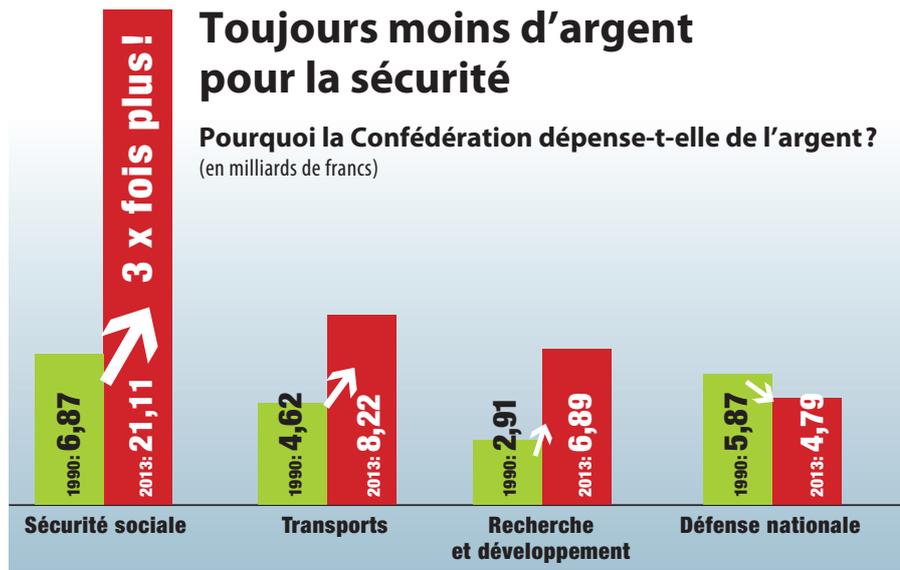
L'armée de milice de la Suisse défend le pays et ses habitants contre des agressions de l'extérieur. Grâce à sa neutralité permanente et armée, la Suisse conserve son indépendance, sa liberté et la paix. L'armée assure aux citoyennes et aux citoyens la protection de la vie, de la propriété, de l'espace vital, mais aussi la sauvegarde des droits de la démocratie directe qui garantissent la souveraineté du peuple. Un pays qui ne veut ou ne peut pas garantir sa sécurité n'est plus un pays souverain. L'armée est le dernier moyen de défense de notre liberté. Cet ultime recours doit toujours être possible et efficace.

### Les guerres sont malheureusement une réalité

On est loin d'une paix éternelle entre les peuples du monde. C'est le contraire qui est vrai: les tensions et les confrontations guerrières s'étendent. La violence et la guerre restent les moyens préférés dans la lutte mondiale pour le pouvoir, les matières premières ou l'influence religieuse. Les actions des grandes puissances sont déterminées par des intérêts nationaux. Pour un petit Etat comme la Suisse, il est plus important que jamais de veiller lui-même à sa sécurité afin de sauvegarder sa souveraineté. Il s'agit aujourd'hui de faire une analyse réaliste. Cette analyse doit aussi prendre en compte les surprises et les impondérabilités. La protection du pays et de ses habitants ne tolère ni de demi-mesures, ni de compromis.

### La Suisse est vulnérable

La lutte internationale pour les ressources et les voies de transport donne à nos axes de transit un fort intérêt stratégique. La violence religieuse et le terrorisme, incarnés notamment par l'islamisme fondamentaliste, n'occupe pas seulement les espaces, mais aussi, via internet, les têtes. La menace terroriste s'accroît en raison de l'activité d'organisations non étatiques ou à cause des attaques cybernétiques. Divers événements récents dans l'entourage immédiat de la Suisse en ont fourni la preuve. Même si la Suisse ne semble guère prédestinée à subir une action guerrière, des actions hostiles, voire terroristes sont toujours possibles. Pays vivant dans une prospérité élevée, château d'eau de l'Europe, plaque tournante du commerce international de matières premières et importante place financière, la Suisse a beaucoup à défendre.



### Moyens suffisants pour une armée crédible

L'UDC souhaite une armée défensive bien équipée et bien formée n'attendant personne, mais toujours prête à défendre l'indépendance nationale. Une armée qui renforce l'image d'une Suisse neutre, prévisible et contribuant à la sauvegarde de la paix. Le crédit global de 5 milliards de francs approuvé par le Parlement pour un effectif de 100 000 soldats ne permet pas à l'armée de remplir cette mission qui, outre la défense du pays comprend également l'assistance aux autorités civiles (par ex., en cas de catas-



La Patrouille Suisse, fière illustration du savoir-faire de notre armée, doit être conservée.

trophe). Il faut stopper les constantes coupes dans le budget militaire. Depuis 1990, la part de l'armée au budget fédéral est tombée de 19 à 7,2%. Compte tenu de son produit intérieur brut, la Suisse consacre moins de moyens à sa défense nationale que des pays comme la Suède et la Finlande. Du point de vue de l'UDC, une somme d'au moins 5,4 milliards de francs par an pour un effectif-cible d'au minimum 140 000 soldats constitue le strict minimum nécessaire. Il faut renoncer à fixer un nombre maximum de jours de service par an. Les cours de répétition doivent durer trois semaines en règle générale.

### Il n'y a pas d'alternative à une défense indépendante

La garantie de la sécurité du pays et de ses habitants est une tâche clé de l'Etat. Une armée forte et performante dotée d'une mission concrète, d'objectifs contraignants et d'une stratégie réaliste répond à une nécessité absolue. Les réformes entreprises dans les années nonante comme «Armée 95», «Armée XXI» et «Etappe de développement 08/11» ont mis l'armée suisse dans un état inquiétant, au point qu'elle était incapable d'intervenir. L'entrée en fonction du conseiller fédéral Ueli Maurer et les mesures ciblées prises pour corriger les déficiences ont permis d'inverser cette tendance. L'armée peut à nouveau remplir toutes ses fonctions. Elle doit être mobilisable en quelques jours et maintenir sa capacité d'intervention 24 heures sur 24 durant une période dont la durée doit être définie.

### Non aux interventions à l'étranger et aux alliances militaires

L'armée doit enfin s'écarter de sa fatale tendance à l'internationalisation. Les missions à l'étranger comme celle au Kosovo (KFOR) doivent être terminées. Elle ne doit être intégrée ni dans l'OTAN, ni dans la politique de défense de l'UE. Les tentatives répétées de réduire l'effectif de l'armée et de passer insidieusement vers une armée professionnelle doivent cesser. Une armée performante doit disposer de forces aériennes bien équipées et capables d'écarter les menaces venant par la voie des airs. Il est donc indispensable de lancer assez tôt le renouvellement de l'aviation militaire.

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour une armée de milice suffisamment équipée et bien formée, disposant de troupes au sol et de forces aériennes performantes pour défendre l'indépendance, la liberté et la neutralité de la Suisse;
- exige un effectif-cible d'au moins 140 000 soldats et un budget militaire annuel de 5,4 milliards de francs au minimum;
- demande le renouvellement complet des forces aériennes. Le service de police aérienne doit être assuré 24 heures sur 24. A titre de solution d'urgence, il faudra prolonger durant une période transitoire la durée de service de 2 à 3 escadrilles d'avions Tiger F-5;
- exige une disponibilité élevée et conforme à la menace d'une partie de l'armée ou de toute l'armée avec une organisation de mobilisation correspondante;
- demande qu'un terme soit mis aux interventions armées à l'étranger comme au Kosovo (KFOR);
- s'engage pour une Suisse sans alliance militaire et s'oppose à une intégration supplémentaire dans l'OTAN;
- demande que l'on renonce à la séparation illégale de la responsabilité de l'instruction de celle des interventions;
- exige une présence équilibrée de l'armée dans toutes les régions;

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour la sauvegarde de la Patrouille suisse, témoignage prestigieux du savoir-faire de notre armée;
- demande que l'Etat mette fin à son interventionnisme systématique contre les tireurs sportifs, les chasseurs et les collectionneurs d'armes anciennes ainsi que contre le tir d'une manière générale. L'UDC s'engage pour le maintien d'une législation indépendante et libérale sur les armes.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, un surcroît de sécurité;
- ✓ comme famille, la certitude de vivre dans un pays protégé;
- ✓ comme membre de l'armée, la garantie de disposer des ressources nécessaires pour remplir la mission de l'armée au service du pays et de ses habitants;
- ✓ comme membre responsable des autorités, la garantie de pouvoir faire appel à tout moment à des instruments efficaces pour surmonter des crises ou des catastrophes;
- ✓ comme parent, la certitude que mes enfants ne seront pas contraints de se battre dans des guerres étrangères.

WILLY DIT:



AGIR AU LIEU DE BAVARDER –  
CELA NE VAUT PAS SEULEMENT  
POUR LES CHIENS!

## **Système de formation axé sur la pratique au lieu de réformes à répétition**

Un système éducatif performant est à la base du développement et de la prospérité de la Suisse. L'accent doit être mis sur le bien de l'enfant et de son développement pour en faire une personne assumant ses responsabilités face à elle-même et aux autres. L'UDC soutient un système de formation de qualité, efficace et axé sur les performances et l'effort. L'école doit être systématiquement adaptée aux exigences réelles et former la tête, le cœur et les mains des jeunes. La qualité de l'enseignement dépend moins des moyens financiers engagés que des enseignants, de la force de leur personnalité et de leur aptitude et disposition à diriger les élèves. Le système de formation duale doit être absolument conservé et renforcé.

### **Stopper les réformes irréalistes**

L'enseignement doit s'adapter aux réalités du monde du travail. Si la Suisse a besoin de plus de médecins, d'ingénieurs et de professionnels des domaines techniques, ceux-ci doivent être formés sur place. Si les chefs d'entreprise et les écoles supérieures critiquent les connaissances de base lacunaires des jeunes sortant de l'école obligatoire, cette dernière doit à nouveau se concentrer sur les mathématiques, la langue maternelle et les sciences naturelles et renoncer en contrepartie à deux langues étrangères au niveau primaire, à des enseignements idéologiques type Gender et en matière d'éducation sexuelle et à des thématiques écologiques et de protection des consommateurs visant à rendre les enfants méfiants à l'égard de l'économie. Toutes les réformes et les expériences de ces dernières années – Bologne, HarmoS, plan d'étude 21, enseignement intégré, team-teaching, orientation des compétences, etc... – ont éloigné l'enseignement de la pratique et renforcé la bureaucratie, la centralisation, l'universitarisation, la thérapéutisation et provoqué un renchérissement massif sans apporter de réels avantages.

### **Axer sur la performance et l'effort**

Le quotidien scolaire doit être marqué par l'effort et la performance. L'économie en général et les arts et métiers en particulier doivent s'imposer dans une rude concurrence. Aussi, ces entreprises doivent-elles exiger de leurs collaboratrices et collaborateurs de la volonté à l'effort et le goût de la performance. La souveraineté cantonale au niveau de l'école obligatoire est un pilier essentiel de notre système de formation. Les plans d'étude cantonaux doivent imposer des objectifs clairs et contraignants. La performance et la qualité doivent être encouragées et exigées à tous les degrés scolaires. Faute d'ordre, de discipline et de volonté à l'effort, il n'y a pas de résultat positif. Les performances des élèves doivent être évaluées moyennant des notes et leur comportement doit être apprécié par des qualifications écrites. Le carnet de note doit être uniforme, clair et facilement compréhensible pour les parents et les maîtres d'apprentissage.

### **Renforcer la profession d'enseignant**

Les enseignants doivent être soutenus et libres dans le choix des méthodes et instruments didactiques. Au niveau de l'école primaire, il faut revenir au système du maître de classe qui a fait ses preuves. Les enseignantes et enseignants doivent pouvoir consacrer toutes leurs forces et tout leur temps à la formation et aux enfants et non pas se perdre dans des programmes de «développement scolaire», des séances de toutes sortes et des charges administratives. L'UDC s'engage pour l'autonomie des écoles face aux administrations cantonales, car les personnes directement concernées doivent pouvoir décider de leur mode de travail.

### **Renforcer la formation professionnelle et les métiers techniques**

Il faut qu'un plus grand nombre de jeunes puissent suivre une formation professionnelle axée sur la pratique. Des quotes-parts élevées de maturité sont avant tout le signe d'un égalitarisme aveugle et d'un nivellement par le bas. Il est prouvé que la formation professionnelle est la meilleure garante d'un bas taux de chômage parmi les jeunes parce qu'elle fait le lien entre l'économie et l'enseignement. Notre système de formation doit former les enfants et les jeunes afin qu'ils trouvent un emploi. « L'universitarisation » de ces dernières décennies a eu exactement l'effet contraire. De nombreux diplômés universitaires ne trouvent pas d'emploi ou n'en trouvent que dans les administrations publiques parce que la demande dans les sciences humaines, sociales et juridiques n'est pas assez forte. En revanche, on a gravement négligé la formation dans les domaines techniques, des sciences naturelles, de l'ingénierie, de l'informatique et de la médecine alors qu'il existe effectivement une forte demande en Suisse à ce niveau.

### **Recherches pour obtenir des performances de pointe**

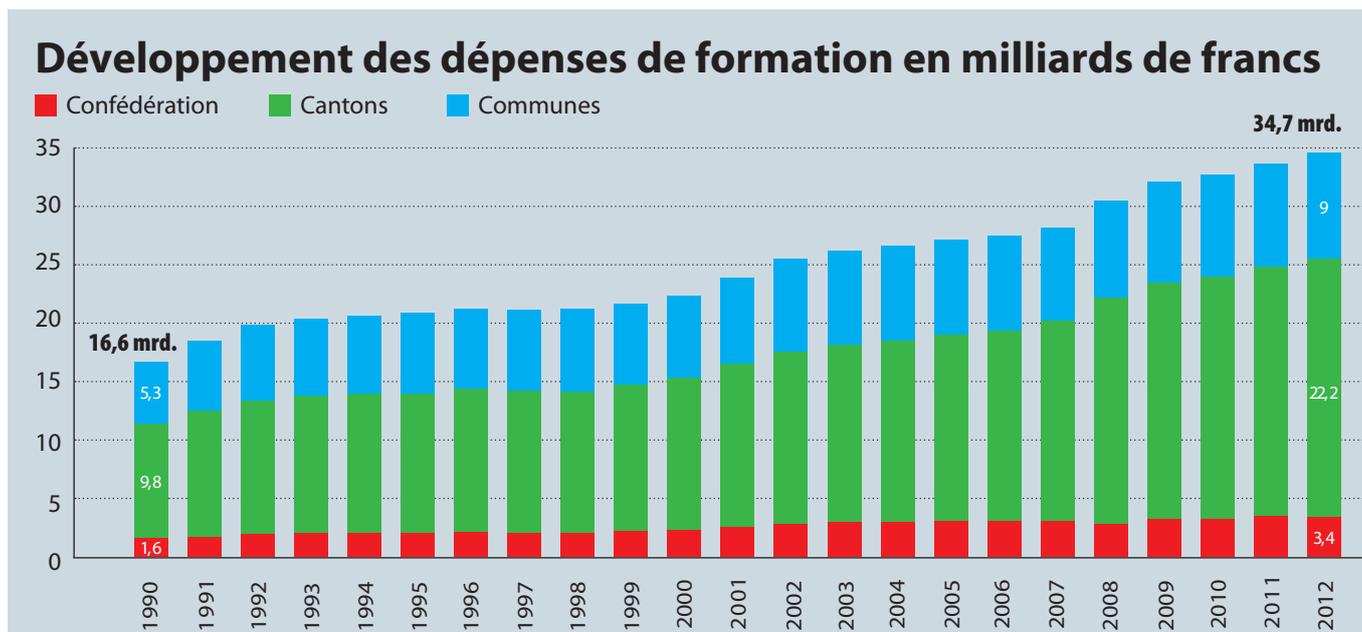
La recherche scientifique n'est en principe pas une tâche clé de l'Etat. Ce dernier doit avant tout donner des conditions-cadres favorables aux chercheurs. La recherche ne doit pas être un but en soi, mais viser des résultats utiles et des applications concrètes en concurrence avec les meilleurs. Les

universités suisses et écoles polytechniques fédérales doivent se concentrer sur l'enseignement de connaissances théoriques, sur des travaux scientifiques et la recherche de pointe. Les offres d'étude doivent être axées plus fortement sur les besoins du marché du travail. L'UDC ne veut pas des universités de masse, mais des universités de pointe.

### Pas d'argent pour des programmes douteux

Il est choquant de constater que les contribuables suisses financent la for-

mation de milliers d'étudiants étrangers qui, leur diplôme obtenu, quittent la Suisse et font profiter d'autres économies des connaissances acquises. Aussi, l'UDC demande-t-elle que les taxes d'étude soient notablement augmentées pour les étudiants étrangers. En outre, la Suisse n'a pas besoin de s'associer une nouvelle fois complètement aux programmes UE qui sont avant tout bureaucratiques et qui gaspillent l'argent des contribuables. L'échange d'étudiants est possible entre les universités au niveau mondial sans d'onéreux programmes UE.



## POSITIONS

## L'UDC

- défend le principe selon lequel l'éducation est avant tout la tâche des parents alors que la formation est l'affaire de l'école;
- exige que les cantons, donc les citoyennes et les citoyens, puissent décider eux-mêmes de leur système scolaire selon les règles de la démocratie directe;
- s'engage à ce que l'école obligatoire se concentre à nouveau sur les disciplines clés que sont les langues nationales locales (allemand/français / italien / rhéto-roman), les mathématiques et les sciences naturelles;
- s'oppose à la thérapeutisation, la centralisation et la bureaucratisation de l'école par la multiplication des expériences et réformes, par HarmoS et le plan d'étude 21;
- s'engage pour le principe du maître de classe et exige que les enseignants reçoivent une formation qui les rende apte à diriger et non pas à coacher une classe scolaire;
- exige l'ordre et la discipline dans les salles de classe et sur le terrain de l'école;
- exige des notes dès la première classe de l'école primaire;
- demande que l'on donne la priorité aux langues nationales lors de l'apprentissage de la première langue étrangère;
- exige que l'hymne national soit maintenu et enseigné dans les écoles publiques;

## POSITIONS

## L'UDC

- demande que la qualité passe avant la quantité dans la formation universitaire; les universités et écoles polytechniques doivent former un plus grand nombre d'ingénieurs, de scientifiques et de médecins en Suisse et moins de diplômés dans les sciences humaines et sociales;
- combat l'universitarisation de la formation et rejette les quotes-parts de certificats de maturité;
- combat le chômage des jeunes par le renforcement de la formation professionnelle axée sur la pratique;
- s'oppose à la participation à des programmes de formation et de recherche UE qui gaspillent l'argent des contribuables.

## AVANTAGES +

### Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme écolier et étudiant, une formation proche de la pratique et de bonnes chances sur le marché du travail;
- ✓ comme parent, la certitude que l'école prépare les enfants aux exigences de la vie professionnelle;
- ✓ comme enseignant, la possibilité de me concentrer sur la communication de connaissances au lieu de me perdre dans une bureaucratie pléthorique;
- ✓ comme maître d'apprentissage, la certitude d'avoir des apprentis auxquels l'école obligatoire a donné un solide bagage;
- ✓ comme chef de personnel, la possibilité de choisir parmi des candidats bien formés de Suisse.

WILLY DIT:



RESPONSABILITÉ  
INDIVIDUELLE AU LIEU  
DE CANAPÉ SOCIAL

## **Consolider les institutions sociales – combattre les abus**

Dans le passé, la politique s'est contentée de dissimuler avec l'argent des contribuables les problèmes structurels et le potentiel d'abus dans les institutions sociales. Il est d'autant plus urgent aujourd'hui de reconsidérer et corriger la compensation et la solidarité entre les jeunes et les aînés, entre les personnes réellement nécessiteuses et celles qui paient les primes et les impôts. Des solutions responsables exigent une politique rigoureuse.

### Problèmes dissimulés par de l'argent

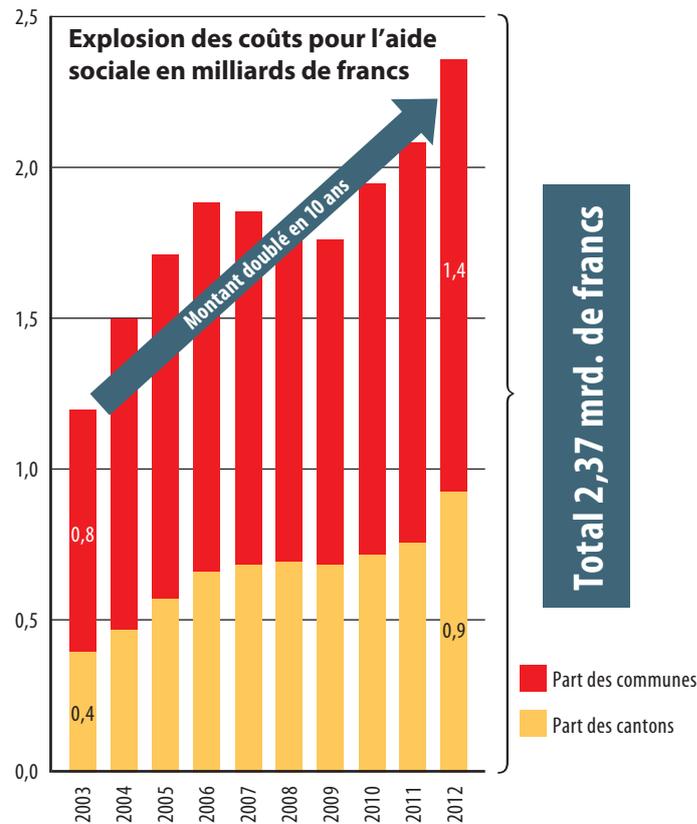
La politique du centre gauche a eu pour effet que les dysfonctionnements manifestes des institutions sociales, les abus et le sous-financement structurel n'ont jamais été examinés ouvertement. On a fermé les yeux devant les vrais problèmes. Les dysfonctionnements ont été tout simplement cachés avec de l'argent. Par exemple, la TVA, a été augmentée en 1999 de 1% pour l'AVS et en 2011 de 0,4% pour l'assurance-invalidité (AI). De nouvelles augmentations sont projetées.

### Prévoyance-vieillesse en difficulté

Nous devenons toujours plus vieux et nous touchons toujours plus longtemps une rente. De plus, le nombre d'actifs finançant les rentes de vieillesse diminue alors que celui des rentiers augmente. Ils ne seront probablement plus que deux pour un rentier en 2040. Si en 1970 cinq personnes cotisaient encore pour un rentier, on n'en compte plus que trois aujourd'hui. Aujourd'hui déjà, l'AVS encaisse moins qu'elle ne dépense. Ce compte ne sera jamais équilibré dans ces conditions. Comme pour l'AI, les citoyennes et citoyens sont priés de passer à la caisse via la TVA pour soutenir l'AVS. Les réformes promises sont reportées alors qu'elles répondent à une nécessité urgente.

### Les limites de l'Etat social

L'Etat social touche aux limites de sa capacité. Alors que les dépenses sociales étaient inférieures à 2 milliards de francs en 1950, elles ont atteint 62 milliards de francs en 1990 et le coût des institutions sociales suisses se montait à 163 milliards de francs en 2012. L'Etat social nous déborde et s'alourdit aux frais des générations à venir. De moins en moins d'actifs doivent entretenir de plus en plus de rentiers. Il est grand temps de remettre globalement en question l'Etat-providence. Les prestations complémentaires, l'aide sociale ainsi que l'assurance maladie et accident sont financés par l'argent des contribuables et la hausse des primes. Cependant, l'AVS, les allocations pour perte de gain, l'assurance-chômage,



Explosion des dépenses pour l'aide sociale (OFS)

la prévoyance professionnelle, l'assurance-invalidité, l'assurance-maternité et, comme ultime recours, l'aide sociale ne disposent pas d'un financement solide. Par exemple, les dépenses pour l'aide sociale ont doublé ces dix dernières années pour atteindre 2,4 milliards de francs. De plus en plus de gens perçoivent de plus en plus longtemps l'aide sociale. Cette dernière a quitté sa fonction de première d'aide de transition et d'incitation à s'aider soi-même. Les tendances à la centralisation et à la professionnalisation ont eu pour effet d'éloigner ces systèmes des personnes

concernées, entravant ainsi une aide efficace et digne. Ce constat ne vaut pas seulement pour l'aide sociale, mais par exemple aussi pour la protection des enfants et des adultes dont la centralisation sous forme de l'autorité de protection de l'adulte et de l'enfant a provoqué une nette détérioration de la situation.

### Réformes indispensables

L'UDC s'engage pour une garantie de financement durable des institutions sociales. Elle sait que chaque franc dépensé pour le social doit d'abord être gagné. C'est dire que les réformes doivent se fonder sur des réalités et des scénarios réalistes. L'UDC veut que l'âge de la retraite soit fixé à 65 ans pour les hommes comme pour les femmes. Dans la prévoyance professionnelle,

l'UDC demande la dépolitisation des taux techniques comme le taux de conversion minimal ou le taux d'intérêt minimal afin que cette institution puisse tenir compte des conditions réelles.

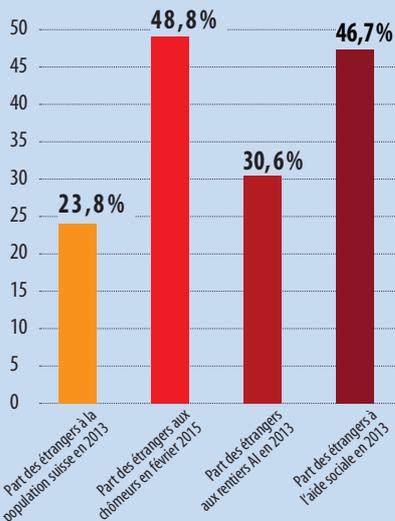
### Supprimer les incitations contreproductives

Les réformes annoncées pour l'AI doivent être réalisées. Certaines nationalités – pays balkaniques, Turquie – sont surreprésentées parmi les rentiers AI. L'échelle des rentes doit être affinée. L'exportation de rentes AI, sans adaptation au pouvoir d'achat local, doit cesser. Il faut améliorer l'examen médical des cas de troubles psychiques qui apparaissent de plus en plus souvent. Pour éviter des abus et de faux diagnostics, l'AI doit exiger des tests vérifiant en détail l'aptitude au travail.

### L'aide sociale n'est pas une chaise longue

Les cantons sont invités à revoir leur législation sur l'aide sociale pour éviter que l'on abuse de celle-ci. Les personnes qui ne font aucun effort pour s'intégrer et trouver du travail doivent être privées de l'aide sociale. Il faut qu'il vaille à nouveau la peine de travailler. Les directives de la Conférence des institutions d'action sociale (CSIAS) doivent être considérées comme de simples recommandations ou directives sans engagement à l'adresse des organes exécutants et elles doivent être reprises comme telles dans les lois et les ordonnances cantonales sur l'aide sociale. Basés sur des motifs idéologiques, les taux avancés par cette organisation sont beaucoup trop élevés. Les prestations de l'aide sociale doivent être notablement réduites si la personne refuse un travail acceptable ou si elle ne respecte pas les directives de l'autorité. Le principe de milice et l'autonomie des communes doivent être renforcés afin que cette institution soit plus proche des citoyens. Voilà la seule manière d'offrir une aide adéquate, avantageuse et digne.

### Proportions d'étrangers soutenus par les institutions sociales suisses (en %)



## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour la garantie du financement de nos institutions sociales et refuse l'extension de l'Etat social;
- s'oppose à toute augmentation des impôts et redevances, notamment une hausse de la TVA, pour assainir les institutions sociales. Il est hors de question de cacher des dysfonctionnements structurels avec de l'argent;
- exigences pour consolider l'AVS:
  - âge de la retraite à 65 ans pour les femmes et les hommes;
  - affectation complète à l'AVS du produit du pour-cent supplémentaire de TVA prélevé depuis 1999 pour l'AVS;
  - remboursement de la dette de l'assurance-invalidité auprès de l'AVS;
  - augmentation modérée et progressive de l'âge de la retraite en fonction de l'augmentation de l'espérance de vie ou de la sous-couverture du fonds AVS;
- exige que l'AI soit enfin assainie comme cela a été promis aux citoyennes et aux citoyens;
- se bat contre la surréglementation de la prévoyance professionnelle et pour que les paramètres techniques soient exclus de la LPP. Au moins faudrait-il baisser le taux de conversion;
- l'UDC exige que les communes aient leur mot à dire concernant la protection des enfants et des adultes et que l'on mette fin à la tendance à la centralisation et à la professionnalisation dans le système de tutelle;
- en matière de protection des enfants et des adultes, il faut préférer les solutions familiales aux placements dans des homes;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige une réorientation de l'aide sociale selon les principes suivants:
  - le principe de la milice doit passer avant la professionnalisation. L'autonomie communale en matière d'aide sociale doit être renforcée;
  - la réinsertion doit passer avant l'aide sociale. L'aide sociale est une aide transitoire;
  - le caractère contraignant des directives CSIAS doit être biffé de toutes les législations cantonales sur l'aide sociale;
- l'UDC n'admet pas que les coûts sociaux explosent à cause d'une politique d'asile déficiente.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme rentier, des rentes sûres;
- ✓ comme jeune, la perspective de pouvoir compter à l'avenir également sur des institutions sociales fiables;
- ✓ comme personne tombée dans une situation de détresse, la certitude de ne pas être désavantagé à cause des abus d'autres personnes;
- ✓ comme consommateur, la garantie de ne pas subir une hausse de la TVA pour les institutions sociales;
- ✓ comme élu politique communal, la possibilité de pouvoir agir dans chaque situation en fonction des besoins réels.

WILLY DIT:

NOTRE SYSTÈME DE  
SANTÉ EST-IL MALADE?



## Qualité grâce à la concurrence

Notre système de santé publique fait partie des meilleurs, mais aussi des plus chers du monde. L'étatisation croissante de la santé publique encourage les exigences et fait monter les primes. Ce système comporte de fortes incitations contre-productives qu'il s'agit d'éliminer. La responsabilité individuelle doit être renforcée. La mise sous tutelle des citoyennes et des citoyens sous le prétexte de la prévention doit cesser, car elle prend des traits de plus en plus grotesques. Il faut mettre fin à l'activisme de l'Office fédéral de la santé publique.

### Santé publique surréglementée

Une société où l'espérance de vie augmente et un progrès médical qui offre sans cesse de nouveaux traitements sont autant de facteurs qui encouragent la consommation de prestations médicales. L'obligation de s'assurer contribue, elle aussi, à maintenir la demande de prestations médicales à un niveau élevé. Il serait pourtant faux de faire intervenir encore une fois l'Etat. Les régulations, la bureaucratie et l'interventionnisme des pouvoirs publics restreignent la responsabilité individuelle et empêchent le développement d'une économie privée novatrice.

### Les excès du catalogue des prestations

Dans le secteur des caisses-maladie, il n'est aujourd'hui plus question d'un contrat individuel entre le patient et son assurance, mais on a affaire à un catalogue de prestations fixé par l'autorité politique. L'Etat décide à la place du médecin et du patient quel traitement est «efficace», «adéquat» et «économique». Forcément dépassés par cette exigence, les élus politiques ne voient pas d'autre solution que d'allonger constamment le catalogue par de nouvelles prestations médicales sympathiques. Mais les patients, les médecins, l'industrie pharmaceutique et les entreprises de technique médicale veulent eux aussi placer leurs souhaits dans ce catalogue. Cette tendance à couvrir en permanence tous les risques de maladie possibles et imaginables et chaque besoin particulier a provoqué auprès de la population une «mentalité casco complète» qui affecte gravement le sens de la responsabilité individuelle.

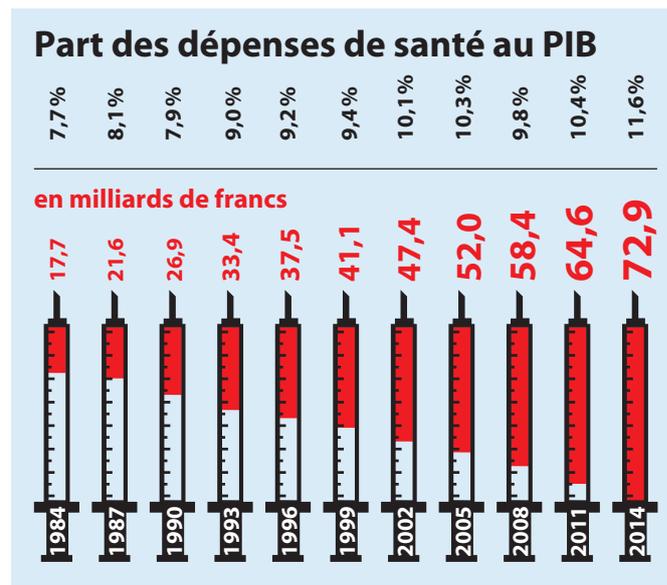
### L'onéreuse manie de la prévention

L'étatisation de la santé publique et la bureaucratie qu'elle génère coûtent de plus en plus cher. Entre 2014 et 2018, les dépenses de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) ont augmenté de 418 millions de francs pour atteindre 3,1 milliards selon le plan financier. Cette hausse est en partie motivée par les activités générales de prévention de l'OFSP. Les fonctionnaires de la santé et les experts autoproclamés de l'OFSP se sont fixés pour

objectif de nous faire vivre plus sainement moyennant des lois et d'onéreuses campagnes. Rien n'échappe à cette manie de la prévention: le tabac et l'alcool sont suivis par les lasers, la lumière et les sons, puis viendront sans doute le sucre, les matières grasses et la viande. Des études et des campagnes d'information douteuses et à motivation idéologique absorbent des sommes d'argent de plus en plus grandes.

### Eliminer les incitations contreproductives

L'UDC se bat contre la centralisation et l'étatisation de la santé publique. Il faut empêcher de nouvelles interventions de l'Etat, de nouvelles lois, de



nouveaux organes de contrôle et la centralisation des compétences auprès de la Confédération, tendances qui, aujourd'hui déjà, entravent la concurrence et génèrent des incitations contreproductives. Refusant de faire confiance à des citoyens adultes, les apôtres de l'OFSP souhaitent intervenir dans les compétences cantonales en politique de la santé. Il faut stopper cet activisme. Le rôle des cantons doit être redéfini et limité à quelques tâches essentielles de surveillance et de contrôle. L'UDC plaide en faveur d'une claire répartition des rôles et le règlement des conflits d'intérêts. Conclusions: il faut donner une plus grande autonomie aux hôpitaux; les tarifs doivent être négociés par les partenaires tarifaires et éventuellement autorisés par une instance judiciaire indépendante.

### **Renforcer la responsabilité individuelle**

La concurrence et la liberté contractuelle doivent être les principes de base appliqués dans la santé publique comme dans d'autres domaines. Il faut renforcer la responsabilité individuelle, donc aussi augmenter la participation aux coûts, pour empêcher des exigences excessives. La priorité doit être donnée aux rapports personnels – et aux responsabilités directes qui en découlent – entre le médecin et le patient, entre le pharmacien et le client et entre l'assuré et l'assurance. L'UDC souhaite donc la création, pour l'assurance obligatoire, d'un catalogue de prestations de base limité aux besoins de santé essentiels et pouvant être complété par des prestations optionnelles financées par une assurance complémentaire. Les requérants d'asile et les personnes admises provisoirement doivent être couvertes en dehors du système LAMAL à charge de la Confédération ou des cantons.

### **Stopper l'universitarisation du personnel soignant**

La pénurie actuelle de personnel soignant est aussi une conséquence des erreurs faites au niveau de la formation. L'UDC voit mal comment on peut accroître la qualité et la quantité en exigeant des diplômes universitaires pour le personnel soignant. Un titre universitaire témoigne d'une formation théorique, mais ne dit strictement rien quant aux aptitudes

concrètes du diplômé face aux patients. Il serait plus juste d'encourager la formation professionnelle pratique dans les métiers des soins. Enfin, il faut développer la formation des médecins en Suisse en supprimant la limitation insensée qu'est le numerus clausus.



## POSITIONS

## L'UDC

- souhaite plus de concurrence dans la santé publique afin d'assurer une desserte médicale de qualité en ville comme à la campagne;
- exige plus de transparence concernant la qualité et les prix dans la santé publique afin de renforcer la liberté de choix et le degré de satisfaction des patients;
- demande un allègement du catalogue des prestations dans l'assurance de base et la création d'un catalogue de prestations sous la forme d'une liste positive. Des changements de sexe, des opérations de beauté, etc... ne doivent pas être mis à la charge de la collectivité;
- demande la suppression immédiate de la limite supérieure fixée par l'Etat pour la franchise optionnelle dans l'assurance-maladie de base;
- s'engage à ce que les soins palliatifs soient officiellement ancrés dans la santé publique en tant que concept de soin global pour des personnes affectées d'une maladie incurable, mortelle ou progressant chroniquement;
- se bat contre les campagnes absurdes et onéreuses menées sous le couvert de la prévention. Ces actions destinées surtout à l'autosatisfaction de leurs auteurs minent la responsabilité individuelle des gens;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige que des personnes vivant illégalement en Suisse (sans-papier et requérants d'asile refusés) soient privées de tout droit à l'assurance-maladie obligatoire;
- demande que l'on revienne sur l'universitarisation des métiers des soins et que la pénurie de personnel soignant soit combattue par la multiplication des places de formation;
- refuse la légalisation des drogues et condamne sévèrement les tentatives de minimiser la nocivité des stupéfiants.

## AVANTAGES +

### Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme patient, des soins de qualité;
- ✓ comme famille, des primes d'assurance financièrement supportables;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, une desserte médicale près de chez moi;
- ✓ comme médecin, le libre exercice de ma profession sans constante mise sous tutelle par l'Etat.

WILLY DIT:

POUR MOI, LES  
PRODUITS SUISSES ONT LE  
MEILLEUR GOÛT



## Pour une production indigène

L'UDC s'engage pour une agriculture productrice qui approvisionne la population en denrées alimentaires saines et produites près des consommateurs. Les familles paysannes qui assurent ces prestations importantes méritent un revenu raisonnable. La sécurité de planification et la force novatrice d'une agriculture fondée sur les principes de la gestion d'entreprise doivent être renforcées. Il faut à cet effet ramener à une mesure raisonnable une écologisation aujourd'hui outrancière. En revanche, une grande attention doit être accordée à la conservation des terres cultivables.

### La disparition des exploitations agricoles se poursuit

Il y a cent ans, la Suisse comptait encore plus de 243 000 exploitations agricoles. En 1990, il n'y en avait plus que 108 000 et leur nombre est tombé à 55 000 en 2013. La population suisse soutient la paysannerie qu'elle a chargée de tâches importantes par le biais de la Constitution et de la loi sur l'agriculture. Il s'agit notamment de garantir et de conserver les bases de production ainsi que de produire des denrées alimentaires saines près des consommateurs.

La politique agricole actuelle empêche de plus en plus les paysans de répondre à leur mandat constitutionnel: de grandes surfaces cultivables ont été perdues ces dernières années et de nombreuses exploitations ont dû cesser leur activité en raison de la baisse du revenu agricole. Cette politique remet en question le maintien d'un degré d'auto-provisionnement aussi élevé que possible ainsi que l'entretien du paysage.

### Le degré d'auto-provisionnement ne doit pas baisser

La Suisse est aujourd'hui déjà un des plus grands importateurs de denrées alimentaires par habitant. Alors que nous importons par année et par habitant des denrées alimentaires d'une valeur de 600 francs, ce montant est environ dix fois plus petit dans la moyenne de l'UE. Le degré d'auto-provisionnement net (après déduction des fourrages importés pour la production animale nationale) était encore de 53% en 2014 (en 2000 encore de 59%). La Suisse est très loin de pouvoir assurer sa propre subsistance. De l'avis de l'UDC, il faut donc soutenir de manière ciblée l'agriculture productrice et, partant, les exploitations familiales.

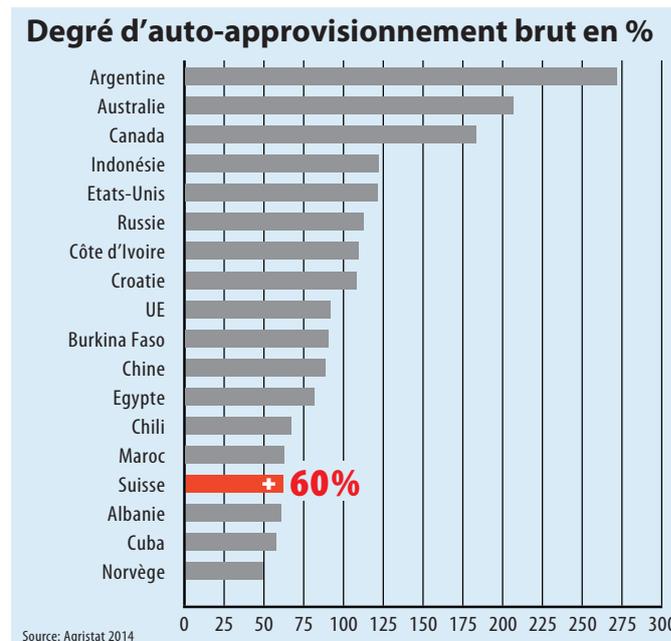
### Responsabilité individuelle au lieu de prescriptions sans fin

Malheureusement, les paysans suisses sont tourmentés par un nombre croissant de prescriptions, de formulaires à remplir et de contrôles qui les empêchent d'exercer leur véritable métier et qui minent leur responsabilité individuelle. Cette paperasse et la bureaucratie prennent beaucoup trop de temps. Trop d'argent de l'Etat disparaît dans la bureaucratie agricole au

lieu de profiter aux paysans. L'agriculteur est pourtant un spécialiste hautement qualifié de la production alimentaire qui doit pouvoir décider lui-même ce qu'il doit produire et comment il doit organiser sa production.

### Agriculture productrice

L'agriculture productrice offre les conditions les meilleures et les moins chères à la conservation de paysages cultivés, variés et structurés.



Il faut conforter la sécurité alimentaire de la Suisse.

La production sur place est évidemment plus écologique que le transport de denrées alimentaires à travers les continents.

Or, la politique agricole actuelle de la Suisse prend une direction juste inverse: elle favorise une agriculture extensive au détriment d'une agriculture productrice. Nous faisons donc exactement le contraire de ce que nous devrions faire: premièrement, nous importons de plus en plus de denrées alimentaires d'origines douteuses et, deuxièmement, nous augmentons de la sorte notre dépendance de l'étranger. De surcroît, de précieuses terres cultivables sont sacrifiées au profit de l'extension des forêts et de la renaturation des cours d'eau.

### **Encourager les exploitations agricoles performantes**

Il ne faut pas désavantager financièrement les exploitations agricoles productrices au profit des exploitations extensives. L'UDC souhaite que la Suisse retrouve un degré d'auto-provisionnement alimentaire net d'au moins 60%. Cet objectif ne peut être atteint que si l'on offre des perspectives d'avenir aux familles paysannes afin qu'elles investissent durablement dans la production. Cette politique soutient également les exploitations en amont et en aval de l'agriculture (industrie, arts et métiers, tourisme).

### **Ne pas sacrifier l'agriculture sur l'autel de l'UE**

Ouvrant beaucoup trop largement les frontières aux produits agricoles, l'accord de libre-échange agricole, que le Conseil fédéral souhaite conclure avec l'UE, et la convention projetée dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) auraient des conséquences drastiques pour les familles paysannes. L'abaissement des prix des denrées alimentaires au niveau UE, voire au niveau du marché mondial, alors que les coûts de production restent les mêmes en Suisse, détruirait la base existentielle de l'agriculture suisse. Il s'ensuivrait des effets négatifs en termes d'occupation décentralisée du territoire, d'entretien des paysages cultivés, de sécurité et de qualité des denrées alimentaires. L'UDC s'oppose donc à un

libre-échange sans contrôle avec l'UE et au sein de l'OMC. En outre, elle demande que les importations existantes de denrées alimentaires soient soumises aux mêmes exigences que la production en Suisse.

### **Aménagement raisonnable du territoire**

La loi sur l'aménagement du territoire doit être conçue de manière à permettre aux agriculteurs ayant l'esprit d'entreprise de développer leurs exploitations en fonction des besoins du marché et de l'avenir. L'UDC s'engage à ce que les immeubles situés hors des zones à bâtir puissent être utilisés ou réaffectés complètement et de manière aussi souple que possible. Résultats: les terres cultivables sont sauvegardées; les paysages sont conservés et la création de plus-values dans l'espace rural est assurée. L'UDC veut que les terres agricoles soient utilisées avec parcimonie.



L'agriculture productrice doit être renforcée.

## POSITIONS

## L'UDC

- veut renforcer les exploitations agricoles productrices et réduire les contraintes administratives;
- exige la sauvegarde de la sécurité alimentaire de la Suisse par la fixation du degré d'auto-alimentation net à au moins 60%;
- se bat pour garantir la base existentielle des exploitations agricoles familiales et pour un revenu agricole équitable;
- mise sur la production, la transformation et la commercialisation régionales et rejette l'accord de libre-échange agricole avec l'UE;
- s'engage pour une loi sur l'aménagement du territoire qui permette une exploitation complète et souple des immeubles et installations situés en dehors des zones à bâtir;
- s'oppose à la multiplication de nouvelles directives et prescriptions concernant la protection des animaux, des eaux et de l'environnement qui provoquent une hausse des coûts de production et alourdissent les charges administratives;
- se bat pour la sécurité des investissements en exigeant que les bâtiments et équipements réalisés selon les prescriptions les plus récentes ne doivent pas être modifiés durant trente ans au moins;
- exige que les denrées alimentaires importées soient soumises aux mêmes exigences que la production suisse;

## POSITIONS

## L'UDC

- encourage des mesures de soutien ciblées en faveur de la production animale, de l'exportation de bétail et de l'élevage de jeune bétail pour soutenir les exploitations en zone verte, notamment dans les régions de colline et de montagne;
- exige que dans les représentations suisses à l'étranger on serve par principe des produits agricoles et du vin suisses.

## AVANTAGES +

### Les avantages que m'apporte cette politique :

- ✓ comme consommateur, des denrées alimentaires saines produites en Suisse;
- ✓ comme famille paysanne, des perspectives d'avenir;
- ✓ comme agriculteur, la liberté entrepreneuriale dont j'ai besoin;
- ✓ comme randonneur et touriste, un paysage cultivé bien entretenu;
- ✓ comme amateur de la nature, des paysages beaux et intacts.



## Se déplacer librement sans obstacle chicanier

Une infrastructure de transport conforme aux besoins, bien aménagée et entretenue est essentielle à la prospérité et au libre épanouissement. Les fonds restreints à disposition pour l'infrastructure doivent être engagés efficacement et sans œillères idéologiques. Il ne faut plus désavantager la route par rapport au rail comme cela fut fréquemment le cas ces dernières années. Chaque mode de transport doit bénéficier des moyens qu'il génère. La redistribution, les subventions croisées et les détournements de fonds par rapport à l'affectation première doivent cesser, tout comme le pillage organisé contre les automobilistes sous la forme d'augmentations constantes des impôts, des redevances et des amendes.

### **Réseau de transport proche de l'effondrement**

La forte croissance du trafic de ces dernières décennies est un lourd défi pour nos infrastructures. A de nombreux endroits, notamment sur les routes, le trafic est fortement entravé. Un énorme chaos menace. Preuve en est également la forte augmentation du nombre d'heures d'attente dans les bouchons sur l'ensemble du réseau routier suisse. Les ralentissements et les embouteillages sont toutefois plus nombreux sur les axes principaux.

### **Politique des transports unilatérale**

Cette situation est la conséquence, d'une part, de la politique des transports unilatérale menée depuis des décennies par le Conseil fédéral et le Parlement et, d'autre part, de la croissance économique, de l'augmentation de la mobilité et de la forte immigration. L'optimisation des flux de trafic moyennant des mesures de gestion (utilisation de la bande d'arrêt d'urgence, réductions temporaires de la vitesse maximale, interdictions temporaires de dépasser pour les poids lourds) atténue certes les problèmes, mais une extension de l'infrastructure routière reste une nécessité urgente en raison des forts taux de croissance pronostiqués.

### **Aménagement indispensable**

L'objectif premier doit être de corriger avec les moyens à disposition les principaux goulets d'étranglement et de procéder à des aménagements sur tout le réseau. Le rail et la route doivent être traités sur pied d'égalité. Il n'est pas tolérable qu'un mode de transport soit financièrement discriminé par rapport à un autre. Les seuls critères applicables sont l'économie et la demande des usagers.

### **Les structures actuelles servent à l'arnaque des usagers**

Le principe essentiel d'une politique des transports nouvelle et efficace doit être la suppression systématique des incitations contreproductives et des discriminations. On assiste par exemple aujourd'hui à des retards

systématiques dans la planification et l'aménagement des infrastructures. Les mécanismes de financement sont de surcroît discriminatoires et opaques.

Ce constat est illustré par l'utilisation des fonds provenant du trafic motorisé individuel: un petit tiers seulement du produit des impôts et des redevances versés par les usagers motorisés de la route revient à l'aménagement routier.

### **Terrorisme des amendes contre les automobilistes**

Les infrastructures routières stagnent et les automobilistes se considèrent à juste titre comme les vaches à lait de la nation. S'ajoute à cela une tendance à arnaquer systématiquement les conducteurs par une inflation d'amendes de toutes sortes. Ces recettes étant budgétisées dans les comptes publics, les arguments de sécurité avancés pour justifier ce régime ne sont qu'un leurre. A ce titre on assiste depuis des années à une augmentation constante des rentrées. Il s'agit d'un véritable terrorisme des amendes aux frais des automobilistes.

Comme si cela ne suffisait pas, l'administration prépare divers projets pour pressurer encore plus le trafic routier par des redevances et des impôts: péage pour les tunnels, mobility pricing, hausse des taxes sur les carburants – il faut mettre fin à cette rapine dirigée contre les usagers de la route.

### **Politique des transports sans mesure chicanière**

La solution aux problèmes de trafic exige une nouvelle conception de la politique des transports. La priorité doit être donnée à l'utilisation optimale des moyens de transport, à l'efficacité et à l'économie. Au final, le libre choix du moyen de transport par les citoyennes et les citoyens doit toujours être totalement garanti, et cela sans incitation contreproductive.

Les principes d'une telle politique des transports:

- chaque mode de transport touche les moyens qu'il génère lui-même (via les impôts, redevances, etc... actuels). Ce principe de base met définitivement fin aux détournements de fonds de leur affectation première et aux subventions transversales;
- toute augmentation de taxes et redevances existantes et de toute nouvelle taxe ou redevance sont soumis au référendum facultatif;
- les comptes des différents modes de transport doivent être transparents et compréhensibles;
- l'équilibre financier des modes de transport doit être amélioré. L'objectif à moyen terme doit être que les modes de transport se financent sans subventions publiques.

#### Aménagement efficace

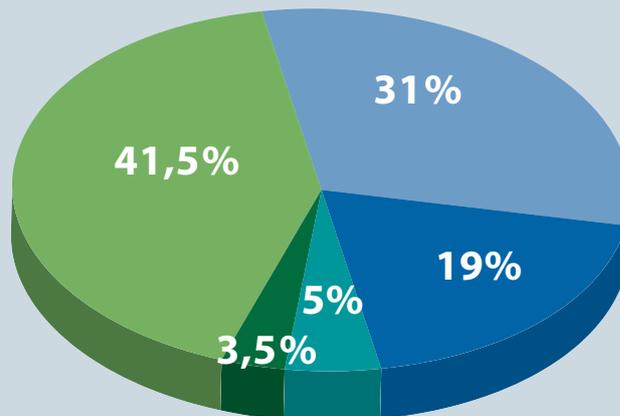
L'introduction de ce modèle apporte les améliorations suivantes par rapport au système actuel:

- le futur aménagement de l'infrastructure de transport se base sur les principes de l'économie. Chaque projet est mesuré à l'aune de la demande et du rapport utilité/coût. Ce calcul comprend également les futurs frais d'exploitation qui sont aujourd'hui massivement sous-estimés;
- la prise en compte des principes économiques entraîne forcément une priorisation des futurs projets. Ce procédé a l'avantage que l'on cessera de promettre constamment de nouveaux projets pour ensuite les renvoyer à plus tard ou les abandonner définitivement faute de moyens financiers.

Il ne s'agit donc pas d'opposer les modes de transport les uns aux autres, mais de combiner et d'exploiter judicieusement les réseaux disponibles. Favorisant unilatéralement les transports ferroviaires tout en chargeant les usagers de la route, la politique des transports de ces dernières décennies doit être stoppée. L'UDC estime que tous les modes de transport

doivent être engagés en fonction de leurs avantages pour contribuer au libre épanouissement des citoyennes et des citoyens et pour sauvegarder la prospérité du pays.

### Utilisation projetée des impôts routiers et automobiles encaissés par la Confédération en 2015 (9,4 milliards de francs au total)



Source: routesuisse

FI = Fonds d'infrastructure

## POSITIONS

## L'UDC

- combat toute discrimination de modes de transport et se prononce pour le libre choix des moyens de transport;
- exige que l'on mette fin au subventionnement croisé du rail par des taxes et des redevances grevant le trafic routier;
- se bat contre le terrorisme des amendes qui, sous le prétexte fallacieux de la sécurité des usagers de la route, sert en réalité à remplir les caisses de l'Etat;
- demande la suppression des dispositions Via sicura;
- rejette catégoriquement toute augmentation des taxes et des redevances et tout nouveau prélèvement sur le trafic individuel et refuse donc un péage au tunnel du Saint-Gothard qui ouvrirait la voie à un système de mobility pricing;
- se bat contre une augmentation à motivation politique des prix des carburants et contre la multiplication des radars dont l'objectif principal est d'arnaquer les automobilistes;
- demande que l'achèvement du réseau des routes nationales soit accéléré, que les goulets d'étranglement soient supprimés et qu'un deuxième tunnel routier soit construit au Saint-Gothard;
- demande un meilleur degré d'équilibre financier pour le trafic ferroviaire, notamment grâce à une hausse modérée des tarifs de transport;
- exige que les coûts de construction et les coûts subséquents de projets d'infrastructure soient présentés de manière transparente en appliquant les principes de l'économie comme premier critère;

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour une amélioration des conditions-cadres des transports aériens par des mesures judicieuses et économiques, par des traités et par un allègement des conditions et des réglementations;
- demande qu'un fonds pour le trafic routier soit inscrit dans la Constitution par analogie au FAIF (financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire);
- demande que l'aménagement du tunnel du Lötschberg soit terminé (2e tube).

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme automobiliste, plus de sécurité, moins de bouchons sans nouvelles taxes et redevances;
- ✓ comme usager des chemins de fer, moins de trains bondés;
- ✓ comme transporteur, des capacités routières et ferroviaires suffisantes avec la garantie que mes produits arrivent dans les délais chez les clients;
- ✓ comme employé d'une société internationale, des correspondances fiables avec le monde entier.

WILLY DIT:



## **Pour un approvisionnement énergétique sûr et avantageux**

Sans énergie, rien ne fonctionne. La Suisse profite actuellement d'un approvisionnement énergétique efficace, fiable et avantageux avec une forte part de production électrique indigène. Les taxes et les redevances ainsi que les régulations sont à un niveau supportable. La Stratégie énergétique 2050 de la Confédération remplace cette sécurité par une vision nébuleuse, par une politique qui ne repose sur aucune base sérieuse. Mais l'enjeu est trop important pour que l'on puisse se permettre des expériences à connotation idéologique. Pays pauvre en matières premières, la Suisse a besoin d'un approvisionnement énergétique fiable et avantageux.

### Les besoins en énergie augmentent constamment

Malgré les efforts d'économie et l'amélioration constante des rendements, la consommation d'énergie de la Suisse augmente. Cette tendance se poursuit, car, à côté de la croissance démographique, le développement économique et la prospérité maintiennent notre consommation d'énergie à un niveau élevé. L'augmentation du confort et des applications sans cesse nouvelles (communications, ménages, etc...) soutiennent également cette croissance de la consommation.

### L'énergie est toujours plus chère

L'augmentation des prix de l'énergie est mauvaise pour l'économie et la prospérité. Elle pousse à la hausse les coûts de production, affecte la compétitivité et diminue l'argent librement à disposition de la population.

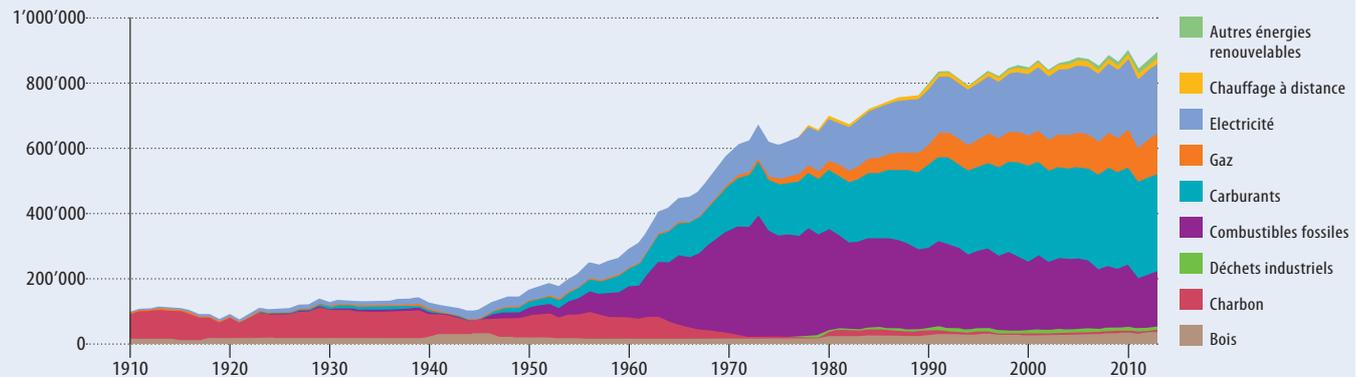
Au lieu de se contenter de réduire le plus possible les atteintes à l'environne-

ment dues à la production et la consommation d'énergie, l'Etat abuse des agents énergétiques pour accroître ses recettes fiscales. Il augmente les taxes et les redevances en vigueur et en crée de nouvelles. Ce procédé malsain est justifié par des objectifs écologiques ou, plus récemment, par l'abandon du nucléaire. Or, les mesures proposées ne permettent d'atteindre les objectifs visés que dans la théorie et moyennant des coûts énormes.

### Redistribution massive

Les milliards de francs générés par ces taxes et ces redevances reviennent principalement à la caisse générale de la Confédération. Une partie est utilisée pour subventionner certains agents énergétiques – sans grand succès jusqu'ici. La stratégie énergétique de la Confédération renforce encore cette mauvaise politique alors que, détail important, la production sera réduite par rapport à aujourd'hui. Il est de toute manière extrêmement douteux que

## Consommation d'énergie finale de la Suisse depuis 1990 en térajoules TJ



Source : Statistique énergétique globale de la Suisse 2013 (extrait)

les ambitieux objectifs écologiques fixés puissent être atteints. La devise devrait en fait être la suivante: moins de taxes et de redevances, meilleures conditions-cadres pour les particuliers et les entreprises. Dans l'intérêt de la sécurité des investissements et du droit, les instruments de financement actuels doivent être examinés et remis en question. La politique énergétique ne doit pas seulement se fonder sur la protection de l'environnement, mais aussi tenir compte de facteurs comme la demande réelle, l'économie et l'indépendance nationale.

### Premier objectif: la sécurité de l'approvisionnement

Le premier objectif d'une politique énergétique raisonnable est d'assurer un approvisionnement à un prix avantageux, indépendant, offrant de l'énergie en quantité suffisante et ménageant l'environnement. Ce principe est respecté par le mix énergétique actuel. La part de l'énergie fossile au système global doit être diminuée pour réduire la dépendance du pays. Mais cet objectif exige de l'électricité disponible en permanence et quelles que soient les conditions météorologiques. Outre les agents énergétiques fossiles, seules la force hydraulique et la force nucléaire remplissent cette condition.

Ces deux principaux piliers de notre approvisionnement énergétique subissent cependant de fortes pressions politiques. Le projet d'abandon de l'énergie nucléaire supprime à peu près 40% de la production électrique suisse. Assurant environ 55% de la production électrique nationale, la force hydraulique est elle aussi menacée par des projets d'énergie solaire et éolienne fortement subventionnés en Suisse et à l'étranger. Conséquence des incertitudes qui marquent actuellement ce secteur, les investissements dans ces agents énergétiques sont reportés ou supprimés.

### Part infime des énergies renouvelables

Bien que vantées bruyamment par le centre gauche et les médias, les nouvelles énergies renouvelables comme le vent et le solaire ne peuvent pas, beaucoup s'en faut, compenser la disparition du nucléaire. Malgré des subventions par milliards, la part de ces énergies au mix électrique est désespé-

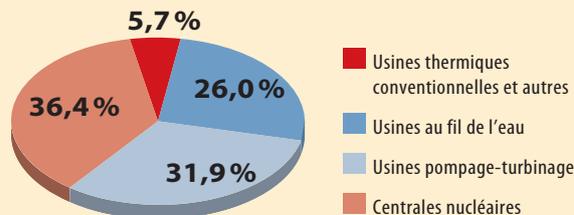
rément faible. Le solaire et l'éolien représentent aujourd'hui 0,6% de la production électrique totale de la Suisse. Personne ne sait comment on peut compenser avec ces deux ressources la production nucléaire supprimée. Il est donc totalement irresponsable de menacer la sécurité de l'approvisionnement, donc la capacité économique et la prospérité de la Suisse, par de vagues visions.

### Non à un changement de système – non à la Stratégie énergétique 2050

La Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral ne répond pas aux exigences d'un approvisionnement fiable et avantageux du pays en énergie. Des vœux pieux et des utopies idéologiques basées sur des interventions massives de l'Etat prennent la place de mesures et d'hypothèses réalistes. Combiné avec une hausse massive des redevances et la création de nouveaux impôts, ce projet va nuire durablement à notre pays.

La stratégie proposée par l'UDC est tout autre: au lieu de détériorer pour des motifs politiques les conditions-cadres de certains agents énergétiques, l'UDC propose l'égalité de traitement pour toutes les ressources énergétiques; au lieu d'augmenter les taxes et les redevances, elle demande la réduction de ces prélèvements; au lieu de réguler, de subventionner et d'inciter, elle suggère la réduction des interventions étatiques.

## Le mix électrique suisse 2014



Source : statistique suisse de l'électricité 2013

## POSITIONS

## L'UDC

- combat la Stratégie énergétique 2050 de la Confédération qui est interventionniste et nocive pour l'économie;
- demande que l'approvisionnement énergétique se fonde sur les facteurs suivants: demande, économie, indépendance, protection de l'environnement et faibles émissions;
- refuse catégoriquement des nouvelles taxes et redevances ou une augmentation des prélèvements actuels qui renchérissent l'énergie;
- s'oppose aux prélèvements à des fins d'incitation ou de soutien ainsi qu'à d'autres réglementations et prescriptions dans le domaine énergétique qui font du tort à l'économie et, plus particulièrement, aux arts et métiers et aux régions périphériques;
- approuve l'extension de la production électrique indigène, notamment de la force hydraulique;
- s'oppose aux interdictions de certaines technologies;
- s'engage pour le maintien du mix électrique actuel qui a fait ses preuves et refuse la mise hors service pour des raisons politiques des centrales nucléaires actuelles ainsi que la détérioration volontaire des conditions-cadres de certains agents énergétiques;
- salue la recherche privée et la réalisation privée de projets dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables comme la géothermie, l'éolien et le solaire ainsi que la biomasse.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme consommateur, de l'énergie en suffisance, en permanence et à un prix avantageux;
- ✓ comme chef d'entreprise, un approvisionnement énergétique fiable, financièrement supportable et la sécurité de planification;
- ✓ comme citoyen responsable de l'environnement, une production énergétique faible en émissions et indépendante;
- ✓ comme propriétaire immobilier, l'absence de nouvelles prescriptions, interdictions et contraintes;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, des places de travail à proximité;
- ✓ comme citoyen responsable, moins de dépendance de l'étranger et des prix internationaux avec moins de risque de chantage contre la Suisse.

WILLY DIT:

YOUPI, NOUS SOMMES  
LES CHAMPIONS DU MONDE  
DU RECYCLAGE!



## Un environnement intact pour nous et nos descendants

Notre vie est marquée par notre environnement. Un environnement sain est indispensable au bien-être et à la qualité de la vie aujourd'hui et à l'avenir. Par ses origines paysannes, l'UDC est fortement ancrée dans la nature. Il s'agit de préserver notre environnement en menant une politique globale axée sur la pratique, proche des citoyens et loin de tout fondamentalisme écologiste et interventionnisme de l'Etat. Dans ce domaine comme ailleurs, il faut faire preuve de sens de la mesure.

### Excellente situation

Notre environnement se porte bien. Jamais encore la présence de substances et d'émissions nocives n'a été aussi faible depuis l'industrialisation de notre pays, jamais nos lacs et rivières n'ont été aussi propres. En recourant constamment aux derniers acquis de la science et de la technique, nous avons réussi à assainir des sols autrefois acides et un air autrefois pollué. Malgré une croissance démographique massive à cause de l'immigration (+1,4 million de personnes) et une augmentation du parc automobile (+34%) depuis 1990, malgré le développement de l'économie et de la prospérité, la Suisse a non seulement tenu ses engagements internationaux dans la protection de l'environnement, mais elle est aujourd'hui un des pays industrialisés produisant le moins d'émissions nocives par habitant malgré des conditions géographiques et climatiques défavorables. Cette situation, nous la devons notamment au progrès technique et aux mesures facultatives prises par l'industrie.

### La pratique plutôt que des théories aventureuses

Les idéologues verts et autres théoriciens de l'environnement préfèrent ignorer ou contester cette réalité des faits. Ils tentent de donner mauvaise conscience aux gens en peignant systématiquement la situation en noir. Leur but est d'imposer une politique faite de mesures éducatives, de contraintes étatiques, d'interdictions globales, d'arnaque fiscale et de tristesse.

### Halte à la manie régulatrice et aux interdictions

La Suisse s'est donné un réseau rigide de lois et de prescriptions sur l'environnement. Des réglementations et interdictions supplémentaires n'apportent rien à l'environnement, au contraire, elles affaiblissent l'effet de la législation en vigueur. Seul un pays bénéficiant d'une prospérité élevée et d'une économie saine a les moyens de recourir aux technologies les plus performantes permettant de ménager l'environnement. Le principe du fédéralisme doit être replacé au cœur de l'aménagement du territoire et les cantons doivent retrouver une marge de manœuvre suffisante pour mener une politique pragmatique et proche des citoyens.



La Suisse est championne du monde du recyclage grâce à un réseau public et privé efficace d'élimination des déchets.

### Non à de nouvelles taxes et redevances

La surréglementation finit par coûter cher. Des années durant, l'Etat a introduit de nouvelles taxes et redevances ou augmenté les prélèvements existants au nom de la protection de l'environnement. Aujourd'hui déjà la population paie plus de 10,5 milliards de francs par an au titre des taxes et redevances écologiques. Cette somme équivaut à 6,3% du produit total des impôts et des contributions sociales de la Confédération, des cantons et des communes.

Les taxes sur les carburants, l'huile de chauffage, les déchets, l'eau et le courant électrique, de même que les redevances de recyclage sont la conséquence immédiate de réglementations étatiques. De nouvelles redevances ou une augmentation des prélèvements actuels sont en préparation ou en discussion aux Chambres fédérales alors que rien ne permet de les justifier objectivement. A titre d'exemple, relevons que la Suisse est championne du monde du recyclage grâce à un système d'élimination privé et public performant. Nul besoin donc d'introduire de nouvelles consignes ou redevances.

### Des solutions judicieuses et pratiques pour nos descendants

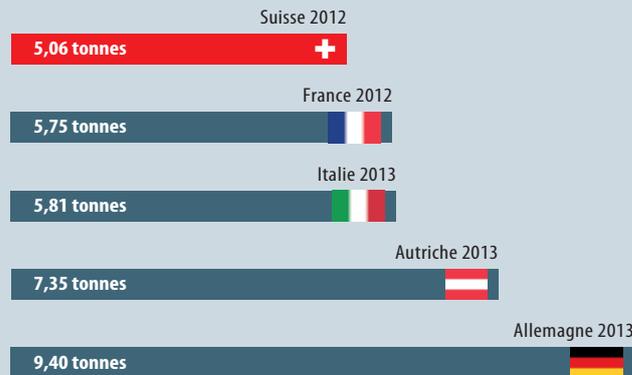
La bonne situation de la Suisse en termes de protection de l'environnement s'explique par le fait que l'économie et la population appliquent spontanément les résultats du progrès technique. Il en a résulté d'innombrables initiatives, innovations, produits, entreprises et même métiers nouveaux, tout cela sur le plan privé. Cette évolution est infiniment plus utile que les contraintes, interdictions et menaces d'amendes dont le principal effet est de réduire la prospérité et de provoquer des suppressions d'emplois. Il n'est pas nécessaire non plus de multiplier les lois et les prescriptions et de gonfler la bureaucratie; il suffit d'appliquer rigoureusement le droit en vigueur. Enfin, la Suisse n'a pas à jouer les premiers de classe et à faire cavalier seul – les émissions et substances nocives ne s'arrêtent pas aux frontières nationales – mais il suffit qu'elle participe aux efforts internationaux et qu'elle applique les décisions à condition que celles-ci soient réellement soutenues par tous les Etats.

### Agir ensemble – sans menace

Le principe du volontariat est particulièrement important dans ce domaine. Il a permis à la Suisse d'améliorer sa position en termes de qualité de l'environnement. L'industrie, les arts et métiers, mais aussi les particuliers ont veillé à ce que notre pays se rende compte assez tôt des problèmes et leur apporte une solution créative, tout simplement parce qu'on a compris qu'il vaut économiquement la peine de réaliser des projets sans subvention et sans nouveaux impôts et nouvelles redevances.

Barrons la route aux pessimistes professionnels, aux théoriciens et aux idéologues verts. Les vrais praticiens de l'environnement de l'industrie, des arts et métiers et de l'agriculture sont les meilleurs garants d'un environnement dans lequel il fait bon vivre.

## Emissions de CO<sub>2</sub> par habitant en tonnes (Suisse et pays voisins)



Source: UN Statistics Division: Millennium Development Goals Database.

## POSITIONS

## L'UDC

- approuve tous les efforts raisonnables visant à sauvegarder, rétablir et améliorer les bases naturelles de la vie;
- mise sur les résultats et les acquis sans cesse nouveaux de la science, de la technique et de l'industrie pour résoudre les problèmes environnementaux;
- s'engage pour des mesures adéquates dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la protection des eaux et de l'air ainsi que pour une politique énergétique indépendante, économique et ménageant l'environnement;
- combat l'hystérie écologiste et les tentatives de semer la panique de médias, d'élus politiques, de partis, d'organisations nationales et internationales et rejette les exigences qui en sont déduites;
- ne soutient pas les théoriciens, mais encourage les vrais praticiens de la protection de l'environnement, par exemple les exploitations agricoles et sylvicoles, les entreprises de recyclage ainsi que les arts et métiers;
- s'oppose à la création de «parcs naturels» subventionnés et à d'autres interventions de l'Etat imposant des contraintes bureaucratiques aux agriculteurs, aux arts et métiers et au tourisme;
- exige que toute opposition injustifiée à d'importants projets de construction et d'infrastructure entraîne l'obligation de verser des indemnités complètes; le droit de recours des associations doit être restreint;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige une révision de la loi sur l'aménagement du territoire qui se base sur l'esprit du fédéralisme pour redonner aux cantons la compétence de l'aménagement du territoire;
- refuse des objectifs écologiques et climatiques unilatéraux et allant au-delà des décisions contraignantes prises par la communauté internationale;
- s'oppose à l'introduction de nouvelles taxes et redevances et à l'augmentation des prélèvements actuels en politique de l'environnement et du climat.

## AVANTAGES +

### Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme citoyen, moins d'idéologie et d'alarmisme inutile;
- ✓ comme famille, un environnement intact et propre, aussi pour nos enfants et petits-enfants;
- ✓ comme investisseur, la sécurité de la planification et moins de bureaucratie dans la réalisation de projets;
- ✓ comme artisan et comme paysan, moins de contraintes et plus de liberté pour mes activités économiques.



## Plus de diversité, moins d'Etat

Des médias libres et indépendants (presse écrite, radio, télévision, internet, médias sociaux) et la concurrence entre les producteurs sont les garants d'une démocratie vivante et intacte. Les interventions de l'Etat et réglementations excessives sont toxiques pour la liberté et la diversité des opinions, car elles génèrent des monopoles. Plus de concurrence, une définition restrictive du service public, plus de transparence et moins de contraintes légales pour les producteurs privés, voilà les principales caractéristiques d'une politique médiatique libérale.

### Les soutiens et les subventions étatiques créent la dépendance

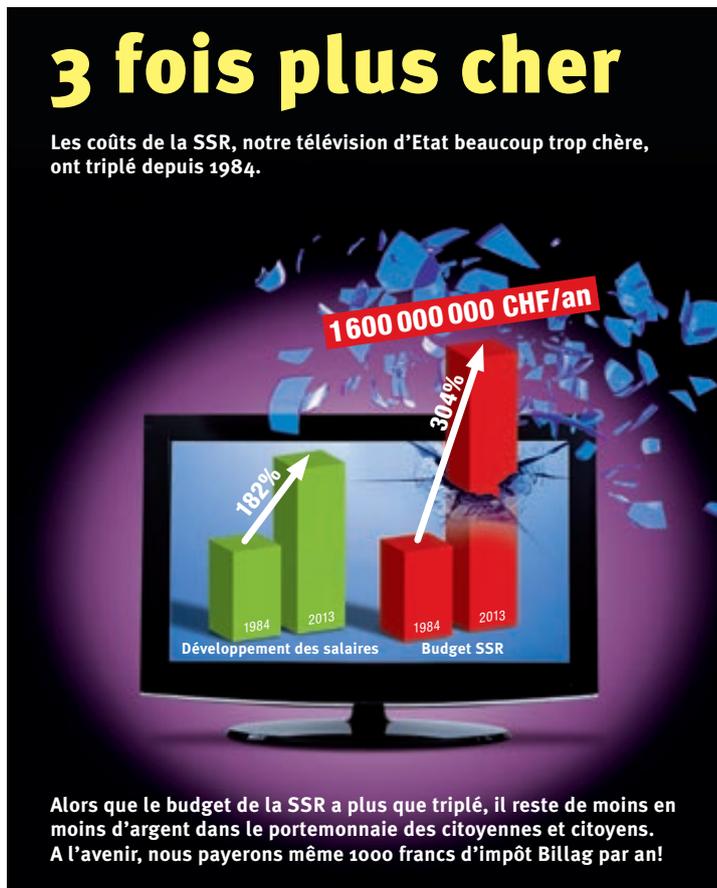
Le paysage médiatique évolue sans cesse et avec lui les habitudes des consommateurs. De plus en plus appréciées par le public, les offres gratuites de la presse écrite et sur internet accroissent certes la diversité et la concurrence, mais elles font aussi pression sur les produits médiatiques traditionnels.

On peut regretter cette évolution ou même la condamner comme le font les intellectuels de gauche, mais elle est une réalité. Les généreuses subventions et mesures d'encouragement publiques n'y changent rien, mais renforcent au contraire la dépendance de l'Etat et, en fin de compte, réduisent la diversité des médias, car nombre de producteurs, fidèles à l'adage «le chien ne mord pas la main qui le nourrit», transmettront sans filtre et sans esprit critique les messages de leurs généreux donateurs pour finalement devenir des porte-parole de l'Etat.

### La notion abusive de «service public»

Ce développement ne peut pas seulement être observé dans la presse écrite qui jouit de mesures d'encouragement surannées, mais il est aussi une triste réalité dans le secteur de la radio et de la télévision. Jouissant d'un monopole de fait, la SSR n'a quasiment plus de concurrence grâce à diverses réformes légales. Plus de 92% du produit des redevances de réception lui reviennent. Les Suissesses et les Suisses paient sans doute les taxes radio/TV les plus élevées du monde.

Compte tenu de cette position dominante sur le marché, il n'est pas étonnant que la SSR ait réussi à conforter sa position moyennant les généreuses rentrées dont elle bénéficie.



Donnant une interprétation pour le moins large à la notion de «service public», elle a massivement étendu son offre de programmes, occupant chaque créneau du marché, aussi petit soit-il, pour s'accaparer les auditeurs et téléspectateurs. La SSR exploite aujourd'hui 17 émetteurs de radio et 7 de télévision ainsi que plusieurs sites internet. Aucune autre institution publique d'un pays de taille semblable en Europe ne propose autant de programmes. Cette offre pléthorique ne saurait être expliquée par le seul plurilinguisme suisse. Et voilà que la SSR cherche encore à renforcer sa présence sur internet.

### **Plus de liberté et d'indépendance dans le secteur des médias**

Un paysage médiatique diversifié et indépendant est essentiel au bon fonctionnement de la démocratie. Les lois et les réglementations taillées sur mesure pour la SSR doivent être brisées et révisées. Mais la voie à suivre ne doit pas passer par des redevances obligatoires supplémentaires en faveur des producteurs privés, car cela créerait de nouvelles dépendances par rapport à l'Etat. L'objectif est bien plus d'offrir aux producteurs privés des conditions nettement meilleures. Cela signifie entre autres que les stations de radio et de télévision ne profitent pas des redevances obligatoires doivent être immédiatement libérées du contrôle et de la bureaucratie de l'Etat. Les mesures publiques d'aide à la presse doivent être réduites et non pas étendues. L'interprétation abusive de la notion de service public a trop duré et elle doit cesser. Il s'agit, en partant d'une définition restrictive du service public, de garantir une offre de base, notamment dans le domaine de l'information, alors que les autres offres programmatiques et thèmes doivent être à la libre disposition du marché privé.

### **Le système dual est la meilleure solution**

Le système des redevances doit être modifié de fond en comble. Les redevances de réception radio/TV doivent fortement baisser. La pratique actuelle, qui permet aux stations de droit public d'encaisser aussi bien

des redevances que des recettes publicitaires, doit être remplacée par un dit «système dual»: les stations de droit public continueraient de bénéficier du produit de la redevance, mais elles n'auraient plus le droit de faire de la publicité; celle-ci serait réservée aux producteurs privés qui, en contrepartie, ne participeraient pas aux redevances.

Cette distribution des moyens, soit la redevance aux émetteurs publics et la publicité aux stations privées, est non seulement raisonnable, mais aussi équitable et elle empêche l'émergence d'une position quasi monopolistique. Elle anime la concurrence entre producteurs privés et publics. Les consommateurs jouiront d'une meilleure qualité, d'un plus grand choix et de meilleurs programmes.

### **Plus de transparence, plus de liberté et moins de redevances**

Il serait grand temps aussi d'exiger que la SSR fasse toute la lumière sur ses comptes. Tous les postes de dépense de cette station publique doivent être publiés en détail, car la population a le droit de savoir comment sont utilisées les redevances qu'elle paie. Cette transparence devrait d'ailleurs être la règle pour toutes les institutions étatiques ou paraétatiques. Les sociétés de droit d'auteur comme SUISA, pro Litteris et d'autres sociétés actives dans ce domaine, qui ont reçu trop d'argent dans le passé ou qui, faute d'une base légale claire, n'auraient en fait rien dû recevoir, devraient également être contraintes d'ouvrir complètement leur comptabilité afin d'être contrôlées plus étroitement.

Cette plus grande transparence a encore un autre effet positif: elle réduit les coûts. Par ce biais et aussi par une limitation à l'information de l'offre de base de la radio et de la télévision publiques, on pourrait massivement réduire les redevances exigées par l'Etat. Cette nouvelle conception pourrait en fin de compte être réalisée sans réduction thématique, sans perte de qualité, tout en apportant plus de liberté et en réduisant l'influence de l'Etat – pour une démocratie libre, vivante et forte.

## POSITIONS

## L'UDC

- s'oppose à l'aide publique aux médias et une nouvelle extension de la SSR, notamment sur internet;
- veut renforcer les entreprises médiatiques privées: les stations de radio et de télévision privées ne bénéficiant pas des redevances doivent être immédiatement libérées du contrôle et de la bureaucratie de l'Etat;
- s'engage pour le système dual: redevances pour les stations de droit public, publicité pour les stations privées. Elle rejette un impôt médiatique prélevé par l'Etat;
- demande une définition restrictive du service public de la radio et de la télévision; le but doit être d'assurer une offre de base, notamment pour l'information, dans les quatre langues nationales;
- exige que les émissions télévisées basées sur la redevance soient produites en Suisse et que le produit des redevances soit dépensé en Suisse;
- demande une baisse massive des redevances de réception et l'abandon du «splitting» (répartition du produit des redevances entre la SSR et des stations privées), la compétence de fixer les redevances doit être donnée au Parlement;
- exige une transparence et une publicité complète des comptes de la SSR selon les émetteurs, les domaines, l'administration, les événements, le marketing, le lobbying, etc...;

## POSITIONS

## L'UDC

- demande l'interdiction des sondages SSR avant les votations et élections;
- refuse des interdictions publicitaires; tous les produits légalement vendus doivent pouvoir faire l'objet de publicité.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme consommateur, un plus grand choix, des programmes de meilleure qualité et une baisse des redevances;
- ✓ comme citoyen responsable, moins de tutelle et de manipulation de l'Etat;
- ✓ comme journaliste, moins d'influence de l'Etat, plus de liberté et d'indépendance;
- ✓ comme chef d'entreprise, des possibilités raisonnables de faire de la publicité pour mes produits à de meilleures conditions.

WILLY DIT:



## Bon pour le corps et l'esprit

Comme peu d'autres activités de la vie, le sport est synonyme de plaisir, de performance et de fair-play. L'être humain y trouve un bien-être physique et psychique tout en renforçant sa volonté à l'effort. L'UDC soutient le sport de masse, le sport à l'école ainsi que le sport de la jeunesse et des handicapés. Elle s'engage en particulier en faveur des activités volontaires et bénévoles dans les sociétés sportives et pour le sport de compétition. Les conditions-cadres des sociétés sportives doivent être améliorées, par exemple grâce à un accès non bureaucratique et peu onéreux aux infrastructures publiques.

### Loisirs intelligents et sains

Les activités sportives permettent aux jeunes comme aux aînés de s'offrir des loisirs intelligents et sains. Pendant que la gauche se lamente à cause de la prétendue intégration insuffisante des jeunes étrangers, de nombreux membres et sympathisants de l'UDC s'engagent comme entraîneurs et responsables d'associations pour le sport individuel et d'équipe qui, précisé-

ment contribue à l'intégration de tous les jeunes. Dans les associations et les sociétés, les jeunes apprennent très tôt à assumer des responsabilités et des fonctions dirigeantes ainsi qu'à travailler en équipe. Le sport est aussi une précieuse école de la vie. Il forme la volonté à l'effort et l'endurance et empêche nombre de jeunes à traîner dans les rues, réduisant ainsi le risque de les voir glisser vers la consommation de drogues ou la criminalité.



Dans les sociétés et organisations les jeunes apprennent très tôt à assumer des responsabilités et des fonctions dirigeantes et à pratiquer l'esprit d'équipe comme sur cette photo prise lors des championnats des sociétés de gymnastique en 2014 à Lyss.



Les activités sportives permettent aux jeunes comme aux aînés d'occuper intelligemment et sainement leurs loisirs.

### **Le sport comme discipline scolaire**

Des leçons de sport sous la conduite d'enseignants et enseignants qualifiés à cet effet apprennent aux enfants et aux adolescents à prendre plaisir au mouvement et au jeu et à exercer leur endurance. Le sport scolaire offre une distraction par rapport à l'enseignement en classe, où les élèves sont assis et travaillent avant tout de la tête, alors que le sport de masse et de compétition compense les contraintes du quotidien professionnel. Mais à part le sport scolaire et la mise à disposition d'infrastructures, le sport n'est pas une tâche prioritaire de l'Etat.

### **Le sport de compétition motive le sport de masse**

Les performances de sportifs de pointe et de compétition motivent les jeunes et de larges couches de la population à se lancer eux aussi dans des activités sportives. Il s'agit d'encourager les jeunes talents par une offre de formation qui combine l'enseignement scolaire ou professionnel avec un entraînement sportif professionnel. L'UDC s'engage pour le fair-play et combat avec détermination les manipulations de joutes sportives, le dopage et la violence.

## POSITIONS

**L'UDC**

- soutient les activités sportives qui donnent du plaisir et incitent aux performances et au fair-play;
- reconnaît le sport comme un moyen important d'assumer à un jeune âge des responsabilités dans des sociétés et associations;
- soutient le sport à l'école qui est une compensation physique importante par rapport au travail de tête;
- s'engage en faveur du sport de pointe et de compétition qui motive la jeunesse et le large public;
- exige la mise à disposition non bureaucratique et avantageuse d'infrastructures publiques existantes (terrains de sport, salles, etc. . . ) afin que les sociétés sportives puissent faire leur important travail;
- soutient le fair-play et combat le dopage, les paris manipulés ainsi que la violence dans les stades et autour de ceux-ci;
- reconnaît le rôle intégrateur que jouent les sociétés et les associations sportives.

## AVANTAGES +

**Les avantages que m'apporte cette politique:**

- ✓ comme sportif de loisirs, la possibilité d'exercer mes activités dans des infrastructures adéquates;
- ✓ comme sportif de pointe et de compétition, une formation et un encouragement professionnels;
- ✓ comme collaboratrices/collaborateurs d'une société ou d'une association, le moyen de m'engager activement en faveur du sport;
- ✓ comme parent, la certitude que mes enfants soient encouragés à faire du sport à l'école ou dans des sociétés et qu'ils ne traînent pas dans la rue.



## La culture est l'affaire de la culture

La culture est l'expression multicolore d'une société diverse. Depuis toujours, l'être humain a été le moteur des activités culturelles. Donc, la culture est avant tout le résultat d'une initiative privée. Une culture subventionnée par l'Etat risque en permanence d'être influencée par l'air du temps ou les préférences des bureaucrates de la culture au lieu de créer des valeurs durables qui dépassent l'actualité quotidienne. La politique culturelle étatique peut donc tout au plus compléter l'offre privée et elle doit être fédéraliste.

### Non à une culture imposée par l'Etat

Plus la culture étatique s'étend, plus la culture populaire vécue disparaît. La promotion culturelle de l'Etat permet trop souvent aux décideurs politiques de soutenir la forme de culture qui convient le mieux à leur politique. Cela représente un risque important de favoritisme et de tricherie. Ou alors la politique culturelle fonctionne comme un arrosoir en soutenant tout et n'importe quoi. La culture est de toute manière avant tout une affaire de goût. C'est dire que l'Etat n'y a pas sa place.

### Plus d'argent, plus de dépendance

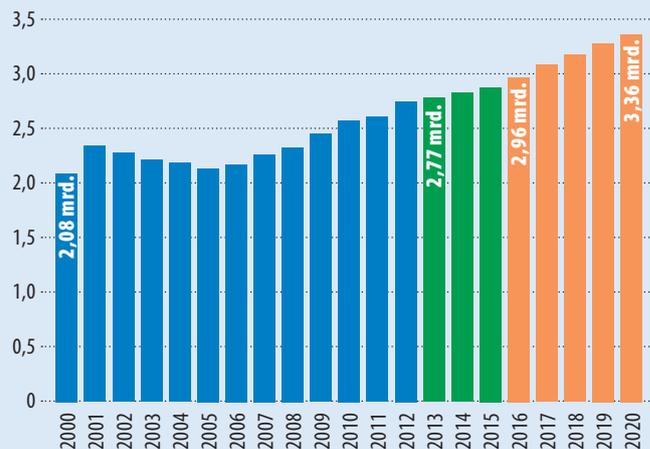
Le dernier message culturel du Conseil fédéral donne une idée assez exacte de l'esprit centralisateur et étatiste qui continuera d'animer la promotion culturelle de la Confédération. Les dépenses fédérales à ce titre devraient dépasser un milliard de francs. Cette croissance attisera les convoitises et revendications à l'égard de l'Etat et créera de nouvelles dépendances. La Confédération vise même une «politique culturelle nationale». Elle veut harmoniser les politiques culturelles des villes et des cantons pour donner plus de «profil» à la politique d'encouragement à tous les niveaux. Cela signifie aussi l'uniformisation et la centralisation de la promotion culturelle.

### Halte à la bureaucratie culturelle UE

Les bureaucrates fédéraux de la culture cherchent aujourd'hui même à se raccrocher au monstre bureaucratique «Europe Créative» mis en place par l'UE. Il s'agit d'un projet de prestige pondu par la bureaucratie bruxelloise et coûtant des milliards. Le but est de soutenir financièrement dans toute l'Europe 250'000 artistes, 2000 cinémas, 800 films et 4500 traductions de livres. Cette politique de soutien centralisatrice constitue le sommet de la culture d'Etat. La facture devra être réglée par les contribuables qui, en contrepartie, ne profiteront guère d'offres culturelles supplémentaires. Cela fait longtemps que la bureaucratie culturelle tourne toute seule. Elle n'a plus besoin du public.

## Développement des dépenses pour la culture entre 2000 et 2020

(Confédération, cantons, communes) en milliards de francs



- Dépenses actuelles pour la culture selon l'Office fédéral de la statistique
- Dépenses pour la culture avec une croissance annuelle moyenne des dépenses de 1,54% selon le message sur la politique culturelle 2012 – 2015
- Avec une croissance annuelle moyenne des dépenses de 3,4% selon le message sur la politique culturelle 2016 – 2020

### L'initiative individuelle crée la vraie culture

Pour l'UDC, la culture n'est en principe l'affaire ni de la Confédération, ni des cantons, ni des communes. La culture est l'affaire de la culture. Le rôle de l'Etat ne peut être que subsidiaire, complétant l'initiative individuelle et la promotion culturelle privée. Accorder un soutien public à un projet signifie toujours discriminer un autre projet. Voilà pourquoi l'UDC se bat,

d'une part, contre le gonflement de la bureaucratie culturelle et, d'autre part, contre les mesures d'encouragement partiales à motivation idéologique qui marquent la politique culturelle actuelle.

### Culture vécue égale diversité

Par culture, on entend d'une manière générale tout ce que les êtres humains produisent par leurs actions. Pour durer, la culture a besoin d'être entretenue. Un Etat libéral et fédéraliste a l'obligation de créer un climat spirituel assurant la diversité culturelle. La politique culturelle actuelle prend malheureusement le chemin inverse. Une politique culturelle utile ne doit pas viser l'uniformité, mais au contraire encourager la diversité. Voilà pourquoi la politique culturelle de la Suisse doit répondre aux struc-

tures fédéralistes et décentralisées de notre pays. En cas de promotion culturelle publique, celle-ci serait l'affaire des cantons et des communes, et non pas de la Confédération.

### Encourager l'initiative privée

Le mécénat privé et le sponsoring se prêtent beaucoup mieux à l'encouragement d'une culture diverse. Diversité, concurrence, initiative individuelle et passion, voilà les valeurs dont vit la culture. La culture n'est pas étrangère à l'économie de marché, aux lois de l'offre et de la demande. La concurrence des idées doit aussi jouer dans la culture. Une production qui n'intéresse pas le public n'a guère d'utilité. Le succès commercial revient à la culture qui plaît au public. La culture étatique fausse cette concurrence et elle soutient des projets à motivation idéologique et politique. Preuve en est que la culture populaire ne bénéficie guère du soutien de l'Etat. Elle vit du volontariat et des contributions de personnes individuelles, d'associations ou de fondations.

### La culture favorise la cohésion

Dans la culture, la volonté à l'effort et la joie sont des éléments fédérateurs. C'est exactement ce dont notre société a besoin. Théâtres et orchestres amateurs, sociétés de chant, sociétés de musique, groupes folkloriques jusqu'aux formations de Guggenmusik et aux groupes de rock – tous ces milieux ne visent pas en premier lieu les éloges des critiques artistiques, mais recherchent ce qui fait l'âme de la culture, c'est-à-dire la joie de créer quelque chose en commun pour se faire plaisir à soi-même et au public. Cette forme de culture n'a pas besoin de subventions; elle a besoin de reconnaissance et de conditions équitables. Nous abordons là le noyau de notre culture de milice. C'est à juste titre que les nombreuses et diverses associations de Suisse – un phénomène presque unique au monde – passent pour être des écoles de démocratie en assumant des responsabilités individuelles et collectives avec une participation démocratique. C'est cela qu'il faut soutenir.



La Compagnia Rossini lors d'un de ses quelque 100 concerts annuels.

## POSITIONS

## L'UDC

- exige une politique culturelle qui respecte le principe de la subsidiarité, car la Confédération doit se contenter de compléter l'action des cantons et des communes;
- veut que la politique culturelle se limite strictement aux tâches essentielles;
- s'engage à ce que la bureaucratie culturelle boursoufflée et répartie entre plusieurs départements soit rationalisée conformément au mandat constitutionnel; le potentiel d'économie annuel de près d'un demi-milliard de francs dépensés pour une promotion culturelle en partie douteuse doit être exploité;
- exige que l'on cesse de soutenir la culture selon le principe de l'arrosoir;
- refuse la poursuite de la centralisation de la politique culturelle dans le cadre d'une dite «politique culturelle nationale»;
- demande un soutien culturel ciblé et des avantages fiscaux massifs – par exemple, l'exemption fiscale des fondations culturelles et dons privés – ainsi qu'un assouplissement des conditions pour la constitution de fondations;
- s'engage pour la culture populaire dans des associations et des structures privées, une culture qui ne dépend pas de l'Etat, mais qui se développe au niveau local et national grâce à l'initiative individuelle et sous la responsabilité individuelle de citoyens pour les citoyens;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige que la culture suisse traditionnelle soit privilégiée par rapport aux projets de prestige internationaux qui passent au-dessus des têtes des citoyennes et des citoyens;
- s'oppose à la participation à des programmes culturels UE qui gaspillent l'argent des contribuables sans aucun intérêt pour les citoyens et l'économie.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme personne intéressée à la culture, une offre diverse au lieu de l'uniformité;
- ✓ comme artiste, plus de liberté et de protection contre l'influence de l'Etat et la monopolisation;
- ✓ comme musicien amateur ou acteur amateur, les mêmes possibilités dans la concurrence culturelle.

WILLY DIT:



RESTER LIBRE –  
C'EST POUR CELA  
QUE JE ME BATS!

## S'engager pour nos valeurs

L'UDC s'engage pour la culture chrétienne et occidentale qui est à la base de notre identité et de notre cohésion. Ce n'est pas sans raison que le drapeau de notre pays porte une croix et que notre hymne national a la forme d'un cantique. La liberté de religion et de conscience permet cependant à tous les citoyens de penser, d'écrire et de parler librement et aussi de pratiquer librement leur foi.

### Soigner nos racines

La séparation de l'église et de l'Etat ne doit pas nous cacher qu'une conception chrétienne de l'être humain et de la société est d'une importance capitale pour la culture et la politique de la Suisse. La perte de ces racines aurait des effets désastreux. Faut-il rappeler que la liberté individuelle est précisément une conséquence de la conception chrétienne de l'être humain? Le développement de la démocratie depuis l'antiquité ne peut être compris que par le développement de la responsabilité individuelle. L'éthique protestante du travail est à la base d'une société marquée par l'esprit d'entreprise et le goût de la performance. Les fondements chrétiens et occidentaux nourrissent la raison, la créativité et l'innovation. L'esprit d'entreprise et le progrès prennent racine dans la foi active en un avenir prospère. L'idée catholique de la subsidiarité et de la valeur fondamentale de l'individu au sein de la création marquaient et marquent toujours les Suissesses et les Suisses, de même que le fédéralisme de notre pays. Les problèmes doivent être résolus sous la responsabilité individuelle de chacun et dans la mesure du possible par les personnes et les milieux concernés.

### Respecter le régime légal

La tolérance et l'ouverture sont d'autres éléments de l'héritage chrétien. Cela ne doit cependant pas nous empêcher d'observer d'un œil critique certains développements. Il existe actuellement un tabou de réflexion qui interdit d'observer attentivement et d'un œil critique la religion islamique. Plus de 400 000 musulmans vivent aujourd'hui en Suisse. Certes, seule une petite minorité d'entre eux sympathisent avec les idées islamistes extrémistes. Les immigrants musulmans proviennent cependant souvent de pays où l'Etat de droit démocratique n'existe pas. Ils apportent une conception du droit et de l'ordre incompatible avec notre système juridique et nos règles démocratiques. Les tendances à la radicalisation et au repli sur soi ne doivent pas être sous-estimées. Il existe chez nous aussi des personnes et des groupes proches de l'islamisme radical. Les communautés islamiques

réclament ouvertement d'être reconnues comme corporations de droit public ou de pouvoir faire former leur clergé dans des universités suisses. Il serait naïf et dangereux d'accepter sans esprit critique ces défis et ces revendications de bénéficier de conditions juridiques spéciales.



La séparation de l'église et de l'Etat ne doit pas dissimuler le fait qu'une vision chrétienne de la société et de l'être humain est essentielle à la culture et la politique de la Suisse.

### Veiller à la liberté de croyance et de conscience

Il s'agit de conserver et d'entretenir nos racines spirituelles, mais aussi historiques et culturelles. La tâche des églises est d'offrir, par la prédication et la pastorale, soutien et conseils pour permettre aux femmes et aux hommes de mieux affronter les difficultés de la vie. Les églises apportent ainsi une contribution essentielle à la Suisse sociale. Ni un parti politique, ni l'Etat ne doivent imposer des convictions religieuses aux gens ou leur prescrire la «foi juste». Notre liberté de croyance et de conscience permet à chacun de penser, d'écrire et de parler librement, mais aussi de pratiquer librement sa foi. Les églises et communautés religieuses bénéficient donc, dans le cadre de la Constitution fédérale, de la liberté de prédication et elles peuvent déployer librement leurs activités religieuses. Cette tolérance cesse cependant lorsque des communautés religieuses méprisent, voire combattent précisément la tolérance.

### Exiger le respect des règles

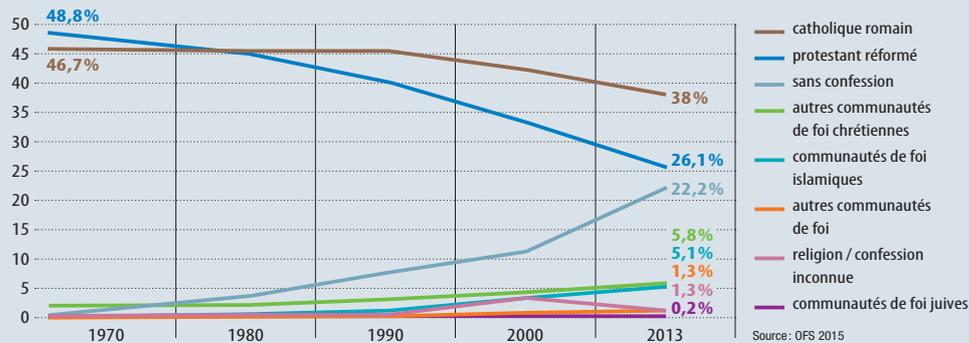
Exactement comme nous devons nous soumettre aux règles des Etats islamiques lorsque nous y séjournons, nous devons chez nous exiger le respect de notre droit. Nous ne saurions tolérer des sociétés parallèles ayant leur propre système de droit. Il est notamment hors de question que notre régime juridique libéral s'incline devant la Charia. Nos tribunaux ne doivent en aucun cas accepter une «origine culturelle islamique» comme circonstance atténuante. Il serait absolument inacceptable de tolérer, voire d'encourager des pratiques comme les mariages forcés, les assassinats pour l'honneur, des vendettas, les mutilations génitales des femmes, les mariages avec

des mineurs ou la polygamie. Notre Etat de droit a l'obligation d'exiger des immigrants le respect intégral de notre régime juridique et d'empêcher la moindre concession à cet égard.

### Non aux sociétés parallèles

Notre régime juridique doit prendre des mesures adéquates pour empêcher que les problèmes posés par l'islamisme ne s'aggravent. Il faut bien faire comprendre que nos règles sont valables pour tous les membres de communautés religieuses et que toute personne qui veut vivre chez nous doit s'y soumettre. L'égalité devant la loi est un principe de base. Des mesures comme la dispensation des cours de natation, l'abandon des chants de Noël à l'école infantine ou encore des revendications spéciales concernant l'ensevelissement sont donc inacceptables. Une personne qui n'accepte pas sans réserve nos droits fondamentaux de liberté et de démocratie ne doit en aucun cas être naturalisée.

## Population résidente de la Suisse dès l'âge de 15 ans selon l'appartenance religieuse, 1970 – 2013



## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour le fondement chrétien et occidental de notre système étatique, de notre régime juridique et de notre culture;
- exige que, par exemple, les croix qui symbolisent notre culture chrétienne et occidentale, mais aussi notre religion soient tolérées et respectées également dans l'espace public;
- rejette tout droit spécial à motivation religieuse qui est en contradiction avec notre régime juridique;
- exige l'interdiction du port du voile islamique dans le service public comme, par exemple, la santé publique, la police, aux guichets publics ou dans l'enseignement;
- refuse toute règle spéciale d'ensevelissement dans les cimetières publics;
- s'oppose à une réglementation spéciale des jours fériés pour des communautés religieuses non reconnues;
- veut que tous les élèves, garçons et filles, suivent les cours obligatoires, notamment les leçons de sport et de natation;
- exige l'application sans réserve de l'interdiction des minarets approuvée par le peuple;
- demande que les citoyens suisses, qui ont participé à l'étranger à des activités terroristes ou djihadistes, soient sévèrement punis à leur retour en Suisse;

## POSITIONS

## L'UDC

- exige que les étrangers et doubles nationaux suisses qui, à partir de la Suisse, ont agi comme terroristes ou djihadistes, soient immédiatement privés de leur droit de séjour, voire déchus de la nationalité suisse, et expulsés;
- refuse la reconnaissance de communautés religieuses non occidentales en tant que corporations de droit public, de même que la formation par l'Etat du clergé de ces communautés religieuses.

## AVANTAGES +

### Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme croyant, la liberté de pratiquer ma religion;
- ✓ comme parent, la certitude que mes enfants reçoivent à l'école les repères de la culture chrétienne et occidentale;
- ✓ comme enseignant, la certitude que tous les élèves suivent le même enseignement;
- ✓ comme citoyen, la protection contre la violence et contre des incitations publiques à la haine.

WILLY DIT:

MOI NON PLUS, JE NE  
VEUX PAS QUE LA  
FAMILLE SOIT ÉTATISÉE!



## Responsabilité individuelle au lieu de mise sous tutelle

L'UDC soutient chaque être humain dans sa recherche individuelle du bonheur et de la satisfaction. Chacun doit cependant assumer la responsabilité de ses choix. Il ne serait pas acceptable que l'Etat décide finalement de la réussite ou de l'échec des projets de vie individuels. La famille doit continuer de jouer son rôle de pilier porteur de la société. Elle a besoin pour cela de beaucoup de liberté et d'un minimum d'interventions de l'Etat.

### Non à l'étatisation de la famille

L'Etat intervient de plus en plus dans la vie de famille en privilégiant certaines formes d'organisation familiale. Des subventions publiques et allègements fiscaux pour l'entretien de crèches discriminent les familles tradition-



Des centaines de millions d'heures de travail bénévoles sont effectuées chaque année en Suisse : que ce soit par la prise en charge de parents, d'aides mutuelles ou de nombreuses associations.

nelles. L'Etat intervient même quand la société fonctionne parfaitement, par exemple en subventionnant des crèches d'enfants pour des parents qui n'en ont financièrement pas besoin. Tout porte à croire que ces mesures visent à modifier la société. L'Etat se mêle de plus en plus de l'éducation des enfants au lieu de se concentrer sur sa tâche de formation.

### L'école est abusée

Sous le prétexte de dysfonctionnements inventés de toutes pièces, l'école est utilisée abusivement pour résoudre de prétendus problèmes, par exemple dans le domaine de l'éducation sexuelle, de l'utilisation des médias, de la consommation, voire pour l'«éducation politique». Ce comportement est à l'opposé d'une conception libérale exigeant que les parents assument la responsabilité de l'éducation de leurs enfants.

### Egalitarisme

Les projets de réforme du droit de la famille et du mariage encouragent le refus des responsabilités et des engagements. Le mariage entre un homme et une femme est affaibli par le fait qu'on donne la même valeur à toutes les formes de cohabitation. Il est même question d'accepter la polygamie. Le partenariat aujourd'hui déjà admis et réglementé dans la loi de deux personnes du même sexe va être considéré comme un mariage. Il est également prévu de mettre en place des mécanismes afin que la cohabitation d'adultes et d'enfants soit automatiquement considérée après un certain temps comme une famille. C'est dire qu'on ouvre toutes grandes les portes aux abus et à l'arbitraire. Des problèmes considérables s'annoncent pour le droit successoral, les assurances sociales, le droit du divorce, les obligations d'entretien ou encore le droit fiscal. Des réformes de ce genre ne conduisent pas à une société plus libérale, mais à une étatisation de la vie privée. Elles menacent des cellules essentielles de la société comme la famille, les associations, fondations, églises, rapports de voisinage ou encore les communautés de quartiers ou villageoises, toutes formes de cohabitation qui existent indépendamment de l'Etat.

### Libre expression des opinions sans muselière

Acceptée de justesse par le peuple en 1994, la norme pénale contre le racisme doit être supprimée. La jurisprudence qui s'étend constamment sur cette thématique illustre l'absurdité de cette norme pénale. Le recours au droit pénal pour empêcher l'expression d'opinions ou pour intimider les personnes qui défendent ces opinions est profondément antidémocratique.

### Renforcer la famille

La famille et, avec elle, le mariage entre un homme et une femme forment la base de notre société. Les parents et les enfants méritent une sollicitude particulière de l'Etat. Des couples de parents ou des personnes élevant seules des enfants assument la responsabilité de l'éducation et du développement de leurs enfants en leur offrant amour et protection. L'enfant y apprend les principes de l'entraide et du respect mutuel ainsi que la capacité de gérer des conflits.

### Réévaluer le bénévolat

Un travail précieux est fourni quotidiennement non seulement dans le cadre des emplois payés, mais aussi dans les cercles privés, qu'il s'agisse de l'aide entre voisins, des soins donnés à des parents ou de la garde d'enfants. Ce travail est de plus en plus déprécié et marginalisé par une professionnalisation outrancière. Des crèches d'enfants ou des écoles de jour ne remplacent pas l'amour et la sollicitude des parents. L'éducation des enfants, de leur naissance jusqu'à leur majorité, est de la responsabilité des parents et ne saurait être déléguée à l'Etat. Ce qui compte pour les jeunes, à côté du soutien et de la reconnaissance, ce sont de bonnes possibilités de développement, de formation et de perfectionnement dans un contexte où ils se sentent estimés et où ils peuvent s'épanouir. L'UDC soutient donc aussi les sociétés et les organisations de jeunesse qui contribuent à une conception intelligente de la vie et des loisirs et elle rend hommage au bénévolat.

### Non à la lutte des sexes

Les hommes et les femmes doivent se compléter. Non pas le sexe, mais uniquement les aptitudes personnelles doivent décider de la fonction que peut exercer une personne. Mêmes droits et même salaire pour un travail équivalent pour les femmes et les hommes, voilà un principe naturel aux yeux de l'UDC. Cet objectif n'est servi ni par les bureaux d'égalité des droits, ni par des réglementations bureaucratiques comme une police des salaires ou des quotas féminins. L'UDC s'oppose à tout égalitarisme primaire et mise sur un engagement responsable et basé sur l'esprit du partenariat de l'homme et de la femme dans la famille, la société, la vie professionnelle et en politique.



La responsabilité individuelle et l'autodétermination de la famille doivent être renforcées. Il faut que cesse la tendance à étatiser la famille.

## POSITIONS

## L'UDC

- s'engage pour la responsabilité individuelle et l'autodétermination des familles et des parents et rejette l'étatisation croissante de la famille et des enfants;
- exige que la plus petite et la plus importante cellule de notre société, la famille, puisse vivre en liberté et sans tutelle de l'État;
- ne veut ni polygamie, ni égalité complète des droits entre le partenariat homosexuel et le mariage entre deux personnes de sexe opposé;
- s'oppose à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels;
- refuse un congé parental ou paternel imposé par l'État;
- reconnaît la femme et l'homme comme partenaires égaux en droit dans la vie professionnelle et la société;
- refuse des quotas imposés par l'État et la politique des genres;
- demande la suppression des bureaux d'égalité des droits et d'autres services publics qui réglementent la vie privée des gens dans le but de rééduquer la société;
- ne veut pas de structures d'accueil de jour imposées par l'État, mais donne la préférence à des offres judicieuses au niveau des communes; ces offres doivent répondre à un réel besoin et leur financement doit être essentiellement privé;

## POSITIONS

## L'UDC

- soutient la cohabitation des familles fondée sur des associations, des rapports de voisinage, des églises ainsi que des communautés villageoises ou de quartier;
- demande le renforcement de la liberté d'expression et la levée de la norme pénale antiracisme.

## AVANTAGES +

## Les avantages que m'apporte cette politique :

- ✓ comme individu, un maximum de liberté et un minimum de mise sous tutelle par l'État;
- ✓ comme famille, la liberté de s'épanouir et la protection contre l'intervention de l'État dans l'éducation des enfants;
- ✓ comme enfant, amour et protection au sein de la famille;
- ✓ comme célibataire, je n'ai pas à payer encore plus pour les autres;
- ✓ l'égalité des droits dans les rapports entre l'homme et la femme.



## Engagez-vous avec l'UDC pour la Suisse!

Soutenez l'UDC avec un don au  
**CCP 30-8828-5** ou **IBAN CH80 0900 0000 3000 8828 5.**

Un grand merci.





# Moi aussi, je m'engage pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- Je veux devenir membre de l'UDC de ma commune de domicile ou mon district. L'adhésion à un parti est comparable à l'adhésion à une association.
- Veuillez m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé/e sur les activités courantes, les communiqués et articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer votre newsletter à l'adresse courriel ci-contre.
- Je soutiens l'UDC et je fais un don de \_\_\_\_\_ francs sur le **CCP 80-8828-5**.
- Veuillez m'envoyer un **bulletin de versement** de l'UDC Suisse.

Nom/Prénom : .....

Rue : .....

NP/Lieu : .....

No de tél. : .....

Courriel : .....

Date/Signature : .....

Merci de remplir ce talon et de le renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, Secrétariat général, case postale 8252, 3001 Berne; courriel : [info@udc.ch](mailto:info@udc.ch)

Tél. 031 300 58 58, Fax 031 300 58 59

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)

